



# DÉBATS

de

l'Assemblée législative

du

QUÉBEC

---

TROISIÈME SESSION – 28<sup>e</sup> Législature

Le jeudi 13 juin 1968

Vol. 7 – N<sup>o</sup> 60

---

Président: l'honorable Rémi Paul, C.R.

**(Quinze heures seize minutes)**

M. PAUL (président): Qu'on ouvre les portes. A l'ordre, messieurs!

Présentation de pétitions.  
Lecture et réception de pétitions.  
Présentation de rapports de comités élus.

L'honorable député de Frontenac.

**Comité des régies gouvernementales**

M. GRENIER: Le comité des régies gouvernementales à caractère industriel et commercial a l'honneur de soumettre à votre Chambre son sixième rapport. Votre comité a tenu cinq séances se rapportant à Sidbec, et il s'est ajourné sine die.

M. LE PRESIDENT:

Présentation de motions non annoncées.  
Présentation de bills privés.  
Présentation de bills publics.

**Bill no 29**

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre pour et au nom de l'honorable ministre de la Justice propose la première lecture d'une loi concernant la copropriété des immeubles. L'honorable premier ministre.

M. JOHNSON: M. le Président, le ministre de la Justice étant retenu par ses devoirs ailleurs pour quelques minutes encore, il me fait plaisir de proposer cette première lecture en son nom, et de vous dire qu'il s'agit d'un type de propriété nouveau dans notre droit: la copropriété des immeubles, ce qui est assez technique. Notre intention est de déposer le bill, d'en faire tenir des copies à tous les corps ou individus intéressés, particulièrement les notaires, les avocats, et d'en appeler l'étude lors de la deuxième partie de la présente session.

M. LESAGE: Il ne faudrait pas oublier les chambres d'immeubles.

M. JOHNSON: Oui, les chambres d'immeubles, les courtiers en immeubles et même les prêteurs d'argent.

M. LE PRESIDENT: La motion de première lecture de ce bill est-elle adoptée?  
Adopté.

M. LE GREFFIER ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRESIDENT: Deuxième lecture de ce bill à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

M. JOHNSON: Article 1.

**Bill no 36**

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre pour et au nom de l'honorable ministre de la Justice propose la première lecture d'une loi concernant une vente de certains immeubles par la ville de Cowansville.

L'honorable premier ministre.

M. JOHNSON: M. le Président, la ville de Cowansville, par son fonds industriel, était propriétaire d'un terrain qu'elle a utilisé pour fins industrielles mais dont une partie a été vendue à la Commission scolaire régionale de Missisquoi, et à The Protestant Regional Board of the District of Bedford. On sait qu'à Cowansville il faut une autorisation légale, puisque ces terrains ont été achetés pour des fins industrielles et ne doivent servir qu'à cela.

Maintenant que le ministre est arrivé, il voudrait peut-être ajouter d'autres remarques en première lecture, mais comme il est un peu modeste, je vais le faire à sa place et vous dire que, grâce à lui, en diverses qualités, il se fait à Cowansville une expérience extrêmement intéressante...

M. GERIN-LAJOIE: Ce n'est pas un bill de première lecture ça. C'est un projet qui avait été commencé sous l'ancien gouvernement. Vous ajoutez ça.

M. JOHNSON: ... puisque...

M. BERTRAND: Mais disons que, s'il avait été commencé, c'est parce qu'il y avait des agents là-bas qui s'y intéressaient.

M. LAPORTE: Ne vous attendez pas qu'on vote contre la première lecture.

M. JOHNSON: Alors je voulais donc dire que c'est une expérience assez intéressante...

M. GERIN-LAJOIE: Amenez donc ça quand ça sera le temps.

M. JOHNSON: ... qui se fera, où il y aura un campus conjoint...

M. GERIN-LAJOIE: Vous tentez toujours de faire de la politique et de la propagande quand ce n'est pas le temps.

M. BERTRAND: Ce n'est ni de la politique ni de la propagande.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. JOHNSON: M. le Président, tant mieux si c'est le député de Vaudreuil-Soulanges qui a conçu le projet. Je suis heureux de lui rendre hommage pour cette conception.

M. BERTRAND: S'il l'avait conçu, il aurait avorté.

M. LE PRÉSIDENT: La motion de première lecture de ce bill est-elle adoptée?  
Adopté.

M. LAPORTE: Il ne s' imagine pas ça.

M. BERTRAND: Avant les amendements au code pénal.

M. LE GREFFIER ADJOINT: Première lecture de ce bill. First reading of this bill.

M. LE PRÉSIDENT: Deuxième lecture de ce bill à la prochaine séance ou à une séance subséquente.

L'honorable chef de l'Opposition.

M. LESAGE: M. le Président, sur les bills publics. Le premier ministre a profité du fait que le ministre de la Justice était en retard de quelques minutes — inévitablement, comme le premier ministre l'a dit — pour proposer la première lecture des bills mentionnés aux articles h et i du feuilleton, est-ce que je devrais demander au député de Chambly d'arriver en retard demain pour que le premier ministre appelle en première lecture les bills qui apparaissent au nom du député de Chambly, aux articles f et g?

M. JOHNSON: Voici, le député de Chambly est tellement timide que je m'arrangerai pour que quelqu'un de plus osé, de plus téméraire, puisse proposer ces projets de loi, mais comme il est presque toujours en Chambre, c'est extrêmement difficile pour moi de demander à un homme aussi hasardeux que le député de Drummond de le remplacer.

M. LESAGE: Est-ce que je comprends que le

premier ministre invite le député de Chambly à présenter maintenant ses deux bills en première lecture?

M. JOHNSON: Pas encore.

M. LESAGE: Est-ce que nous pouvons croire que ça viendra dans un avenir rapproché?

M. JOHNSON: Disons que nous avons des amendements à la Loi des cités et villes et au code municipal, et ce sera je pense bien l'occasion de fondre...

M. LESAGE: Oui et les bills ne sont pas encore imprimés, d'après les indications au feuilleton. Est-ce que je dois comprendre que les bills au nom du député de Chambly seront lus en première lecture en même temps que les deux qui apparaissent au nom du ministre des Affaires municipales?

M. JOHNSON: Le chef de l'Opposition comprendra ce qu'il voudra.

M. LESAGE: Pardon?

M. JOHNSON: Le chef de l'Opposition comprendra ce qu'il voudra.

M. LESAGE: C'est une question directe que j'ai voulu entourer des précautions que la politesse exige.

M. JOHNSON: La réponse est directe.

M. LAPORTE: Aurais-je eu tort de faire imprimer mes deux bills?

M. JOHNSON: Dépense d'argent

M. LE PRÉSIDENT: Affaires du jour.

L'honorable ministre des Affaires municipales.

### Question de privilège

M. LUSSIER: Sur une question de privilège. Le Devoir de ce matin, jeudi, 13 juin, publie en première page une nouvelle concernant des propos tenus en Chambre par le député de Chambly, vers six heures, hier soir, soit quelques minutes avant l'ajournement, sur la construction d'une usine de filtration par le village de Contrecoeur.

En plus de citer entre guillemets les paroles que le député de Chambly n'a pas encore pro-

noncées, mais qu'il a peut-être l'intention de prononcer puisque son intervention n'est pas terminée, la nouvelle et plus particulièrement son titre laissent entendre que c'est le ministre des Affaires municipales qui décide de l'implantation d'une usine de filtration ou de la mise en commun des services d'aqueduc. On sait que rien n'est plus contraire non seulement aux faits, mais même à la juridiction du ministre des Affaires municipales. En effet, seule la Régie des eaux a le pouvoir d'approuver les plans des travaux d'aqueduc et de forcer les municipalités, le cas échéant, à les exécuter en commun.

J'estimais de mon devoir de ne pas passer sous silence une nouvelle de cette nature. De plus, j'affirme que jamais je ne suis intervenu dans les décisions de la Régie des eaux, dans celles qui ont été prises ou qui le seront.

J'ajoute que j'ai pris connaissance de la décision de la Régie des eaux au sujet de la construction de l'usine de filtration du village de Contrecoeur et que je l'ai trouvée parfaitement logique dans les circonstances actuelles. C'est pourquoi je n'ai pas hésité à approuver le règlement d'emprunt qui en a décrété la construction.

M. LAPORTE: Ceci justifie tout ce que le Devoir a écrit ce matin.

M. LE PRESIDENT: L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges.

### L'enseignement des langues

M. GERIN-LAJOIE: J'aimerais soulever une question de privilège à l'occasion d'incidents qui font suite aux élections scolaires à Saint-Léonard et à toute la question d'ordre linguistique qui se pose dans les écoles à cette occasion. J'ai devant moi des coupures de journaux de ce matin — Le Devoir et The Gazette également — qui nous font part que le premier ministre a donné, hier soir, une conférence de presse à la suite d'un caucus des membres de son parti. Or, au comité des crédits de l'Education, qui a siégé en particulier avant-hier, alors que le premier ministre était présent à la séance du soir, nous avons demandé, nous — du moins, certains d'entre nous — au premier ministre d'exposer la politique de son gouvernement en ce qui concerne cette question de langue dans les écoles.

Le premier ministre s'y est refusé à ce moment-là en ajoutant ceci — je cite le premier ministre en lisant la transcription des débats du comité en éprouve, R/89 —: « Le premier

ministre sera heureux de l'annoncer — la politique du gouvernement — en temps et lieu et le premier ministre n'a aucune hésitation à prendre ses responsabilités. Mais je ne servirai certainement pas de précédent pour que l'on n'avance pas dans l'étude des crédits. C'est une question assez importante qui doit certainement être débattue par l'Assemblée législative et nous ne manquons pas d'occasions d'en débattre ».

Je soumetts à cette Chambre et à vous en particulier, M. le Président, que le premier ministre a violé grossièrement les privilèges de cette Chambre et a manifesté un réel mépris des membres de cette Chambre en dévoilant directement aux journalistes ce qu'il prétend être la politique de son parti en pareille matière, après avoir refusé de le faire aux membres de cette Chambre siégeant en comité des crédits de l'Education et alors qu'il aurait pu la communiquer aux membres de cette Chambre siégeant en assemblée cet après-midi. J'espère qu'un précédent comme celui-là est très mal venu de la part du premier ministre lui-même.

M. LE PRESIDENT: L'honorable premier ministre.

M. JOHNSON: Hier, les journalistes ont voulu m'interviewer au sortir de la séance du comité des régions gouvernementales. Je croyais que c'était à propos de Sidbec, sujet dont nous avons traité toute la journée. Lorsque je leur ai dit que j'avais un caucus, ils m'ont demandé si je serais à leur disposition après le caucus. J'ai acquiescé et, là, on m'a interrogé sur l'attitude du gouvernement concernant une politique de la langue, si on peut ainsi s'exprimer, en partant de l'incident de Saint-Léonard.

Je crois que c'est le devoir et le droit du gouvernement de faire connaître ses politiques au public, sans toujours attendre que la Chambre soit réunie. Le député de Vaudreuil-Soulanges est de ceux qui m'ont incité à le faire le plus tôt possible afin que ne subsiste pas d'inquiétude chez les Québécois qui ne sont pas francophones. J'ai donc, de bonne grâce, répondu aux questions, et je n'ai pas du tout l'impression d'avoir violé les privilèges de la Chambre.

Tout le monde sait que, même en période électorale, le ministre de l'Education du temps s'est promené dans toute la province, avec toute une « batterie » de publicistes d'ailleurs, pour annoncer des réformes de l'éducation, des constructions d'écoles et ça, devant des assemblées convoquées aux frais de la province...

M. LESAGE: Ce n'est pas exact.

M. BELLEMARE: Oui, oui, oui.

M. JOHNSON: ... pendant que les députés étaient en Chambre et n'étaient pas du tout informés de ces mêmes projets.

Et jamais nous n'avons fait au ministre grief de ce travail qu'il accomplissait à travers la province pour l'Opération 55. Jamais nous ne lui avons fait grief de ce travail d'information. Nous avons taquiné le ministre sur la suite un peu nombreuse qui l'accompagnait et qui lui donnait un peu l'air et les attitudes d'un pacha mais, quant au reste, quant au fond du problème, nous n'avons pas soulevé de question de privilège de la Chambre.

M. GERIN-LAJOIE: M. le Président, j'ai une nouvelle question de privilège résultant de ce que vient de dire le premier ministre.

UNE VOIX: Il n'y a pas de débat.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. GERIN-LAJOIE: J'ai une nouvelle question de privilège. Le premier ministre me corrigera si j'ai mal entendu ses paroles. Il a dit, si j'ai bien compris, que j'avais fait certaines de ces tournées, au cours desquelles j'aurais annoncé, entre autres, des projets scolaires même en période électorale.

M. JOHNSON: Non, non. Je m'excuse, c'était pendant que nous siégeons en Chambre.

M. GERIN-LAJOIE: Pas en période électorale.

M. JOHNSON: Je m'excuse.

M. GERIN-LAJOIE: Je remercie le premier ministre de cette mise au point.

M. BELLEMARE: Vous ne voulez pas qu'on retire le mot pacha?

M. GERIN-LAJOIE: Non, parce que je n'y attache pas d'importance. J'aurai cependant l'occasion de dire en comité en bas que ces tournées d'Information avec des fonctionnaires constituent à mon avis une des fonctions d'un ministre à la tête d'un ministère qui entreprend de grandes réformes, et je crois que c'est bien dommage que mes successeurs n'aient pas suivi la même ligne de conduite.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre

de l'Agriculture et de la Colonisation.

A l'ordre!

L'honorable premier ministre.

M. JOHNSON: M. le Président...

M. GERIN-LAJOIE: Je préfère faire des tournées comme celles-là au Québec plutôt qu'au Gabon et en France.

DES VOIX: A l'ordre!

M. GERIN-LAJOIE: En parlant de pacha, je pense bien qu'on pourrait commencer par se regarder soi-même.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. JOHNSON: M. le Président, je...

M. GERIN-LAJOIE: Vous avez couru après.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. JOHNSON: M. le Président, je ne veux pas invoquer le règlement, mais j'ai tout lieu de me demander si le député de Vaudreuil-Soulanges, quand il parle des échanges avec la France et le Gabon, regrette que d'autres poursuivent en l'intensifiant l'oeuvre d'échanges avec la France qu'il avait entreprise et que son collègue, dans une émulation de bon aloi, avait lui aussi entreprise dans le domaine culturel.

M. GERIN-LAJOIE: M. le Président, si le premier ministre se réfère à mon intervention et appelle mon nom comme député de mon comté, je dois dire que mes observations ont fait suite au langage employé par le premier ministre et le ministre du Travail. En parlant de pacha, eh bien, qu'on commence à regarder à votre droite, M. le Président, pour voir s'il n'y en a pas qui se conduisent davantage en ce qu'on aime à appeler pacha de ce côté-là de la Chambre.

M. BELLEMARE: Taisez-vous donc!

### Rencontre avec l'UCC

M. JOHNSON: Avant qu'on ne me questionne sur ce problème des amendements à la Loi de la régie, je voudrais informer cette Chambre que j'ai communiqué par message téléphonique avec M. Lionel Sorel, président général de l'UCC en ces termes:

« Suite à votre lettre et à votre télégramme, je veux vous informer que les rapports de la commission royale d'enquête sur l'agriculture sont déposés aujourd'hui en Chambre — Stop — Je demande au ministre de l'Agriculture de tenter d'établir avec vous une date mutuellement acceptable pour rencontre et, s'il y a lieu, audition publique.

M. LE PRESIDENT: L'honorable ministre de l'Agriculture et de la Colonisation.

M. VINCENT: M. le Président...

M. GERIN-LAJOIE: On va créer une commission pour étudier les résultats de la commission?

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

### Rapport de la commission d'enquête sur l'agriculture

M. VINCENT: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer en deux exemplaires les rapports suivants de la commission royale d'enquête sur l'agriculture au Québec, dont lettre de la commission du 30 avril 1968 au terme de son mandat; 1er rapport, l'assainissement des sols; 2e rapport, le crédit agricole; 3e rapport, l'Industrie et le commerce des engrais chimiques; 4e rapport, la médecine vétérinaire et les produits de médecine vétérinaire; 5e rapport, l'industrie laitière; 6e rapport, la mise en marché de la viande et de la volaille; 7e rapport, les coopératives agricoles et les plans conjoints; 7e rapport, la mise en marché des fruits et légumes; 9e rapport, la culture et la mise en marché du tabac; 10e rapport, les grains de provenance.

Je dépose également deux exemplaires des commentaires de la commission sur l'enseignement professionnel agricole et la technologie agricole au Québec. De plus, deux exemplaires d'un document de travail de la commission sur l'évolution de l'agriculture et le développement économique du Québec de 1946 à 1976. Je vais faire parvenir au chef de l'Opposition deux copies de ces rapports, commentaires et documents de travail. Nous avons des copies additionnelles de quelques-uns des rapports et nous les ferons parvenir à chacun des membres de cette Chambre. Pour les autres rapports, nous attendons incessamment des copies additionnelles qui seront distribuées au fur et à mesure qu'elles nous seront livrées.

Permettez-moi de profiter de la circonstance pour remercier les membres de la commis-

sion royale d'enquête pour leur travail. Je remercie également tous ceux qui ont contribué de près ou de loin au travail de la commission: groupements agricoles, groupements paraagriques, chercheurs, fonctionnaires, etc.

M. LE PRESIDENT: L'honorable chef de l'Opposition.

M. LESAGE: Le ministre a bien dit qu'il m'enverrait deux copies de chacun de ces rapports? C'est que je tiens à en envoyer une copie à l'ancien ministre de l'Agriculture pour qu'il m'en prépare un résumé.

M. VINCENT: Oui.

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.  
L'honorable député de Chambly.

### Questions et réponses

#### Rapport LaHaye

M. LAPORTE: M. le Président, le ministre de l'Agriculture ayant rendu public le fruit du travail d'une commission nommée par l'ancien régime, pourrais-je demander au ministre des Affaires municipales, tel que c'était entendu, puisque les journaux en ont déjà copie, de rendre lui aussi public le fruit du travail d'une autre commission nommée par l'ancien régime, la commission LaHaye?

M. LUSSIER: M. le Président, ce matin mes fonctionnaires du service d'information m'ont assuré qu'une copie du rapport LaHaye allait être distribuée à tous ces messieurs de l'Opposition ainsi qu'aux députés.

M. COURCY: Quand?

M. LUSSIER: Ce matin.

M. LAPORTE: Ils ne se seraient pas trompés de Parlement?

M. LUSSIER: Un embargo a été mis sur la publication du rapport LaHaye jusqu'à trois heures trente, et je demanderais au chef des pages de bien vouloir déposer sur la table ce rapport.

M. LAPORTE: Vu que l'embargo est levé, est-ce qu'on peut commencer à le lire dans le Soleil?

M. LESAGE: Il est passé trois heures, on

peut le lire dans le Soleil, c'est imprimé depuis onze heures ce matin.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

### Loi d'assistance sociale

M. LEVESQUE (Laurier): J'aurais une question, M. le Président, qui découle de la liste des législations que le gouvernement annonce.

Il y a une absence assez flagrante là-dedans c'est celle particulièrement pressée, depuis deux ans déjà d'une partie de la population. Est-ce que le ministre de la Famille et du Bien-Etre social conserve l'intention qu'il a annoncée, après deux ans de préparation, de présenter la loi qu'attendent les assistés sociaux et les gens économiquement faibles dans le Québec, la loi générale de l'assistance sociale ou si ça va être remis encore aux calendes grecques?

M. CLOUTIER: M. le Président, au cours de l'étude de mes crédits, la semaine dernière, j'ai fait une déclaration à ce sujet, déclaration qui a été reproduite dans les journaux, que la loi sera définitivement déposée à cette session-ci. J'ignorais cependant si elle serait déposée avant le premier ajournement. Elle sera déposée à cette session-ci, mais j'ignore dans quel morceau de session.

M. LEVESQUE (Laurier): Ce sera à quel morceau?

M. CLOUTIER: Bien, j'espère qu'elle sera déposée, je mets tout en oeuvre et le conseil des ministres également pour que la loi soit déposée avant l'ajournement pour la période d'été.

M. LEVESQUE (Laurier): Question supplémentaire. Si la loi qui, normalement, devrait être essentiellement simple est accompagnée des règlements qui souvent sont moins simples, est-ce qu'il ne serait pas utile pour tout le monde — et surtout pour les clients du ministère et les gens qui s'occupent d'eux — qu'au moins la loi soit déposée avant l'ajournement de façon à ce qu'on puisse dans divers milieux l'étudier, la connaître et voir si elle est compréhensible pour une fois?

M. CLOUTIER: J'ai également dit, M. le Président, et ça, c'est la première fois qu'on me posait la question à ce moment-là, plusieurs organismes privés, les organismes qui travaillent dans le champ du bien-être, avaient exprimé le désir de se faire entendre au comité,

j'ai dit que continuant les travaux que nous avons faits au cours de la préparation de cette législation, alors qu'il y a eu de la consultation — et le député de Laurier sait de quelle façon cette consultation doit se faire quand on prépare de la législation — j'ai dit à ce moment là que j'étais d'accord pour que la loi soit déposée en Chambre, autant que possible référée à un comité où les groupements intéressés pourraient se faire entendre.

Mais, l'an dernier, j'avais également dit au député de Laurier qu'il me semblait normal et logique que cette législation importante soit étudiée, mais que les députés pour l'étudier aient à leur disposition au moins un minimum de documents et j'avais dit à ce moment-là qu'il me semblait normal qu'ils aient à tout le moins, en gros, la réglementation qui l'accompagne.

M. LEVESQUE (Laurier): Bien, je ne voudrais pas insister abusivement, mais simplement pour bien comprendre. L'an dernier, c'était l'an dernier, on est un an plus tard, la question simple que je pose en deux parties serait celle-ci, strictement pour qu'on voit venir: premièrement, est-ce que la loi pourrait être déposée avant l'ajournement — déposée au moins — et, deuxièmement, est-ce qu'à ce moment-là la loi pourrait être accompagnée des règlements nécessairement beaucoup plus complexes qui doivent éventuellement la compléter?

M. CLOUTIER: Voici, M. le Président, continuant ce que j'ai dit tout à l'heure, je fais tout en mon possible pour que la loi soit déposée avant l'ajournement et avec le dépôt de la loi suffisamment de renseignements. Si ce n'est pas la réglementation complète, du moins des éléments suffisants pour permettre de porter un jugement sur la loi.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Deux-Montagnes.

### Plages condamnées

M. BINETTE: M. le Président, le journal de Québec publie aujourd'hui une nouvelle coiffée du titre suivant: « Le ministère de la Santé condamne trois plages de la région ». Ma question s'adresse au ministre de la Santé, elle est double. Est-ce que le ministre peut confirmer cette nouvelle, d'abord et, deuxièmement, quelles sont les mesures d'urgence que le gouvernement entend prendre pour tenter de régler cette situation ou au moins empêcher qu'elle ne s'aggrave?

M. CLOUTIER: M. le Président, nous avons la responsabilité de faire des analyses pour nous rendre compte de la qualité de l'eau. Après ces analyses que nous faisons tous les ans, régulièrement, nous avons déclaré publiquement que ces plages sont dangereuses et à ce moment-là le devoir et les responsabilités du ministère de la Santé sont remplis par le fait que nous prévenons la population. La responsabilité, à compter de ce moment-là, appartient à d'autres ministères qui ont certaines responsabilités dans le domaine des eaux.

M. BINETTE: M. le Président, question additionnelle. Je comprends que cette Juridiction de l'eau relève de plusieurs ministères et organismes. Je voulais à ce moment-ci, tout simplement, souligner par ma question l'urgence d'établir une juridiction responsable dans le domaine de l'eau comme cela a été prévu, dit et répété à maintes reprises.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

DES VOIX: A l'ordre!

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!  
L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges.

#### Rapport du comité des langues

M. GERIN-LAJOIE: M. le Président, j'ai une question à l'intention du premier ministre. Au début du mois d'avril le chef de l'Opposition a demandé au premier ministre de déposer le rapport reçu par le gouvernement de la part d'un comité de travail nommé par lui sur la question de la langue des immigrants au Québec. Je n'ai pas le nom précis du comité qui a été mentionné à ce moment-là. En comité des crédits de l'Education avant hier, il a été question à nouveau de ce rapport en présence du premier ministre qui s'est engagé à y voir à son bureau et, je pense bien, à nous remettre une copie du document. Est-ce que le premier ministre est en mesure à ce moment-ci de nous mettre au courant?

M. JOHNSON: M. le Président, je ne me souviens pas quel engagement j'aurais pris à ce moment-là. J'ai lu le rapport de nouveau, et je me suis rendu compte qu'il s'agit d'une consultation, en somme, commandée par le ministre d'Etat à l'Education, M. Masse, et qui est le fruit d'un travail en commun d'un groupe de fonctionnaires, et, peut-être, de quelques personnes de l'extérieur.

Les noms ne sont pas mentionnés dans le

document. J'hésite à déposer ce document pour les raisons suivantes: Je ne voudrais pas créer un précédent. Il arrive que nous consultations régulièrement des gens de diverses disciplines.

Il arrive très souvent que nous

réunion des officiers de divers ministères, et je ne crois pas que les documents qui naissent de ces réunions et consultations soient du genre que nous devions nécessairement déposer devant la Chambre. J'ai donc cette excellente raison d'hésiter à le déposer. Si j'ai pris un engagement ferme, je regrette de l'avoir pris parce qu'à ce moment-là je ne l'avais pas lu, je connaissais vaguement sa teneur, mais je ne connaissais pas quelle était exactement sa qualité, si c'était un rapport officiel, une consultation officielle du genre de celle qu'on doit communiquer à la Chambre ou si c'est tout simplement une consultation qui peut guider le gouvernement dans l'élaboration d'une loi.

Nous espérons présenter très bientôt la Loi créant le ministère de l'Immigration. Nous ne tenons pas à la présenter à ce moment-ci, avant le 25 juin, pour une raison très simple, nous avons évité autant que possible le genre de législation, de constitution de comité ou de motion qui auraient suscité des interventions ou qui auraient pu être interprétés comme des interventions dans la campagne fédérale. Nous avons déjà assez de difficulté, quelques-uns d'entre nous, à nous abstenir de faire des déclarations — nous réussissons plus ou moins à le faire — d'autres se promènent sur les « haustings », c'est leur affaire, c'est leur droit. Ce n'est pas moi qui va leur renier ce droit-là, mais comme Assemblée législative, je croyais qu'il n'était pas opportun de fournir des occasions de débat dans un domaine qui est du domaine fédéral, ou qui est mixte, comme dans le cas de l'immigration. Alors, la loi sera donc présentée immédiatement après les élections fédérales et, à l'appui de cette loi, nous fournirons tous les renseignements que nous avons pu recueillir et nous paraissent objectifs.

C'est là qu'en est la question.

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.  
L'honorable député de Vaudreuil-Soulanges.

M. GERIN-LAJOIE: Sur le même point, M. le Président, je comprends ce que le premier ministre vient de nous expliquer en ce qui concerne la nature du document et le problème qui se pose à son esprit, au sujet des études de caractère interne qui sont faites par les ministères ou pour le compte des ministères. Je me demande si, dans les circonstances, étant donné que le document est déjà public, si ce ne serait



pas une formule acceptable par le premier ministre de ne pas déposer le document comme document sessionnel, officiellement; mais étant donné qu'il a déjà été remis ou qu'il est déjà parvenu, par quelque source que ce soit, à des journalistes; le premier ministre pourrait, il me semble, le communiquer privément aux membres de cette Chambre qui en feront le même usage que des journalistes pourraient en faire, mais ce ne sera pas un document officiel de la Chambre.

M. JOHNSON: D'accord, je vais faire vérifier — j'espère qu'on m'entend — je vais faire vérifier, ou plutôt colliger le rapport lui-même avec ce qui a paru dans le journal pour voir si M. Xérox...

M. LESAGE: Principalement à l'émission Présent.

M. JOHNSON: ... a publié la dernière version de ce...

M. LESAGE: C'est à la radio.

M. JOHNSON: Cela a aussi été publié dans un journal?

M. LESAGE: Cela a été publié après, mais la première nouvelle que j'en ai eue, et c'est à ce moment-là que j'avais posé ma question au premier ministre, m'est parvenue par la radio, au programme Présent.

M. JOHNSON: A Radio-Canada.

M. LESAGE: Et on citait de longs extraits dudit rapport. Je pense réellement que la suggestion du député de Vaudreuil-Soulanges est fort acceptable, étant donné qu'il est clair que ces messieurs de la presse parlée et écrite en ont des copies, je pense qu'il est raisonnable que des copies nous en soit remises après que le premier ministre aura eu l'occasion de faire composer le texte qu'il a en main avec celui qui est publié.

M. JOHNSON: D'accord.

#### Comité des subsides

M. LE PRESIDENT: Affaires du jour.

L'honorable ministre des Finances propose que je quitte maintenant le fauteuil pour que la Chambre se forme en comité des subsides. Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. LEBEL (président du comité): A l'ordre!

M. BELLEMARE: Le comité va être suspendu pour quelques minutes. M. Laporte reçoit un personnage important et à quatre heures et quart, nous reprendrons le comité ici.

M. LE PRESIDENT: Le comité est suspendu jusqu'à quatre heures et quart.

#### Crédits du ministère des Affaires municipales

M. LEBEL (président du comité des subsides): A l'ordre à Article 5.

M. LAPORTE: Je voudrais d'abord remercier ce comité d'avoir eu l'obligeance de suspendre ses travaux pendant quelques minutes, étant donné que j'étais appelé hors de cette enceinte pour des raisons officielles.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre! A l'ordre!

M. LAPORTE: Nous avons abordé très brièvement hier — j'espère procéder avec beaucoup de célérité aujourd'hui — le dernier problème que personnellement je veux aborder pendant l'étude des crédits des Affaires municipales: la construction de cette usine de filtration à Contrecoeur.

J'ai déclaré que le ministère des Affaires municipales — et nous en avons eu la confirmation par la question de privilège soulevée au début de cette séance par le ministre — a approuvé le règlement d'emprunt qui permettait la construction, au village de Contrecoeur, d'une usine de filtration d'une valeur de près d'un demi-million de dollars. C'était l'aboutissement d'une étude, d'un débat ou d'une querelle qui s'est échelonnée sur une période de six ou sept ans. J'ai affirmé: Ou bien le ministre a passé outre à l'avis des spécialistes des deux ministères — ministère de la Santé et ministère des Affaires municipales — ou bien il a agi de façon que les mêmes fonctionnaires qui s'étaient prononcés catégoriquement contre la construction de cette usine changent d'avis et donnent leur accord.

Puisque cette étude était à peine entamée, je reprends l'étude du dossier. Le 23 janvier 1962, la paroisse de Contrecoeur écrit à Tracy pour lui demander si elle serait intéressée à lui fournir de Peau. Les pourparlers s'engagent et, le 30 juillet, la ville de Tracy écrit qu'elle est disposée à vendre de 400 à 600 mille gallons d'eau par jour, à \$0.20 le gallon. La paroisse et le village de Contrecoeur, avaient

tous deux besoin d'eau. Deux solutions s'offraient: construire une usine dans le village de Contrecoeur qui aurait vendu de l'eau à la paroisse ou enfouir un tuyau jusqu'à Tracy pour desservir et la paroisse et le village.

Les intéressés différaient d'opinion sur l'acceptation de l'une ou l'autre des deux solutions, mais tout le monde s'entendait sur une chose, qu'il était impensable que la paroisse seule aille à Tracy ou que le village seul se construise une usine. Pour des fins d'économie et de mise en commun de services, il était essentiel — tout le monde était de cet avis — que les deux s'approvisionnent à la même source.

Devant les opinions divergentes, le ministère des Affaires municipales a décidé d'envoyer un expert indépendant, un ingénieur, M. Jean Foldès, qui a rencontré les deux maires, M. Rémi Lamoureux et M. Lacroix.

Le 27 juin 1963, M. Foldès envoyait son rapport non plus à M. le maire mais aux deux administrations municipales, M. Romuald Cormier, secrétaire-trésorier du village, et M. Jean-Marie Jacques, secrétaire-trésorier de la paroisse.

Que disait ce premier rapport d'un observateur expert indépendant? Il disait qu'après avoir étudié de façon très précise les deux options — je vous fais grâce de lire tout le détail de ce rapport — mais disons qu'il analyse le coût et le mode de financement des projets d'aqueduc par le village de Contrecoeur.

M. Foldès analyse ce que cela coûterait si le village procédait seul et analyse ce que cela coûterait si le village construisait une usine et vendait de l'eau à la paroisse. Il analyse aussi ce que cela coûterait à la paroisse si elle achetait de l'eau de l'usine projetée de Contrecoeur village et ce que cela coûterait à la paroisse si elle achetait de l'eau de Tracy.

Projet no 1, projet no 2 avec tous les détails; subventions possible, coût de construction, nombre de gallons d'eau, compteurs à être placés ici ou là, etc. Quelles étaient les conclusions de M. Foldès?

Dans son rapport, M. Foldès dit que l'usine construite par Contrecoeur coûterait \$540,000, ce qui nécessiterait une dépense annuelle de \$53,670 et une contribution fixe de \$45.06 par consommateur. Cela, c'est le village qui bâtit son usine et s'y approvisionne.

Si le village avait décidé de s'approvisionner à Tracy, M. Foldès établit qu'au lieu de payer \$540,000 d'investissements on en paierait \$118,000 et que la taxe par usager au lieu de \$45.06 serait de \$18.20. Cela, c'est pour le village.

Pour la paroisse, c'est un peu différent, parce

que la paroisse devait supporter le coût d'une conduite qui n'existait pas à l'époque, depuis Tracy jusqu'à la limite et jusque dépassé le village dans l'autre partie de la paroisse.

Quant à la paroisse, dit M. Foldès, pour s'approvisionner à l'usine projetée du village de Contrecoeur, il faudrait une immobilisation de \$397,000 et une taxe de \$81.40 par usager. Pour s'approvisionner à Tracy, la taxe serait de \$74.20.

Vous avez donc pour le village \$45.06 pour se bâtir une usine, \$18.20 pour aller à Tracy et pour la paroisse \$81.40 pour s'approvisionner à l'usine projetée du village et \$74.20 seulement pour s'approvisionner à Tracy.

Cela, ce sont les chiffres produits par M. Foldès.

On a invoqué hier le témoignage d'un expert, M. Lemieux et on nous a dit: Vous verrez que M. Julien Lemieux est en faveur.

Il trouve que le projet du village a du bon sens. Or, la firme Lemieux, Tétrault et Associés — M. Lemieux ne fait plus partie de la société — a fait à l'époque, à la demande de la paroisse, une enquête pour savoir s'il valait mieux s'approvisionner à Tracy ou à l'usine projetée de Contrecoeur. Je vous fais encore une fois grâce du document, M. le Président, mais vous constaterez que je l'ai ici et qu'il est à la disposition de toute personne qui voudrait le consulter.

C'est François Lalande, ingénieur professionnel de la firme Lemieux, Tétrault et Associés qui dit: Pour toutes ces considérations — cela, c'est un des experts qui est en faveur, selon le député de Richelieu — pour toutes ces considérations...

M. MARTEL: C'est M. Lalande que vous citez...

M. LAPORTE: Oui... J'imagine qu'au ministère des Affaires municipales, ce n'est pas toujours le ministre qui signe toutes les communications du ministère avec l'extérieur, mais c'est lui qui, de son autorité, coiffe toute l'administration.

Au bureau de M. Lemieux, Tétrault & Associés, M. François Lalande était l'expert dans ce domaine et effectivement, M. Lalande et M. Lemieux ont été vus fréquemment sur place, discutant de ces problèmes-là. Je cite de nouveau: « Pour toutes ces considérations, nous croyons que le projet qui vous a été proposé n'est pas sérieux et manque de réalisme. C'est de la poudre aux yeux jetée dans le but de vendre une usine plutôt que dans le but de renseigner les membres du conseil dans l'exercice

de leurs fonctions ». Pour un expert qui approuve le projet de construire une usine dans le village de Contrecoeur, M. le Président, disons que j'ai déjà vu des témoignages plus flatteurs que celui-là.'

Le 12 juillet 1963 — je fais là une première étape — le ministre des Affaires municipales se fait dire par un de ses experts: "Allez à Tracy, ça va coûter beaucoup moins cher que de bâtir une usine au village." Et autour du ministre il y a deux conseils municipaux — vous m'excuserez pour quelques secondes de parler politique, M. le Président — surtout le conseil du village, composé uniquement de libéraux, le maire en tête, organisateur libéral traditionnel, principal organisateur de Contrecoeur. C'est lui qui entre dans le bureau du ministre, il s'en vient dire: « Je veux mon usine. » Et je lui ai répondu: Non, tu ne l'auras pas, ton usine, parce que ce n'est pas prouvé... cela n'a pas été dit dans ces termes...

M. LUSSIER: Vous avez dit ça. C'est vous qui avez décidé ça. Vous avez passé par dessus la Régie.

M. LAPORTE: S'il vous plaît, nous parlons d'un problème sérieux.

M. LUSSIER: Vous venez d'avouer que c'est vous qui décidiez de l'emplacement des usines.

M. LAPORTE: M. le Président, j'ai avoué que j'ai dit à M. le maire: Non. Et j'ai tenu ma parole.

Qu'est-ce que ça nous a donné? Cela nous a donné que M. le maire et d'autres ont « viré capot » et on contribué à l'élection du député de Richelieu. C'est pour ça que je trouve que le problème est un petit peu scandaleux. J'avais toutes les raisons politiques au monde d'accepter la demande qui m'était faite. Je me suis appuyé à fond sur les fonctionnaires. Et s'ils m'avaient dit le contraire, j'aurais analysé ce qu'ils m'auraient apporté et j'aurais rendu une décision. Qu'on ne vienne pas me dire, après coup, que nous avons fait de la petite politique partisane. J'ai frappé surtout des libéraux, au nom du respect qu'on doit à ses experts et au nom du devoir qu'on a quand on est ministre, de protéger des citoyens contre des erreurs qu'ils peuvent faire de bonne foi.

Est-ce que c'est le seul témoignage que j'ai eu, M. le Président? Voyons le déroulement du dossier. Vous avez M. Foldès qui a fait des chiffres.

Le 12 juillet 1963, la ville de Tracy annonce à la municipalité de la paroisse de Contrecoeur qu'elle s'appête à agrandir son usine de filtration pour porter la production quotidienne de deux millions à quatre millions de gallons. Cela, c'est une autre constante au ministère des Affaires municipales, au moins, pendant qu'on était là. Et puis, si je me fie à la conférence que le ministre a faite à Jacques-Cartier, au moins, en principe, il n'a pas changé d'idée. Nous avons toujours...

M. LUSSIER: En fait, non plus.

M. LAPORTE: En quoi?

M. LUSSIER: En principe et en fait, non plus.

M. LAPORTE: Dans ce cas-là, tâchez de faire adopter un arrêté ministériel pour faire croire que l'usine n'est pas en construction à Contrecoeur, parce que, là, vous avez violé tous vos principes du premier au dernier et je vous rends hommage, vous n'en avez pas oublié un seul en cours de route!

M. LUSSIER: C'est faux. On va le démontrer tout à l'heure.

M. LAPORTE: M. le Président, je dis que nous avons toujours eu comme politique au ministère de favoriser la construction d'usines régionales pour deux raisons très simples: premièrement, cela évitait aux municipalités qui ont besoin de tout leur pouvoir d'emprunt de faire des investissements inutiles et, deuxièmement, ça nous assurait de la qualité de l'eau.

Le directeur général du service des aqueducs ou l'ingénieur en chef du ministère vous diront probablement, comme ils nous le disaient dans notre temps, que ce qui est malheureux, c'est qu'une proportion importante des usines de filtration de la province ne donne que 40%, 50%, 60%, 70% du rendement optimal, pas parce que la mécanique n'est pas bonne, mais parce qu'ils n'ont pas les techniciens pour s'en occuper. Tandis que, lorsque vous avez une usine comme celle de Tracy ou de Jacques-Cartier, vous avez un technicien, quelquefois un ingénieur et vous êtes assurés de la qualité de votre produit.

Or, Tracy annonce, à la suite de la demande de la paroisse, qu'elle est disposée à agrandir l'usine. Le 9 octobre 1963, l'ingénieur en chef au ministère de la Santé, M. Léopold Fontaine, réclame l'émission d'une ordonnance pour rac-

corder la paroisse de Contrecoeur à l'aqueduc de Tracy. Ce n'est pas chez nous là, ce n'est pas le ministre des Affaires municipales qui dit oui ou non à qui que ce soit; c'est le ministère de la Santé où, après avoir fait sa propre étude, l'ingénieur en chef recommande à son ministre l'émission d'une ordonnance pour aller à Tracy. Le 15 octobre 1963, le conseil de la paroisse de Contrecoeur demande officiellement au ministère de la Santé de l'autoriser à s'approvisionner en eau à Tracy. Le 18 octobre 1963, M. Léopold Fontaine répond qu'il demande immédiatement à son adjoint, M. René Cyr, de faire enquête pour savoir s'il y a lieu d'émettre l'ordonnance.

Le 21 octobre 1963, deuxième expert cité par le député de Richelieu, le bureau de Brett & Ouellette. Ce document est également ici dans mon dossier: « Alimentation en eau potable de Contrecoeur », Brett, Ouellette & Berthiaume, ingénieurs-conseils, Montréal, signé par M. J.-A. Berthiaume de la firme, le 7 janvier 1964.

M. MARTEL: Et puis celle du 14 septembre 1967, aussi.

M. LAPORTE: Je dois vous avouer qu'étant donné qu'il s'est passé certains événements le 5 juin 1966, j'ai moins accès aux dossiers des Affaires municipales! Alors, comme je sais qu'il y a un autre rapport, je vais m'empreser d'en demander la production. J'aurais pu, dès le début de la session, inscrire une motion au feuillet pour production de documents, afin qu'on dépose toute la correspondance et tous les documents. Je pense que ce n'était pas nécessaire, car j'ai déjà un dossier assez probant. Si on établit après coup que toutes ces décisions-là ont été modifiées, il faudra qu'on me dise pourquoi.

M. MARTEL: D'accord.

M. LAPORTE: Le 21 octobre 1963, un bureau d'ingénieurs écrit, au nom du village de Contrecoeur, au ministère de la Santé insistant pour que le village soit autorisé à construire sa propre usine. Il établit que le coût d'achat du terrain, la construction de l'usine et un réservoir d'emmagasinage coûteraient \$875,000.

Le même bureau d'ingénieurs établit que l'alimentation des deux municipalités par Tracy ne coûterait que \$685,000, mais insiste quand même pour que le village construise une usine. Pour quelle raison, M. le Président? « En prévision de la population qu'il y aurait peut-être à Contrecoeur en 1975. »

M. MARTEL: Ce sera un fait avec ce qui s'en vient chez nous.

M. LAPORTE: Ah oui? Je n'ai pas d'objection à cela, mais on verra tantôt si Tracy n'était pas en mesure de fournir l'eau. Le 23 octobre 1963 la compagnie Steel Company of Canada annonce à la paroisse de Contrecoeur qu'elle serait intéressée à être approvisionnée en eau potable.

Le 7 novembre 1963, M. Raymond Auger, ingénieur hygiéniste au ministère de la Santé envoie un rapport à son ingénieur en chef M. Léopold Fontaine, dans lequel il décrit la situation, et se prononce contre la construction d'une usine de filtration par le village de Contrecoeur. Je vous cite un extrait de sa lettre. Vous avez reconnu tantôt que l'expert financier du ministère s'est prononcé contre. L'on arrive au ministère de la Santé:

« Les conditions actuelles dans le fleuve ont pour effet d'entretenir une eau presque stagnante, à l'emplacement de la prise d'eau en commun, dans laquelle se déversent les eaux d'égout provenant de quelques résidents du village ainsi que les résidents d'une trentaine de maisons, d'un garage et d'un restaurant tous situés dans la paroisse en bordure des limites ouest du village. De plus, il faut tenir compte — je cite toujours — de l'expansion industrielle dont est témoin cette région, de l'éventualité d'une contamination importante de l'eau par le rejet des eaux usées industrielles en provenance des deux industries précitées — c'est Steel Company of Canada et Dominion Steel and Coal — qui sont situées à tout au plus un mille et demi de la prise d'eau ainsi que de quelques autres industries qui sont appelées à s'installer dans ce secteur très bientôt, »

M. Auger rappelle que la ville de Tracy procède à l'agrandissement de son usine et que cet agrandissement pourrait satisfaire les besoins de Contrecoeur pour les quinze prochaines années. Vous voyez, M. le Président... on vient de retrouver les quinze années, jusqu'en 1975, dont il a été question tout à l'heure, mais avec une dépense diminuée de \$200,000. M. Auger conclut: « Il serait plus économique et surtout plus hygiénique que la paroisse et le village de Contrecoeur soient approvisionnés en eau plutôt par l'usine de filtration existante de Tracy que par une usine de filtration dont la qualité de la prise d'eau demeure douteuse. »

Au témoignage « économique » de M. Jean Foldès, en date du 27 juin 1963, s'ajoute le témoignage « hygiénique » de M. Raymond Auger, le 7 novembre 1963. Dois-je vous répéter que M. Raymond Auger, je ne l'ai jamais vu de ma vie,

que je ne pourrais pas le reconnaître si je le rencontrais dans la rue, que de mémoire je ne lui ai jamais parlé de ma vie et, troisièmement, qu'il n'était même pas un fonctionnaire du ministère dont j'avais la direction puisqu'il relevait du ministère de la Santé. C'est lui qui écrivait « qu'il serait surtout plus hygiénique. » Alors vous avez un ministre des Affaires municipales qui a à sa droite le rapport de son expert financier et, à sa gauche, le rapport d'un expert hygiéniste, les deux concluent à la solution « Tracy » et le ministre aurait dû dire: Messieurs, en dépit de l'hygiéniste et de l'expert financier, construisez votre usine. Ma responsabilité de ministre, ne m'en parlez pas trop souvent parce que je vais l'oublier temporairement. J'ai pris la seule décision qui pouvait s'imposer dans les circonstances en dépit de toutes les pressions qui pouvaient être exercées sur moi.

Je voudrai savoir tout à l'heure pourquoi ces décisions ont été modifiées. Pendant toute cette période les maires, les échevins de la paroisse et du village de Contrecoeur ont eu de nombreuses entrevues avec le sous-ministre et des fonctionnaires du ministère de la Santé, avec les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales, avec les sous-ministres et avec le ministre. A la suite de demandes nombreuses qui m'ont été adressées, j'ai envoyé un autre expert. Les gens nous disaient: On n'apas été entendus. On n'a pas pu s'expliquer suffisamment, mais s'il revenait, on le convaincrait. Certain. M. Jean Foldès, à notre demande, a rencontré les ingénieurs professionnels, l'expert qu'a invoqué dans sa première intervention le député de Richelieu, afin qu'eux puissent plaider leur cause.

Son rapport a été remis au ministre après le 23 décembre 1963. On y lit ceci, M. le Président: « Au point de vue économique cette dernière solution (la solution Tracy) choisie par la paroisse, démontre nettement ses avantages pour le village étant donné que les dépenses de celui-ci se limiteront à environ \$120,000 contre \$500,000. »

M. le Président, je cite encore un extrait, deux extraits de la déclaration, du rapport de M. Foldès: « Après l'étude des deux projets préliminaires, le service du génie sanitaire recommande l'alimentation par Tracy. » Et monsieur Foldès conclut: « Le projet de système d'aqueduc par le village et la paroisse de Contrecoeur avec alimentation par l'usine de filtration de la ville de Tracy est techniquement possible et économiquement avantageux. Quant à celui du village, avec une usine de filtration au village, il est techniquement valable mais trop dispendieux. »

M. MARTEL: Il y a contradiction à ce moment-là, techniquement valable alors que l'autre expert...

M. LAPORTE: J'inviterais... Quel autre expert?

M. MARTEL: M. Auger. Il dit qu'au point de vue hygiénique ce n'est pas rentable alors que l'autre dit que c'est valable au point de vue technique.

M. LAPORTE: Je m'étonne qu'un homme aussi compétent que le député en pharmacie ne sache pas la différence entre hygiénique et technique. C'est possible de mettre un tuyau dans le fleuve, mais l'eau qui va rentrer dedans ne sera pas hygiénique. C'est ça que ça veut dire.

M. MARTEL: Oui, mais la technique inclut également l'hygiène dans la lettre que vous citez.

M. LUSSIER: De l'eau hygiénique c'est quoi ça?

M. LAPORTE: C'est de l'eau comme celle-là, que je vous montre qui est buvable, docteur!

M. LUSSIER: Donnez-moi la définition de l'eau hygiénique.

M. LAPORTE: Docteur, si on ne vous a pas appris ça à l'université je ne vous l'apprendrai pas cet après-midi.

M. LUSSIER: Ne vous mêlez pas de médecine là.

M. LAPORTE: Non, mais est-ce que je peux au moins citer les rapports des experts? Étant donné, M. le Président, que moi je n'ai pas la science universelle, j'ai demandé des rapports

à des experts et je m'y suis fier.

le ministre me fasse des déclarations analogues.

M. LUSSIER: De l'eau hygiénique qui passe dans un tuyau d'adduction, j'ai rarement vu ça.

M. LAPORTE: Vous avez rarement vu ça. Alors il serait peut-être bon que pour la première fois vous lisiez ce rapport-là. Il est dans le dossier. Il va vous expliquer pourquoi, parce que je ne voudrais pas être obligé de donner un cours au ministre sur la pollution. La pollution...

M. LUSSIER: Non, non.

M. LAPORTE: ..., c'est quand il y a dans l'eau.».

M. LUSSIER: Oui.

M. LAPORTE: ... plus de gènes, de bactéries nuisibles que le cours d'eau lui-même peut en absorber...

M. MARTEL: On appelle ça des queues de poêlons.

M. LAPORTE: ... et le ministre va être surpris d'apprendre que...

H. LUSSIER: C'est beaucoup plus que ça.

M. LAPORTE: ... quand vous avez par exemple des eaux...

M. LUSSIER: ... c'est beaucoup plus que ça la pollution de l'eau.

M. LAPORTE: ... quand vous avez des eaux où il y a des cascades...

M. LUSSIER: Il ya une pollution chimique, et il y a une pollution bactériologique.

M. LAPORTE: C'est ça, mais vous les aviez justement toutes les deux là, chimique par les usines, puis bactériologique par les humains, alors l'hygiéniste a dit que ce n'était pas bon.

M. MARTEL: C'est pas ce que le ministre a dit tout à l'heure...

M. LUSSIER: C'est pour ça qu'il y a une usine de filtration.

M. LAPORTE: C'est ça. Oui, c'est pour ça qu'il y a une usine de filtration qui va coûter \$500,000 et l'expert ici disait qu'aller à Tracy, ça va coûter \$120,000. Je vais répéter, peut-être qu'on ne s'est pas suffisamment compris. M. Foldès, au point de vue économique, donne cette dernière solution: Tracy, choisie par la paroisse démontre nettement ses avantages pour le village étant donné que les dépenses de celui-ci se limiteront à environ \$120,000 contre \$500,000. Devant ce deuxième rapport de M. Foldès, après avoir rencontré les ingénieurs cités comme experts en faveur du projet, par le député de Richelieu, une décision a été prise par le ministère à l'effet que les deux municipalités, la paroisse et le village, s'approvisionneraient à Tracy.

Le 5 février 1964, le village de Contrecoeur qui avait été — écoutez ça, c'est passionnant — le village de Contrecoeur qui avait été prévenu de la décision du ministère qui était pour s'approvisionner à Tracy — tous nos amis politiques, encore une fois — le 5 février 1964, le village écrit au ministère des Affaires municipales pour lui dire: « Nous respectons votre décision. Nous désirons vous informer que le conseil à l'unanimité de ses membres a décidé à son assemblée régulière du 3 février 1964 de s'en tenir au statu quo au point de vue de l'alimentation en eau potable, c'est-à-dire, de continuer de se servir de la prise d'eau actuelle et à chlorer son eau comme par le passé. » Si le ministre veut connaître la qualité de l'eau que l'on servait à la population quand on a dit: Nous avons décidé de nous en tenir au statu quo, il n'aura qu'à s'adresser à l'ingénieur en chef, à son ministère, à la régie des eaux, qui va lui donner des analyses faites pendant quelques années alors que les hygiénistes,...

M. MARTEL: Je les ai ici.

M. LAPORTE: ..., déclaraient trois fois par année: L'eau est à peine potable pour des humains et les épidémies les plus sérieuses sont à craindre.

M. LUSSIER: C'est tout dans le dossier ça.

M. LAPORTE: Tout est dans le dossier que vous avez. J'ai même après cette chose parlé avec le maire pour lui dire ceci: Vous avez pris la décision de garder le statu quo. Vous connaissez la qualité de votre eau. Vous le savez, vous avez les rapports. L'eau était toujours sur le point d'être condamné de façon définitive. Je disais: Si un jour il y a une épidémie de typhoïde dans le village et que deux ou trois enfants se retrouvent au cimetière, qui va être accusé? Ils vont dire: C'est le ministre à Québec qui n'a pas fait son devoir, et c'est une chose que j'ai dite à M. le maire. Us ont refusé. Quelles raisons donnait le conseil? C'est dans la lettre ça. Ecoutez bien, M. le ministre. Le village refusait « de subventionner directement ou indirectement toute conduite que la paroisse se propose de construire à cette fin. » On est en présence d'un dossier assez curieux. Le 4 mars 1964, les jours ont passé, M. Léopold Fontaine, ingénieur en chef, homme d'une très grande expérience et qui n'est même pas de la région — qu'est-ce que ça peut faire à M. Fontaine qu'on s'approvisionne à droite ou à gauche — présente un autre rapport. Le député, il

y a une chose au moins qu'il ne sera peut-être pas disposé à répéter quand il dit que l'on ne s'est pas occupé de ça, qu'on n'a pas rencontré les gens?

Il n'y a pas un dossier individuel de municipalité, pendant les années où j'ai été ministre, à qui l'on a consacré plus d'efforts, plus de temps, plus de sueur et où l'on a mis plus de fonctionnaires à la disposition de deux municipalités. Après deux ans ou trois ans, on se fait dire: Le ministre ne voulait même pas les recevoir. Us sont venus au ministère une fois et l'entrevue a duré au moins cinq ou six heures. Ils sont venus chez moi, à ma maison de campagne, à tour de rôle, les ingénieurs, les maires, les échevins, tout le monde.

M. LUSSIER: Vous étiez responsable de la Régie?

M. LAPORTE: J'étais responsable de quoi?

M. LUSSIER: C'est vous qui étiez responsable de la Régie?

M. LAPORTE: Non, j'étais responsable de la signature des règlements d'emprunt et, contrairement à ce que vous avez annoncé tantôt, moi, j'aurais refusé de signer le règlement d'emprunt.

M. LUSSIER: Oh pardon!

M. LAPORTE: Oh pardon. Vous expliquerez tantôt en vertu de quel pouvoir — celui que vous donne la loi — et avec l'autorité de quels experts que vous avez apposé votre signature ou donné votre approbation pour faire dépenser au village de Contrecoeur \$500,000 au lieu de \$120,000.

M. LUSSIER: Ce n'est pas difficile.

M. LAPORTE: Ah! ce n'est pas difficile? mais on n'a pas de réponse souvent! Alors, le 4 mars 1964, M. Fontaine présente un autre rapport et, après un long exposé très précis, très détaillé, il conclut dans les termes suivants: « Si l'on prend comme base de 100% les coûts minima mentionnés précédemment, en les comparant aux coûts maxima, on peut conclure que le fait d'alimenter la paroisse et le village au moyen d'une usine de filtration au village même augmente ce pourcentage de 175% dans le cas du village et de 145% dans le cas de la paroisse, »

Je comprends que le député a l'air de trouver ça terriblement drôle, mais c'est lui qui va être obligé d'aller justifier auprès...

M. MARTEL: Non, non mais c'est comique de jouer avec les chiffres comme cela.

M. LAPORTE: Pardon?

M. MARTEL: Je ne suis pas habitué à jouer avec les chiffres comme cela.

M. LAPORTE: Tournez-vous du côté de M. Fontaine et dites-lui qu'il joue avec les chiffres. Il est là. Il est derrière vous. C'est trop facile de dire cela quand je cite un extrait du rapport d'un expert. Il dit: En imaginant que le coût de base c'est 100, si vous vous alimentez par une usine à Contrecoeur, cela va être 175% et si vous vous alimentez à une usine à Tracy, ça va être 145% pour le village. A ce moment-là, qu'auriez-vous fait, vous?

M. MARTEL: Je tiens à répéter ce que j'ai dit au député de Chambly: Je lui laisserai exposer ses arguments et je répondrai par la suite. Evidemment, si je souris, ce ne peut pas déranger l'ancien ministre.

M. LAPORTE: Non, j'aime même mieux cela que l'air que vous aviez hier!

M. MARTEL: Il y a des choses tellement drôles.

M» LAPORTE: Je ne vous reconnaissais vraiment pas hier.

M. BELLEMARE: Vous aussi un peu.

M. LAPORTE: Non, non, moi, j'étais calme.

M. MARTEL: C'était bien calculé, de 5 h 45 jusqu'à 6 heures.

M. BELLEMARE: En dernier, oui.

M. L A P O R T E : Il faut admettre qu'après un certain nombre d'heures, c'est explicable qu'on soit un peu fatigué. Je vous avouerai que je le suis au moment même où je vous parle. Je commence à trouver ça un peu lourd. Le 7 avril 1964...

M. LUSSIER: Il vous faudrait du repos.

M. LAPORTE: Pardon?

M. LUSSIER: Je pourrais vous prescrire du repos, si vous voulez.

M. LAPORTE: Je dois citer un fort bon mot du ministre qui est médecin. Quand je lui ai demandé ce que je pourrais faire pour ma gorge, il a dit: Je pourrais bien vous suggérer un remède, mais vous allez me trouver partial; le meilleur remède, c'est de vous taire.

Le 7 avril 1964, la paroisse de Contrecoeur accuse réception d'une ordonnance du ministère de la Santé, prélude définitif au raccord à l'aqueduc de Tracy.

Le 14 mai 1964 — à mon avis, c'est une étape déterminante — le ministre des Affaires municipales de l'époque reçoit à son bureau le conseil municipal du village de Contrecoeur, le conseil municipal de la paroisse de Contrecoeur, les ingénieurs représentant les deux conseils municipaux ainsi que M. Léopold Fontaine, ingénieur en chef au ministère, et le député de Verchères à l'époque, M. Guy LeChasseur.

Après six heures d'entrevue où il a été question de chiffres, de coûts, j'ai dit aux deux conseils municipaux: Je vous remercie; j'ai déjà pris suffisamment de votre temps, vous pouvez rentrer chez vous, mais je garde les ingénieurs: M. Berthiaume, ingénieur pour le village; M. Lalande, ingénieur pour la paroisse, et M. Fontaine, ingénieur en chef au ministère.

Je leur ai dit: Vous êtes trois experts qui avez prêté un serment d'office, vous avez étudié, j'imagine, les mêmes mathématiques, et pour vous trois, deux plus deux font toujours quatre. Et j'ai ajouté: Vous, les chicanes de clocher, ça ne vous intéresse pas; pour vous ce sont les chiffres qui comptent. Vous allez vous réunir, vous allez reprendre le dossier, analyser tous les chiffres que vous voudrez, ceux de M. Foldès, ceux de M. Berthiaume, ceux du ministère, tous les chiffres que vous voudrez. Mais je ne comprendrais pas que trois ingénieurs qui étudient le même dossier n'en arrivent pas aux mêmes conclusions au moins sur les chiffres. Que vous veniez me dire après que c'est mieux d'aller à une place ou à l'autre, cela n'a pas d'importance. Mais sur les chiffres...

Ils se sont réunis, ils ont siégé pendant un grand nombre d'heures, apparemment. Le 15 mai 1964, M. Lalande, ingénieur de la paroisse et M. Berthiaume, ingénieur du village, me remettaient un document signé par les deux et dont j'extrais le paragraphe suivant:

« Après avoir exposé chacun nos points de vue, nous en sommes venus à la conclusion qu'il faut de toute évidence nous rendre aux recommandations des ingénieurs de la division du génie sanitaire, lesquels, à notre avis, ont certainement dépensé plusieurs heures afin de faire une étude comparative des projets pour en-

suite tirer des conclusions. »

M. le Président, vous aviez M. Foldès, expert financier, qui recommandait Tracy, le ministère de la Santé, qui recommandait Tracy et les deux ingénieurs qui, en dehors du climat survolté du ministère ou de leur conseil municipal, discutent avec l'ingénieur en chef du ministère et disent: Nous devons de toute évidence nous rendre aux recommandations des ingénieurs de la division du génie sanitaire. Les deux ingénieurs et l'expert cité hier ou avant-hier par le député de Richelieu recommandaient Tracy.

J'ai eu alors véritablement un moment de joie. J'ai dit: Voilà, les ingénieurs sont unanimes; la partie est gagnée pour les gens de Contrecoeur afin que cela ne leur coûte pas trop cher.

Coup de théâtre: le village a décidé de congédier l'ingénieur et d'en engager un autre. J'ai reçu le 19 mai un télégramme du maire du village de Contrecoeur: « Nous faisons reviser les données de Brett, Ouellette et Berthiaume par une autre firme d'ingénieurs — stop — Ne pas prendre de décision immédiatement concernant l'ordonnance. »

M. le Président, vous avez devant vous une partie du dossier. Entre-temps — ce qui s'ajoute encore au dossier — la paroisse de Contrecoeur avait signé un contrat de 10 ans avec la ville de Tracy et s'approvisionnait déjà en eau.

L'élection provinciale de 1966 est arrivée et le candidat de l'Union Nationale, de concert avec le nouveau maire de Contrecoeur, qui avait été élu spécialement, sur ça, M. Tétreault...

M. MARTEL: Non, il n'avait pas encore été élu. C'est M. Lamoureux, l'organisateur libéral, qui a fait l'élection contre moi et qui était maire à cette date.

M. LAPORTE: Au moment de l'élection, M. Tétreault n'était pas maire?

M. MARTEL: Au moment de l'élection, M. Tétreault n'était pas maire.

M. LAPORTE: Était-il organisateur pour vous?

M. MARTEL: Non, il n'était pas organisateur pour moi. Il ne l'a jamais été d'ailleurs, mais je sais qu'il n'adhère plus à votre parti depuis certains faits précis.

M. LAPORTE: M. le Président, je dois dire au député de faire sa petite enquête dans le village de Contrecoeur parce qu'aux dernières



élections il y en a qui ont « organisé » pour lui sans lui en parler.

M. Tétreault a été l'un des...

M. MARTEL: Six cents de majorité sur 1,200 votes! Il y a certainement beaucoup de gens qui ont travaillé pour moi...

M. LAPORTE: C'est ça, 600 de majorité va probablement coûter \$600,000 aux électeurs que vous avez amenés à voter pour vous. Et c'est ça que je veux établir. Je n'aurai de repos, comme ancien ministre, devant un dossier aussi accablant que celui-là, que chacun des électeurs du village de Contrecoeur soit au courant de ce qui s'est passé et de quelle façon — là je n'implique pas le député dans ça — de quelle façon ils ont été trompés. Je vous dis que M. Tétreault, même si le député prétend qu'il n'était pas un de ses organisateurs, a été d'une férocité absolue envers le parti dans lequel il a milité pendant des années.

M. MARTEL: Il a peut-être des raisons sérieuses.

M. LAPORTE: Il n'y avait que l'usine. Maintenant que l'usine est en construction, il est même question qu'il redevienne libéral! Il n'y avait que ça. C'est d'autant plus grave.

M. MARTEL: Vous pensez?

M. LAPORTE: Ah je surveille ça à Contrecoeur, j'y vais souvent et je suis au courant.

M. MARTEL: Oui, je sais.

M. DEMERS: Vous allez le reprendre?

M. LAPORTE: Tant que j'aurai un souffle d'influence, non!

M. BELLEMARE: On va lui écrire pour lui dire ça.

M. LAPORTE: Il sait tout ça, il lit le journal des Débats, il va tout lire ça.

M. BELLEMARE: Ah bon!

M. LAPORTE: M. le Président, en violation de tous les avis — vous avez vu les témoignages que j'ai apportés, la promesse qui a été faite, tacitement ou non...

M. MARTEL: Quelle promesse?

M. LAPORTE: La promesse que les gens auraient leur usine — le village de Contrecoeur est en train de construire une usine qui coûtera près de \$500,000. Autre chose sérieuse à laquelle le député a probablement pensé, c'est que le village n'aura d'eau à vendre à personne.

M. MARTEL: Au contraire.

M. LAPORTE: A qui va-t-il en vendre?

M. MARTEL: Je vous le dirai tout à l'heure. J'ai promis de ne pas vous interrompre.

M. LAPORTE: M. le Président, l'usine qui coûtait plus cher que \$500,000 n'était justifiable, si justification était possible, que parce qu'il y avait un client qui s'appelait la paroisse, et qui aurait acheté quelques millions de gallons d'eau par année.

Or, le client est déjà sous contrat avec Tracy pour dix ans. On a tenté de faire résilier le contrat. On a tenté de faire annuler le contrat de la paroisse avec Tracy, et c'est Tracy qui a dit: jamais. Vous avez un contrat, respectez-le. On s'est agrandi à cette condition.

M. MARTEL: La paroisse qui a demandé ça?

M. LAPORTE: Vous m'expliquerez aussi ces changements d'attitude subits de certaines gens dans la paroisse. Est-ce le fruit de la génération spontanée? Il n'y a pas d'explication politique, jamais? Ce sont des gens qui ont vu la lumière tout d'un coup, mais c'est curieux comme cette lumière-là s'est allumée après le 5 juin 1966, quand le gouvernement a été changé.

Il reste qu'il y a un contrat avec Tracy pour dix ans et que le village de Contrecoeur, je le répète, n'a actuellement personne à qui vendre son eau. Ce sont les usagers du village qui, seuls, vont porter le coût de ce qui a été fait en violation de tous les avis de tous les experts.

Le député a tenu parole: Contrecoeur construit son usine et dépensera \$440,000 au lieu d'en avoir dépensé \$120,000. Le député a tenu parole; Contrecoeur va bâtir son usine, le village est à la construire et va installer sa prise d'eau dans un endroit condamné par le ministère de la Santé. C'est ça que je trouve inacceptable. Et c'est ce qui m'amène à dire: Ou bien tous les experts qui m'ont fait rapport pendant trois ans se sont trompés ou m'ont trompé. Ce que je ne crois pas. S'ils ne se sont

pas trompés, et s'ils ne m'ont pas trompé, comment se fait-il qu'on n'ait pas respecté leur décision? Et s'ils ont changé d'idée, pourquoi ont-ils changé d'idée?

Ce sont deux questions joliment troublantes parce que c'est la suite des administrations qui est en jeu; comment voulez-vous, moi, quand je redeviendrai ministre, si je le deviens un jour — ah, je n'ai pas envie de faire des farces avec ça, ce n'est pas le temps —; si je redeviens ministre un jour, comment vais-je me fier à mes fonctionnaires qui vont me faire des rapports de dix ou douze pages pour dire: Monsieur le ministre, ne faites pas telle chose. Et aussitôt que le gouvernement change, tout ça est balayé et puis on le fait. Non seulement, ça, mais on dit: L'ancien ministre a fait de la petite politique avec Contrecoeur. Quand on pense que, pendant trois ans, M. le Président, je me suis battu contre des amis, contre des députés qui venaient à mon bureau plaider pour le village et qui disaient: Il faudrait faire quelque chose. Ils doivent avoir raison ces gens-là, ils ont l'air si convaincus. J'ai tenu le coup pendant trois ans. J'ai perdu des amis, pas le député, c'est un homme qui a compris, nous avons perdu des amis politiques, on a finalement perdu la cause, parce que l'erreur que nous voulions empêcher, elle se commet là, ils sont en train de la bâtir l'usine, la moitié dans le fleuve, on ne sait même pas ce que ça va coûter, les fondations.

Je trouve que le problème est très grave. Si le ministre a des raisons très sérieuses à nous donner pour expliquer la signature qu'il a apposée au bas de l'autorisation d'emprunter, je vais les accepter. Mais il faudra à ce moment-là dire que l'expert Foldès a retiré le rapport qu'il a fait au mois de juin 1967. Il devra établir que l'expert du ministère de la Santé a retiré le rapport ou qu'il y a quelqu'un qui est allé de nuit, sans en parler à personne, ôter les fies qu'il y a en face de Contrecoeur. Quand je suis passé, la semaine dernière, elles étalent encore là. Il faudra qu'il dise que M. Fontaine a retiré les rapports qui avaient été mis dans le dossier, faits au ministre et dire pourquoi.

On ne peut pas avoir raison sur les deux plans. On ne peut pas dire en 1964, que ça n'a pas de sens et dire en 1967, que ça a du sens, quand dans les deux cas c'est la signature de la même personne. Je me pose des questions. Il peut y avoir des raisons. Je n'accuse personne, je ne condamne personne, mais je suis en présence de deux signatures, une qui dit oui et l'autre qui dit non. Qu'est-ce que je dois penser?

M. BELLEMARE: Vous nommez le gars.

M. LAPORTE: Ah! M. le Président, M. Fontaine sait fort bien l'estime que je lui ai témoignée et la confiance dont je l'ai entouré pendant toute la période où j'ai été ministre. Et ça vaut pour tous les autres fonctionnaires. Qu'on me nomme une instance, un cas où un fonctionnaire est entré dans mon bureau et m'a fait un rapport et que j'aie dit à ce fonctionnaire: Votre opinion ne pèse pas lourd ou bien, pour des raisons politiques, je vais passer par-dessus. Qu'on me donne une seule instance, une.

M. LAFONTAINE: Contrecoeur, vous l'avez.

M. LAPORTE: Eh bien, voulez-vous m'expliquer ça? Cela va me reposer et puis vous allez dire des sottises à votre goût.

M. LAFONTAINE: M. le Président, je n'ai pas l'intention d'exposer exactement, parce que le député de Chambly sait à quoi je fais allusion à ce moment-là.

M. LAPORTE: Pas du tout.

M. LAFONTAINE: Ah oui. Complètement.

M. MARTEL: Est-ce que vous avez fini votre exposé?

M. LAPORTE: Non, non.

M. MARTEL: Cela fait une heure là.

M. LAPORTE: M. le Président, après l'exposé que je viens de faire sur Contrecoeur, après les témoignages que j'ai cités venant de tous les fonctionnaires de deux ministères à l'effet que l'usine de Contrecoeur était une chose inacceptable, je voudrais simplement mettre au dossier que le ministre de la Voirie était absent, qu'il n'a rien écouté et qu'il vient de faire une remarque que je trouve à la fois inacceptable et stupide. Une telle décision du ministère des Affaires municipales, celle de permettre la construction de l'usine qui est en contradiction de façon flagrante avec tous les experts du gouvernement, est une preuve malheureuse que la politique partisane a pris le dessus sur le bon sens, que la politique partisane a pris le dessus sur le respect des recommandations des experts.

M. LUSSIER: Je formule un point d'ordre, M. le Président. Vous n'avez pas le droit, mon cher collègue, de nous prêter de motifs. Prouvez ce que vous voulez, mais ne prêtez aucun motif.

M. LAPORTE: M. le Président, je retire mes dernières paroles. Je dis qu'une telle décision du ministère des Affaires municipales nous amène à nous poser des questions sans nombre à cause de cette contradiction flagrante de la décision du ministre avec tous les rapports des experts de deux ministères. Je dis que cette contradiction nous amène à penser que des considérations autres que la bonne administration...

M. LUSSIER: A l'ordre! M. le Président, on nous prête encore des motifs, et c'est contre notre règlement.

M. LAPORTE: En vertu de quel règlement pouvez-vous m'interdire de vous accuser d'avoir tout simplement fait de la politique aux dépens des citoyens de Contrecoeur? Vous avez fait de la politique et eux paieront la note. Je vous demande s'il y a un règlement qui m'empêche de dire cela. Dites-le-moi, M. le Président

M. LUSSIER: Vous n'avez pas le droit de nous prêter aucun motif. Si vous voulez démontrer quelque chose, faites-le mais ne prêtez aucun motif.

M. LAPORTE: C'est bien l'impression que j'aurai tantôt, quand vous commencerez, vous, à prêter des motifs pour justifier cette volte-face. J'ai hâte de les entendre, les motifs. Je conclus que le ministre ou devrait cesser de faire des déclarations pieuses, comme celles qu'il a faites à Jacques-Cartier sur la nécessité de regrouper les services, sur les bienfaits des usines de filtration mises en commun, ou s'arranger pour que les actes qu'il pose soient conformes aux idées politique qu'il fait mine de défendre.

J'attends les réponses; le dossier de Contrecoeur est complet et, à mon avis, il est accablant.

M. LE PRÉSIDENT: L'honorable député de Richelieu.

M. MARTEL: M. le Président, ce matin, en lisant le Soleil et le Devoir, j'ai constaté qu'il y avait un titre concernant les citoyens d'une municipalité de mon comté. On disait en gros titres: « La politique partisane, selon Laporte ». « Les citoyens de Contrecoeur déboursèrent \$250,000 en pur gaspillage pour la construction d'une usine de filtration ». On parlait de partisanerie politique, de \$250,000 gaspillés et, comme troisième argument, de la toxicité de l'eau et on employait, à ce moment-là, l'expression « une eau presque stagnante ».

M. le Président, cette déclaration est un tissu de mensonges. Lancer des choses comme cela dans l'opinion publique...

M. LAPORTE: M. le Président, j'invoque le règlement. On n'a pas le droit de dire que mes déclarations sont un tissu de mensonges.

M. BELLEMARE: Ce n'est pas ce qu'il a dit.

M. LAPORTE: Bien, il est à citer ce que Laporte a dit. Laporte c'est moi.

M. BELLEMARE: Non, non. C'est l'article du journal qu'il lit.

M. MARTEL: C'est l'article du journal.

M. BELLEMARE: Il ne met pas en cause le député, mais le journal.

M. LAPORTE: M. le Président, puis-je demander au ministre de dire au député de répondre à mes déclarations, de les contredire avec toute la force qu'il voudra, mais qu'il...

M. BELLEMARE: Vous l'avez fait votre exposé; laissez-le faire le sien.

M. LAPORTE: ... ne le fasse pas sur ce ton! Qu'il me laisse tranquille!

M. BELLEMARE: Ecoutez un peu.

M. LAPORTE: Qu'il contredise mes faits, mais qu'il ne dise pas que je suis menteur, parce que je ne l'endurerai pas.

M. BELLEMARE: Une minute, laissez-le faire.

M. MARTEL: Disons que cet article n'est pas la vérité et que ce que vous avez déclaré cet après-midi ne l'est pas pour ce qui concerne l'hygiène, la partisanerie politique, de même que le coût. Je trouve bizarre, lorsqu'on demeure dans une maison de verre, qu'on se permette de lancer des pierres.

M. LAPORTE: Cela ajoute quelque chose au dossier!

M. MARTEL: Hier après-midi, j'ai été jusqu'à proposer au député de Chambly de mettre mon siège en jeu s'il voulait en faire autant, à la condition qu'il prouve que j'ai fait de la partisanerie politique durant la dernière campagne électorale avec ce problème d'usine de

filtration à Contrecoeur. Je n'ai, en aucune circonstance, ni dans des endroits publics ni dans le privé, promis l'usine de filtration à Contrecoeur. J'ai simplement dit aux gens — d'ailleurs, l'ancien ministre l'a déjà dit — que nous étudierions le problème. Et c'est ce que nous avons fait.

Des faits nouveaux se sont produits depuis ce temps; c'est pourquoi nous avons maintenant à Contrecoeur une usine de filtration.

Cependant, on ose parler de partisanerie politique alors qu'en date du 18 octobre 1965, le maire du temps, M. Rémi Lamoureux, organisateur libéral à cette époque, recevait de M. Camille Blier, sous-ministre des Affaires municipales, une lettre que je qualifie de chantage. Et comme l'ancien ministre est fort au courant du problème de Contrecoeur, je pense qu'il est également au courant de cette lettre. D'ailleurs, il serait anormal qu'il ne soit pas au courant de lettres que ses sous-ministres envoient sur des problèmes qui le concernent de près. Je lis cette lettre:

« M. le Maire,

« Nous avons reçu votre demande d'une subvention de 4% relativement aux travaux d'aque-duc que votre municipalité a exécutés ou entend faire exécuter — c'était fait depuis deux ans — Cette demande sera considérée dès que nous aurons reçu copie de l'entente que vous êtes censé faire avec la paroisse de Contrecoeur ou la ville de Tracy, pour la fourniture de l'eau. » N'est-ce pas là une forme de chantage? N'est-ce pas là brimer la démocratie? Non seulement on ne leur permettait pas de faire des référendums connaître l'opinion des gens de cette municipalité, mais on émettait des ordonnances et on se permettait d'envoyer des lettres officielles de chantage, que je suis prêt à déposer tout de suite.

M. LAPORTE: J'invoque le règlement. Que signifie cela: On ne leur permettait même pas de faire des référendums? Comment pouvais-je les empêcher d'en faire? Qu'est-ce que ça veut dire ça: On ne leur permettait pas de faire des référendums?

M. MARTEL: Vous n'avez jamais permis à la population du village de Contrecoeur d'exposer les faits. Quand les avez-vous reçus, comme le ministre l'a fait, en audience à la Régie des eaux pour étudier le problème de long en large avec tous les intéressés? Quand cela est-il arrivé pendant les quatre années où les gens attendaient?

M. LAPORTE: Dois-je comprendre, par la

déclaration du député, que c'est le ministre qui les a reçus à la Régie des eaux?

M. MARTEL: Non, mais c'est lui qui a permis qu'ils soient reçus à la Régie des eaux.

M. LAPORTE: Parce qu'il faut la permission du ministre pour aller à la Régie des eaux? C'est nouveau, cela aussi!

M. MARTEL: Pas la permission du ministre, mais ça a été une solution qu'il a préconisée.

M. LAPORTE: Je veux savoir du ministre à quelle date il a donné la permission d'aller à la Régie des eaux.

M. MARTEL: Une minute, s'il vous plaît. Il a conseillé de passer par la Régie des eaux pour régler le problème.

M. LAPORTE: Parce que c'est le ministre qui conseille ça aussi!

M. MARTEL: On a discuté, et la meilleure solution, c'était de passer devant les experts...

M. LUSSIER: M. le Président, un instant...

M. MARTEL: ... chose qui n'avait jamais été faite à venir jusqu'ici.

M. LUSSIER: Une minute, s'il vous plaît. Je pense bien que le député de Richelieu s'exprime et emploie les mots...

M. LAPORTE: Il s'exprime, mais il vous met dans l'embarras.

M. LUSSIER: C'est évident qu'on n'a pas besoin du conseil du ministre des Affaires municipales ni de sa permission pour que ces gens-là soient entendus par la Régie des eaux. Je pense bien que c'est simplement un terme que le député a employé; il n'y a pas de quoi faire une guerre...

M. LAPORTE: Nous sommes parfaitement d'accord... mais je voudrais que le député soit d'accord avec nous.

M. LUSSIER: ... là-dessus en lui faisant dire des choses qu'il ne veut pas dire.

M. LAPORTE: Ne me regardez pas avec de gros yeux comme ça: C'est le député qu'il faut regarder avec de gros yeux!

M. MARTEL: Il reste un fait, pourquoi avoir

dit tout à l'heure qu'on a donné aux gens toutes les possibilités de se faire entendre et d'exposer le problème? Vous avez cité des experts, mais presque toujours le même, M. Foldès; vous n'avez jamais parlé de M. Roy, mais on y reviendra tout à l'heure. Pourquoi n'y a-t-il pas eu d'audiences à la Régie des eaux? Il y avait là des hommes pour régler le problème, après avoir entendu les exposés des trois municipalités, des ingénieurs et des avocats représentant ces municipalités. Pourquoi cela ne s'est-il pas fait durant quatre ans? Cela s'est fait avec nous, et c'est là qu'on a réglé le problème. Je pense que c'était fort logique, parce que, depuis ce temps-là, on avait apporté des faits nouveaux. Vous avez mentionné tout à l'heure le nom de M. Fontaine; il était à la Régie des eaux et c'est lui qui a appuyé ce projet parce qu'il y avait des faits nouveaux. Cela, c'est de la démocratie; les gens ont pu s'exprimer; ils ont pu être entendus...

M. LAPORTE: Si le député le permet...

M. MARTEL: ... et non pas simplement se réunir dans des...

M. LAPORTE: Très bien.

M. MARTEL: ... chambres d'hôtel pour faire des rapports, pour étudier ci, pour étudier ça. Là, c'est de la grande démocratie.

M. LAPORTE: Est-ce que le député insinue qu'à quelque moment de l'étude de ce dossier le ministre aurait reçu des gens dans des chambres d'hôtel pour étudier ça?

M. MARTEL: L'ancien ministre a reçu des gens chez lui pour discuter du problème. Il a reçu des ingénieurs chez lui à maintes reprises.

M. LAPORTE: Est-ce que le ministre a reçu des gens chez lui parce qu'il les a invités ou parce que ces gens ont demandé à le voir?

M. MARTEL: J'ai dit simplement qu'il avait reçu des gens chez lui.

M. LAPORTE: Bon. Ce que je voulais vous demander là parce que...

M. MARTEL: Tout simplement.

M. LAPORTE: ... vous m'avez entraîné sur un autre sujet, c'est ceci: Vous parlez de faits

nouveaux qui ont amené la Régie à changer son attitude.

Disons que ce sont ces faits nouveaux que nous espérons connaître.

M. MARTEL: D'accord... Vous admettez cependant que cette lettre est authentique et qu'elle constitue une forme de chantage.

M. LAPORTE: Question. J'admets qu'elle est authentique. J'admets que si j'étais encore au ministère, je m'empresserais de l'envoyer de nouveau parce que nous signifiions à ce moment-là aux gens du village de Contrecoeur qu'il était inutile de s'entêter dans un projet qui était condamné par tous mes experts. Je leur disais: Vous aurez votre subvention lorsque vous aurez compris ce que tous mes experts ont compris, qu'il faut vous approvisionner à Tracy.

M. MARTEL: Tous vos experts! Je vais vous nommer des experts tout à l'heure qui n'étaient pas de votre avis et que vous n'avez pas mentionnés.

M. LAPORTE: On reviendra à ça, mais là...

M. MARTEL: Mais tout de même, ça constitue une forme de chantage, forcer des gens à signer pour avoir une subvention. Ce n'est pas de la démocratie.

M. LAPORTE: Je veux dire que c'était simplement une façon pour le ministère d'annoncer aux villageois que la décision était prise. Nous avons trouvé injuste de les laisser espérer, faire démarche sur démarche, des visites à Québec etc, et nous avons dit: Nous avons étudié tout ça et nous avons décidé. Si vous jugez que vous devez aller à Tracy, vous aurez votre subvention. Autrement, nous ne pourrions pas vous la donner. Ce n'était pas du chantage. C'était une solution.

M. MARTEL: Elle leur était due, cette subvention. C'était quelque chose de dû, le 4%.

M. LAPORTE: Dû en vertu de quelle loi? Voulez-vous dire que le ministre...

M. MARTEL: C'est automatique, voyons.

M. LAPORTE: C'est automatique comment?

M. BELLEMARE: C'est ce que vous avez fait, vous.

M. LE PRESIDENT: A l'ordre!

M. LAPORTE: Voulez-vous dire que le ministre est obligé de donner des subventions?

M. BELLEMARE: Laissez-le donc faire son discours.

M. LAPORTE: Il est en train de dire des choses qui ne sont pas exactes.

M. MARTEL: Elle était due depuis que les travaux étaient terminés, cette subvention. Elle avait été promise. C'est là une preuve qu'il y a eu de la partisanerie politique de votre part.

Deuxième preuve, la veille de l'élection, le maire de Contrecoeur, M. Rêmy Lamoureux, toujours organisateur du parti libéral dans Richelieu, faisait distribuer un tract dans lequel il disait: Votez pour M. Courmoyer et votre problème d'usine de filtration sera réglé. C'est là une autre preuve qu'il y a eu de la partisanerie politique, mais pas de notre part, comme le mentionne le journal, mais de votre part à vous. Même qu'après tout ce que vous avez dit tout à l'heure, après avoir échappé un mot, un non brutal que vous auriez dit à ce même M. Lamoureux, maire de Contrecoeur, vous êtes venu vous-même à Contrecoeur lors d'une dernière assemblée électorale et vous avez dit aux gens, lorsque vous avez vu qu'ils étaient survoltés et qu'ils n'avaient pas eu la chance de se faire entendre: Messieurs, nous sommes prêts à réétudier le problème. Si le ministre est logique avec lui-même, après avoir dit son non catégorique en se basant sur des documents soi-disant scientifiques, à ce moment-là, c'est une autre forme de partisanerie politique, chose que le député de Richelieu n'a jamais faite pendant sa campagne électorale.

M. LAPORTE: Le député de Bourassa me dit que nous parlons trop de politique, il s'en va!

M. MARTEL: Il y a des choses choquantes. Quand on avance quelque chose et qu'on se fait prouver le contraire, ça nous tombe sur le nez. Ce n'est pas tellement gai.

M. VAILLANCOURT: Moi aussi, je vais aller au comité des crédits de l'Education en bas.

M. MARTEL: Tout à l'heure, il était question d'une liste d'experts. Au tout début, disons qu'il y a eu un peu d'amélioration. Hier, lors de son intervention, l'ancien ministre des Affaires municipales disait que tous les experts s'étaient prononcés contre le projet de l'usine de filtra-

tion de Contrecoeur. Aujourd'hui, il n'en a cité que quelques-uns. Tout de suite hier, j'en ai cité au moins trois qui étaient d'accord avec le projet, et avec des faits à l'appui. L'ingénieur Lemieux, que vous avez cité tout à l'heure — même si vous avez lu une lettre qui venait de son associé, ce n'est pas nécessairement la pensée de Julien Lemieux qui y est exprimée si la lettre est signée par Girouard, même s'ils sont ensemble, — qui travaillait pour la paroisse de Contrecoeur est venu témoigner en faveur du village de Contrecoeur pour l'établissement d'une usine de filtration dans cette municipalité. Messieurs Beaudry et Fournier, d'autres ingénieurs qui ont fait les plans et devis de cette usine ont prouvé, chiffres et documents à l'appui que cette usine était rentable économiquement et hygiéniquement. De plus, vous avez lu une lettre de la firme Brett, Ouellette et Berthiaume. A ce moment-là, je vous demandais si vous aviez une lettre semblable en date du 14 septembre 1967.

Comme vous ne l'avez pas, je me permets de vous la lire. Je vais faire cela rapidement, mais elle est très significative de la raison pour laquelle ces experts, devant des faits nouveaux, ont changé leur attitude. Pourtant ce n'est pas Brett, Ouellette et Berthiaume qui ont eu le contrat, au contraire. Vous avez mentionné tout à l'heure

que les dirigeants de la municipalité de Contrecoeur avaient laissé tomber le contrat avec cette firme pour en prendre d'autres.

Ces mêmes ingénieurs qui ont été congédiés par le village, écrivent une lettre en date du 14 septembre 1967 qui parle par elle-même. « Sujet: usine d'épuration, adressée à la municipalité de la paroisse de Contrecoeur. Messieurs, nous avons reçu la résolution de votre conseil en date du 6 septembre 1967, nous demandant notre opinion sur l'opportunité de construire une usine de filtration pour desservir le territoire de Contrecoeur en eau potable et nous vous remercions pour cette autre marque de confiance à l'égard de notre bureau d'étude.

« Permettez-nous d'abord de vous rappeler qu'au cours de l'année 1963, nous avons préparé pour le compte de votre municipalité une étude sur le sujet. Nous avons conclu à cette époque qu'une usine de filtration serait rentable sous certaines conditions. Nous avons alors discuté cette étude avec les autorités du ministère de la Santé qui nous ont apporté des faits que nous n'avions pas pris en considération et qui nous ont amené à modifier les conclusions de notre étude et à vous recommander de vous raccorder au réseau de Tracy, en passant par celui de la paroisse, pour une courte période de temps — ce que l'ancien ministre n'a pas mentionné tout à l'heure —

« Or, il arrive que depuis cette date, les conditions ont radicalement changé et nos prévisions du temps, que nous croyions optimistes, ont été dépassées. Voici les détails. La municipalité de la paroisse de Contrecoeur a signé avec vous une entente par laquelle elle consent à s'alimenter en eau potable à même votre réseau à la condition que vous construisiez une usine de filtration appropriée. » Cela, c'est la paroisse de Contrecoeur qui est même prête actuellement à prendre son eau à l'usine de filtration du village. « Le taux d'accroissement de votre population, le facteur démographique est beaucoup plus considérable que celui que nous avions prévu. La qualité des édifices construits depuis notre rapport s'est grandement améliorée. Il faut noter aussi que la tendance à construire des maisons unifamiliales à un étage s'est complètement modifiée, de sorte qu'on construit aujourd'hui des édifices à trois étages et à logements multiples.

« Ces derniers faits ont été constatés de visu lors d'une visite que nous avons effectuée dernièrement sur tout le territoire de votre municipalité. A l'époque de notre étude, il n'était pas question de plan d'urbanisme. Récemment, nous avons pris connaissance d'un plan d'urbanisme préparé par la paroisse qui prouve que le développement de son territoire se fera autour du village pour former avec ce dernier une agglomération de quelques vingt-cinq mille âmes.

« Nous avons pris également connaissance de plusieurs études préparées en outre par le comité de regroupement du ministère des Affaires municipales, du Service de protection contre l'incendie du même ministère et de la Canadian Underwriters Association. Ces rapports recommandent — les rapports de plusieurs experts que l'ancien ministre n'a pas cité tout à l'heure — la fusion des services des deux municipalités et même la fusion complète des deux administrations.

« Devant ces faits et après avoir évalué les données de notre étude en 1963, nous n'avons plus de doute quant à l'opportunité de construire une usine de filtration pour desservir tout le territoire de Contrecoeur. »

La même firme d'ingénieurs dont l'ancien ministre a lu une copie de lettre tout à l'heure, mais celle-ci est plus récente. Elle date du 14 septembre 1967. Ce sont des experts qui apportent des faits clairs et précis concernant la décision récente de la Régie des eaux d'établir cette usine dans cette municipalité. Ces faits s'additionnent aux études faites par la firme Beaudry et Fournier. J'ai également une lettre de M. Berthiaume de cette même firme dans laquelle il me disait que maintenant il

fallait songer économiquement à établir cette usine dans cette municipalité. De même, la firme Lalonde et Girouard a échangé de la correspondance dans laquelle elle reconnaissait que, devant les faits nouveaux, elle changeait sa version, c'est-à-dire qu'elle favorisait maintenant l'établissement de cette usine dans cette municipalité.

C'est devant ces faits nouveaux que la décision a été rendue.

M. LAPORTE: Quels faits nouveaux?

M. MARTEL: C'est en se basant sur ces faits...

M. LAPORTE: Quels faits nouveaux?

M. MARTEL: Je vais vous expliquer. On a parlé tout à l'heure de la démographie.

M. LAPORTE: Démographie?

M. MARTEL: Vous savez comme moi qu'il y a une distance de 14 milles tout d'abord entre Tracy et le village de Contrecoeur.

M. LAPORTE: C'est un fait nouveau?

M. MARTEL: Nommez-moi des municipalités qui ont des conduites aussi longues. Approuve-t-on des projets pour des conduites aussi longues?

Deuxièmement, il y a le facteur démographique dont je parlais tout à l'heure. On sait que, d'après des études sur l'urbanisme, Contrecoeur connaîtra un développement considérable. C'est même commencé depuis quelques années cette augmentation de population. Et il a été prouvé — les ingénieurs Brett et Ouellette le disaient tout à l'heure — qu'en 1963 — cela c'est cinq ans en arrière — ils favorisaient légèrement l'établissement d'un contrat avec Tracy mais pour une courte période parce qu'ils prévoyaient — et je pense qu'administrer c'est prévoir — que la population de ces municipalités serait très importante.

Et ce sont des faits. Ce sont des exposés d'experts, ce sont des lettres authentiques que j'ai lues et maintenant, si vous le voulez, parlons du fameux rapport Foldès, parlons de ce soi-disant gaspillage de \$250,000 par suite de la construction de cette usine.

Tout à l'heure on a cité le rapport Foldès à maintes reprises et on disait que cela devait coûter \$118,000 pour se brancher en quelque sorte sur Tracy. Là aussi depuis ce rapport Foldès il y a eu des changements, une révolu-

tion dans ce domaine comme il y en a eu dans la population de Contrecoeur et fait nouveau, toujours en me basant sur le même rapport que l'ancien ministre mentionnait tout à l'heure et qui disait qu'à ce moment-là l'estimation du coût pour la conduite de Tracy à la paroisse serait de \$344,400. Et on établissait à \$118,000 le reste du réseau pour alimenter le village.

Mais depuis ce temps-là, cela n'a pas coûté \$340,000 cette conduite. Cela a coûté \$630,000 et pour faire un prolongement pour donner de l'eau aux gens dans les rangs environnants cela a coûté \$380,000. D'où une dépense de \$1 million passé pour desservir à peine 300 à 400 personnes.

Est-ce qu'en considérant le \$440,000 pour l'usine de filtration — entre parenthèses je me souviens tout à l'heure des chiffres qu'a cités l'ancien ministre lorsqu'il parlait de \$540,000. Disons que l'inverse s'est produit même si hier on disait: Cela a monté d'un bord, cela devait monter de l'autre.

Mais là les études ont été faites d'une façon objective, d'une façon sérieuse et cela a monté pour la paroisse pour le coût de construction et cela a diminué pour la construction de l'usine de Contrecoeur. Lorsque vous parliez de \$540,000, cela en coûte \$440,000 intérêt tout compris et l'entretien.

M. LAPORTE: Ça ne comprend pas l'entretien.

M. MARTEL: Ce sont des faits nouveaux.

M. LAPORTE: Un instant, est-ce que le député affirme sérieusement que l'entretien de l'usine est compris?

M. MARTEL: Si l'ancien ministre m'avait laissé terminer ma phrase, j'aurais dit...

M. LAPORTE: Oui, c'est un entretien...

M. MARTEL: ... que cela coûterait \$45 y compris l'entretien, de \$45 à \$50 pour la population de cette municipalité.

Et, comme je le mentionnais hier, le taux moyen pour un approvisionnement semblable en eau potable est d'environ \$50.

M. LAPORTE: Est-ce que le député est convaincu pendant qu'il discute de cela, que si les usagers du village s'étaient approvisionnés à Tracy, en bâtissant la conduite pour aller jusqu'au début de la paroisse, cela leur aurait coûté en taxe d'eau aussi cher que pour bâtir leur usine?

M. MARTEL: Bien sûr! M. le Président, j'apporte...

M. LAPORTE: Alors, tâchez de...

M. MARTEL: Je suis convaincu, si je n'étais pas convaincu, je ne serais pas debout en train d'exposer mon point de vue, je serais assis.

M. LAPORTE: Vous êtes debout... mais vous n'êtes pas convaincant!

M. MARTEL: Si vous me le permettez, cela n'aurait jamais coûté \$18 comme le mentionnait encore le journal. Les gens ont payé \$45 au lieu de \$18. Ce n'est pas exact et je vous le prouve à l'instant.

Les \$118,000 comprenaient un réservoir de 250,000 gallons et une seule conduite d'eau qui n'était pas satisfaisante pour répondre à la sécurité des gens du village de Contrecoeur, je l'affirme avec preuve à l'appui.

Une association sérieuse, l'Association canadienne des assureurs, adressait au maire de Contrecoeur, en date du 8 septembre 1967, la lettre suivante. Et ça, M. le Président, c'est pour prouver qu'il y avait un manque de pression au village. On a fait faire ça, mais au village il y avait un manque de pression qui pouvait être un danger pour le feu. Je vais lire la lettre tout de suite et revenir à un autre argument pour démontrer ce qu'il aurait fallu faire:

« Cher monsieur, en réponse à une demande de votre conseil, nous avons eu l'occasion d'évaluer la capacité du réseau d'acqueduc provenant de la cité de Tracy, et contournant votre village. Nous avons enregistré les débits, les pressions dans chaque cas, et nous avons noté que, le 6 septembre, date des essais, nous ne devions pas nous attendre à une forte consommation domestique estivale étant donné que la majorité des chalets étaient inhabités. Nous jugeons, d'après les résultats obtenus, que le raccordement du réseau du village au réseau de la paroisse provenant de Tracy ne donnerait pas les quantités et pressions minima pour satisfaire les normes de l'Association canadienne des assureurs, tenant compte de la population, de l'aspect structural des édifices existants, ainsi que de la répartition de système de gicleurs automatiques dans le village. Pour les besoins immédiats de votre municipalité d'une population de 3,000

à 4,000, et tenant compte de des constructions industrielles, commerciales et résidentielles, une disponibilité d'eau au taux de 1,000 à 1,500 gallons par minute est requise pour fins de combattre les incendies en plus de la consommation domestique au taux maximum.



Les débits pour feux seront disponibles pour une période non inférieure à huit heures. Ces débits sont présentement requis dans les secteurs industriels, pour fins de protection automatique, à des pressions de 35 livres. Les résultats des essais démontrent que dans les deux cas, le maximum de 500 gallons par minute à huit pouces et à 640 gallons par minute à 17 furent obtenus. Par la même occasion, nous avons examiné le projet de vos ingénieurs conseils Beaudry et Fournier, devis et plans que votre secrétaire nous a soumis. Nous concluons que ce projet représente plus adéquatement les exigences de votre municipalité, tenant compte de tous les facteurs. Ceci vous donne un aperçu de notre position en ce qui regarde la situation. » Et ça, M. le Président, c'est une firme indépendante, une firme composée de gens sérieux, d'experts. Et savez-vous qu'est-ce...

M. LAPORTE: Me donneriez-vous le nom?

M. MARTEL: L'Association canadienne des assureurs, Canadian Underwriters Association. En date du 8 septembre 1967, adressée au maire Tétreault du village de Contrecoeur.

Et que recommandait cette firme sérieuse formée d'experts? Cette firme recommandait, pour assurer un système adéquat de protection à la population de Contrecoeur, la construction d'une autre conduite d'eau. Egalement un réservoir ayant une capacité de 1 million de gallons. Le tout coûterait \$500,000, plus que l'usine de filtration. D'où d'après ces experts, d'après les demandes pour répondre aux normes, les gens du village de Contrecoeur auraient payé davantage s'ils s'étaient alimentés à Tracy, et le chiffre de \$18 qu'on avance est complètement faux, si l'on veut assurer une protection adéquate à ces gens-là.

M. LAPORTE: Ils auraient payé combien? Les deux conduites auraient coûté combien?

M. MARTEL: Une autre conduite et un réservoir auraient coûté \$500,000?

M. LAPORTE: Cela coûte \$118,000 pour un, et \$500,000 pour deux.

M. MARTEL: Non, oh non, M. le Président, \$118,000! vous mêlez les chiffres à toutes les sauces. Les \$118,000, ça ne comprenait que le petit bout. Parce que les gens de la paroisse auraient fait payer leurs dettes par les gens du village aussi, c'est ça qu'on disait tout à l'heure, ça n'aurait pas coûté \$344,000 mais \$630,000 plus \$360,000 au-delà de \$1 million.

M. LAPORTE: Je n'ai pas saisi exactement. Le député a dit que les gens de la paroisse feraient payer leurs dettes par les gens du village?

M. MARTEL: Bien, évidemment, si les gens du village de Contrecoeur prenaient l'eau de Tracy, il est entendu qu'ils payeraient à ce moment-là pour la conduite qui serait installée. C'est évident ça, d'ailleurs le rapport Foldès dit que ça coûtera aux gens \$71, et je peux citer un exemple frappant.

Actuellement, le maire de Contrecoeur, que l'ancien ministre aime tant, prend son eau, est un abonné, pour l'eau, de Tracy, ça lui coûte \$83 par année comparativement à \$45 ou \$50 que ça va lui coûter lorsque l'usine de filtration va être faite.

M. LAPORTE: M. le Président, le député sait fort bien que l'eau est vendue au compteur et puis ça dépend de la consommation de M. le maire.

M. MARTEL: La consommation de M. le maire...

M. LAPORTE: S'il se baigne quatre fois par jour et puis s'il ne se baigne pas, ce n'est pas pareil.

M. MARTEL: Bien, écoutez là, ce n'est pas un raisonnement logique. M. le maire n'a pas de piscine chez lui...

M. LAPORTE: Il est au compteur.

M. MARTEL: Bien oui, mais...

M. LAPORTE: Il paie pour l'eau qu'il prend, voyons.

M. MARTEL: Bien oui, mais tous les gens ont besoin de la même quantité d'eau.

M. LAPORTE: Le taux de base est de \$60 par année, plus la consommation au-delà de tant de milliers de gallons. Le député le sait fort bien. Disons qu'il a oublié de le dire.

M. MARTEL: Mais pourquoi dire aux gens à ce moment-là que ça va leur coûter \$18? Ce n'est pas logique ça, ce n'est pas sérieux de votre part d'aller dire aux gens que ça leur coûte \$18 alors qu'il vient d'affirmer que ça coûte aux gens de la paroisse \$61. Voyons donc, il faut être sérieux dans nos arguments. On ne lance pas des chiffres à tort et à travers.

M. LAPORTE: Eh bien, dépêchez-vous de l'être.

M. MARTEL: Bon. Cela, c'est pour les chiffres qui prouvent devant des faits concrets, logiques que l'ancien ministre ne peut réfuter...

M. LAPORTE: Ah!

M. MARTEL: ... que son affaire de \$45 et puis \$18, ça ne tient pas debout, ça n'a aucun sens. Qu'il me prouve le contraire, s'il en est capable. Les chiffres sont là et les faits sont là, c'est clair, les rapports d'ingénieurs et tout.

Le troisième point de l'argument, la troisième attaque dans le journal que je trouve absolument indéfendable, illogique et l'intervention, tout à l'heure, de l'ancien ministre sur le problème m'a fait rire — je suis d'accord avec vous — m'a fait rire.

M. LAPORTE: Eh bien, repensez-y pour rire encore.

M. MARTEL: Je pense que vous allez rire jaune après que j'aurai lu ce rapport-là.

M. LAPORTE: Jusqu'ici les coups que vous m'avez portés...

M. MARTEL: Ce qui est arrivé, M. le Président, pendant toute la durée de son intervention, on citait, on parlait de M. Auger, du ministère de la Santé, qui avait émis des rapports disant que l'eau était toxique, que c'était une eau presque stagnante et le ministre même, lors de la campagne électorale, était venu à Contrecoeur, il a dit: Cela n'a pas de bon sens de continuer à prendre de l'eau dans le fleuve, vos petits enfants vont mourir. Et, M. le Président...

M. LAPORTE: Je n'ai pas dit ça sur ce ton-là et puis je n'avais pas envie de rire, moi. Je n'avais pas envie de trouver ça drôle. Je sais que le député est célibataire. Qu'il ne fasse donc pas de farces plates sur des sujets aussi sérieux.

M. MARTEL: Bien oui...

M. LAPORTE: Des rapports au ministère de la Santé, il y en a à la douzaine que l'eau était à peine buvable et dangereuse pour la santé.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre!

M. MARTEL: M. le Président, on n'épeure pas les gens...

M. LAPORTE: Il y a des choses avec lesquelles on peut faire des farces, mais il y en a d'autres, pas.

M. MARTEL: M. le Président, c'est un autre argument que l'ancien ministre a employé pendant la campagne électorale, une autre forme de chantage avec les 4%. Là, il allait dire aux gens: Dépêchez-vous de vous raccorder à Tracy, ça presse, vos bébés vont mourir. Mais sachez-vous que ça fait 150 ans que les gens du village de Contrecoeur s'alimentent à la même source, dans le fleuve, et qu'il n'y a pas eu un décès qui a été causé par la toxicité de l'eau? L'ancien ministre devait le savoir, ça.

M. LAPORTE: C'est un merveilleux argument!

M. MARTEL: Cela fait 150 ans...

M. LAPORTE: C'est un merveilleux argument! Alors gardez cette eau pendant 150 autres années, jusqu'à ce qu'il en meure un.

M. MARTEL: Non, mais je vais vous apporter un autre argument qui est contraire à ce que vous disiez tout à l'heure. Vous avez parlé de rapports, d'enquêtes, de chiffres, mais vous n'avez mentionné aucun détail de rapports venant du ministère de la Santé. Vous n'avez mentionné aucune constatation faite par les ingénieurs de ce service, et vous vous êtes même borné à employer uniquement le nom de M. Auger, alors qu'il y a un monsieur Jean Roy qui a travaillé à ce projet. Vous n'avez pas mentionné un seul moment son nom et ce M. Jean Roy là disait dans un de ses rapports: Prendre l'eau à Tracy ou au village, il n'y a pas de différence, on peut aller au deux.

M. LAPORTE: Quelle date?

M. MARTEL: Pour celui-là, pour ce seul fait-là, je n'ai pas la date, mais j'ai assez donné de dates tout à l'heure...

M. LAPORTE: Etiez-vous député à ce moment-là?

M. MARTEL: Je n'étais pas député, mais, comme vous, M. le Président, lorsque j'ai vu cette attaque qui ne tenait pas debout, je me suis renseigné et, lorsque je fais des interventions en Chambre, je me renseigne avant et j'essaie d'avoir des vérités à dire.

M. LAPORTE: Vous venez de le prouver... vous ne savez pas à quelle date!

M. MARTEL: Je n'ai pas la pratique de l'ancien ministre, moi, pour jouer avec les chiffres, pour jouer avec les paroles, je n'ai pas cette pratique. Donc, lorsque je me lève, j'arrive avec des choses vraies, des choses dont je suis convaincu et c'est la raison de mon intervention cet après-midi.

M. LAPORTE: C'est grave.

M. MARTEL: Et ce Jean Roy disait, il travaillait avec M. Auger, c'est un collègue, là, il est rendu aux Affaires municipales, à la Régie des eaux, il disait qu'une place ou l'autre pour lui, ça n'a pas tellement de différence.

Qu'est-ce qui est arrivé? Après un certain temps, on a vu M. Roy qui s'est retiré du projet. Il était fatigué et ne voulait plus entendre parler de rien. Cela se comprend après quatre ou cinq ans d'études, de tiraillage ici et là. Le gars était tanné, et je le comprends. On n'en a pas parlé tout à l'heure, et on n'a cité aucun rapport, aucun chiffre. Mais moi j'ai eu la prudence, étant donné que je ne suis pas aussi bon parlementaire que l'ancien ministre des Affaires municipales, d'avoir des preuves qui démontrent hors de tout doute que cette troisième accusation, les deux autres étant démolies, ne tient pas debout.

M. LAPORTE: Il est fort.

M. MARTEL: La troisième sera démolie et ce ne sera pas long. Je fais patienter le ministre, parce que j'ai tout cela dans la main. L'ancien ministre, je m'excuse.

M. LAPORTE: Ne vous excusez pas, ce n'est pas désagréable.

M. MARTEL: Ce rapport, venant de gens sérieux et qualifiés, a été adressé à la municipalité du village de Contrecoeur à l'attention de M. Maurice Beaudry, un autre gars que vous aimez, ingénieur, en date du 30 juin 1964. Le sujet concerne la construction éventuelle de l'usine de filtration du village. Ce rapport, comme tous les rapports, tous les chiffres que j'ai mentionnés, est signé par quelqu'un d'authentique, le Dr Jacques Archambault, directeur du laboratoire au ministère de la Santé.

Le résultat, que l'ancien ministre n'a pas dévoilé, je ne sais pas pour quelle raison, parce qu'il n'était pas favorable ou bien parce qu'il ne l'avait pas...

M. LAPORTE: Jusqu'à présent, je vois que je ne l'ai pas.

M. MARTEL: Mais moi, je l'ai et je vais vous le lire: « A la suite de prises d'eau à la source existante, c'est-à-dire où le village de Contrecoeur prenait son eau il y a 150 ans. » J'aimerais d'abord expliquer au début ce que c'est, parce que j'ai vu tout à l'heure, lorsqu'on parlait de bactéries, de colibacilles, de coliformes, l'ancien ministre était tout mêlé. Disons qu'un coliforme...

M. LAPORTE: Cepoint-là, c'est très important à distinguer!

M. MARTEL: ... c'est une famille de bactéries, de bacilles qui se trouvent dans l'eau et, lorsqu'on fait des analyses...

M. LAPORTE: Hs nagent?

M. MARTEL: Ils nagent, oui, pas aussi vite que l'ancien ministre, mais ils nagent. A ce moment-là, on appelle conformes la famille de bacilles qui se trouvent dans l'eau et sur lesquelles on se base pour faire des tests d'eau. Même si on les prend dans des trous à grenouilles, on se base sur le nombre de coliformes pour déterminer si l'eau est toxique ou non. C'est sur cela qu'on se base. Les résultats que j'ai ici sont basés là-dessus.

M. LAPORTE: C'est de quelle date, si vous permettez?

M. MARTEL: A la date du 30 juin 1964, pour les résultats de Contrecoeur. Tout à l'heure, comme je tiens à apporter des faits précis et exacts à l'ancien ministre, je lui citerai des prises d'eau, des analyses de prises d'eau qui ont été faites à Tracy aussi. J'en ai une aussi dans le comté du député de Verchères, une prise d'eau qui a été faite à Saint-Marc.

A la suite de prises d'eau à la source existante, celle où les gens s'approvisionnent depuis 150 ans, il y avait 1,400 coliformes pour 100 cc d'eau à un pied de profondeur, un pied, c'est douze pouces.

M. LAPORTE: Douze pouces!

M. MARTEL: A dix pieds de profondeur, il y avait 1,700 coliformes pour 100 cc d'eau, toujours à cette prise-là.

M. LAPORTE: Ensemble ou éparpillés?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est comme quand les libéraux passaient des télégrammes, il y en avait trop.

M. MARTEL: A la prise actuelle du village de Contrecoeur, — les experts n'ont pas suivi la recommandation de M. Foldès, car, lorsqu'il a établi son chiffre, il situait l'usine de filtration sur un banc de sable à un quart de mille de la prise d'eau actuelle, cela pouvait bien coûter cher — l'usine de filtration est tout près de l'eau et les gens prennent l'eau à 800 pieds. Cela économise.

M. LAPORTE: Elle est même dans l'eau.

M. MARTEL: Voilà des faits nouveaux qui apportent une diminution dans le coût de cette usine de filtration.,

M. BELLEMARE: Le Soleil ne le dira pas demain.

M. MARTEL: J'espère. Il est parti.

M. BEL LE MARE: Non, non.

M. LAPORTE: Il est allé écrire cela.

M. BELLEMARE: Laissez-le faire.

M. MARTEL: A ce moment-là il y avait 460 conformes par 100 cc à un pied de la surface, et 490 à dix pieds de la surface.

Evidemment, si j'avance ces chiffres, M. le Président, sans faire de comparaison avec les autres sources d'approvisionnement et également sans déterminer quelle quantité ça prend pour être toxique, ça ne servirait à rien. Une analyse plus récente, c'est-à-dire en décembre 1967, a été faite à Tracy, à l'endroit même où est construite l'usine de filtration d'où le ministre, l'ancien ministre voulait qu'on s'approvisionne. On a fait une analyse de l'eau là; là, pas dans les trous à grenouilles, là, à la bonne place. Parce que c'était déterminé que c'était de là que l'eau venait et, M. le Président, ils ont déterminé qu'il y avait 25,000 coliformes par 100 cc. d'eau et on affirmait tout à l'heure qu'à Contrecoeur c'était toxique, ça c'en est un rapport, M. le Président...

M. LEDUC (Taillon): A quelle profondeur?

M. MARTEL: C'en est un rapport ça.

M. LEDUC (Taillon): A quelle profondeur les 25,000?

M. MARTEL:... à un pied et dix pieds. Cela c'est le maximum 25,000 pour dix pieds d'eau, 25,000 coliformes par 100 cc. d'eau alors qu'on

marque dans le journal une eau presque stagnante à Contrecoeur. Et plus loin, M. le Président, on a fait des analyses à Saint-Marc de Richelieu et là on a trouvé 110,000 coliformes par 100 cc. d'eau. Et l'expert du ministère me disait que ça prenait en bas de 5,000 coliformes par 100 cc. d'eau — ce qui inclut largement Contrecoeur — ça prenait un traitement très léger simplement une chloruration de l'eau, traitement très, très léger, et à 25,000 elle devenait plus compliquée, il fallait avoir une usine avec des instruments plus précis de façon à traiter l'eau davantage parce qu'il y avait plus de coliformes, il y avait plus de bacilles dans l'eau. Et M. le Président, on vient conclure qu'il y avait à Contrecoeur danger de pollution, qu'il y avait à Contrecoeur...

M. LAPORTE: Danger...

M. MARTEL: ... un danger pour les enfants. Comment se fait-il, M. le Président, qu'à Tracy on a laissé construire une usine de filtration alors qu'il y a 25,000 colibacilles par 100 cc. d'eau? Contrecoeur, seulement 490 dans dix pieds, n'est-ce pas une contradiction ça avec les déclarations de l'ancien ministre des Affaires municipales? Qu'est-ce que l'ancien ministre des Affaires municipales a à dire devant des rapports et non pas des soi-disants rapports...

M. LAPORTE: Si vous voulez vous asseoir, je vais le dire, on va voir ça qui est-ce qui a raison.

M. MARTEL: Quelle sorte de différence il peut y avoir entre des rapports clairs et précis...

M. LAPORTE: Je n'ai pas perdu toutes mes armes encore.

M. MARTEL: ... et mieux que ça, M. le Président, lorsque j'ai appelé au ministère de la Santé pour avoir ces chiffres, on s'est permis de me faire une affirmation gratuite, en me disant que l'eau de Contrecoeur était l'eau la plus facile à traiter qu'il y avait entre Montréal et Sorel.

M. LAPORTE: Comme par hasard.

M. MARTEL: N'est-ce pas des rapports concluants...

M. LAPORTE: C'est voisin du miracle.

M. MARTEL: ... mais, comme par hasard, ce n'est pas un hasard en 1964, qui était ministre des Affaires municipales.

M. LAPORTE: Est-ce que j'étais ministre des Affaires municipales le 18 mars 1964?

M. MARTEL: Ah! je ne le sais pas, mais vous étiez dans le gouvernement très certainement.

M. LAPORTE: Oui. La réponse c'est oui, on va voir ça là.

M. MARTEL: En somme, c'est votre parti qui était là.

M. LAPORTE: C'est ça.

M. MARTEL: Bon, devant ces faits, M. le Président, est-ce que ce n'est pas logique que la Régie des eaux après avoir entendu les experts lors d'une audience publique, après que la population de ce village qui paiera la note, ce n'est pas le gouvernement, ce ne sont pas les Affaires municipales qui vont payer la note, ce sont les gens de Contrecoeur village qui vont défrayer le coût.

M. LAPORTE: Cela, ça ne me fait rien.

M. MARTEL: Savez-vous, M. le Président, qu'il y a eu trois référendums?

Savez-vous qu'on a fait venir des experts du ministère des Affaires municipales, et également des experts indépendants pour expliquer à ces gens le pour et le contre et le coût, est-ce que vous savez ça? Et savez-vous le résultat de ces référendums? 98%. Trouvez-en des référendums à 98%.

M. LAPORTE: Cela m'inquiète toujours.

M. MARTEL: 98% des gens qui se sont présentés au référendum se sont prononcés pour la construction de l'usine de filtration à Contrecoeur après avoir été mis devant des faits, devant des chiffres et devant les possibilités de Tracy et évidemment l'usine au village mime.

Je pense que la décision que ces messieurs ont rendue est tout à fait logique, parce qu'elle s'appuyait sur des faits nouveaux, elle s'appuyait sur des rapports d'experts, et je pense que du fait même, j'ose espérer que les journalistes qui ont choisi ce titre ce matin sauront se rétracter demain matin parce que la partisanerie politique, je l'ai bien démontré, vous savez où

elle était. Par les lettres de la Canadian Underwriter vous savez ce que les nouveaux chiffres valent et en plus de ça, monsieur l'ex-ministre votre danger de pollution, grâce au rapport du ministère de la santé, a été clairement, à mon sens, écarté. Et c'est pour cette raison que je suis très fier. Je profite de l'occasion qui m'est donnée, en terminant, au nom de la population entière de Contrecoeur, de remercier les fonctionnaires du ministère des Affaires municipales ainsi que le ministre pour avoir permis aux gens de s'exprimer et aussi, pour avoir rendu la décision la plus juste possible.

M. LAPORTE: Le député n'ayant en aucune espèce de façon, ni directement, ni indirectement, réfuté les chiffres que j'ai produits, le député se relira dans le journal des Débats, n'ayant d'aucune façon produit les faits nouveaux dont il a parlé, je vais simplement lui répliquer sur une chose, la qualité de l'eau.

Il y a un rapport du 30 juin 1964

qui a finalement obtenu le contrat — je ne mets pas en doute ni ses qualités d'ingénieur ni son talent — mais il faut dire que c'est lui qui a le contrat. Quand j'ai dit que c'était dangereux pour les enfants, je n'ai pas fait d'esprit, je l'ai dit tantôt. Je suis allé jusqu'à dire que la situation devait se régler au plus vite et voici pourquoi:

« Verchères, le 18 mars 1964 — cela est exactement douze jours avant le rapport si encourageant que le député a cité — le docteur E. Frenette, m.d., médecin hygiéniste, ministère de la Santé » il doit connaître ça, il est sur les lieux tout le temps. Il ne va pas là seulement quand il a des contrats à obtenir, il est là tout le temps le docteur Frenette — « M. Léopold Fontaine, ingénieur en chef, Ministère de la Santé, etc. M. l'ingénieur en chef,... »

M. LUSSIER: La date?

M. LAPORTE: Le 18 mars 1964. « M. l'ingénieur en chef, pour faire suite à notre conversation téléphonique, nous vous décrivons la situation prévalant dans la municipalité de Contrecoeur, comté de Verchères, concernant l'approvisionnement en eau potable. Cette municipalité prend l'eau dans le fleuve Saint-Laurent... »

M. le député, ça vous intéresse probablement?

M. BELLEMARE: Il écoute.

M. LAPORTE: Bon. Je reprends la citation: « Cette municipalité prend l'eau dans le fleuve Saint-Laurent et malgré la chloration appliquée,

l'eau est de mauvaise qualité, comme l'attestent les rapports d'analyse des laboratoires.

Cette eau a déjà été à l'origine probable de plusieurs cas de typhoïde parmi la population de Contrecoeur. Quant à se procurer l'eau localement — je veux citer cela, mais ça intéresse moins le problème qu'on étudie — les conditions ne se prêtent pas d'une façon favorable. Le sol se compose d'humus... Alors, vous avez l'hygiéniste sur place qui dit: L'eau est de mauvaise qualité, même quand elle a été chlorée.

M. MARTEL: D'accord.

M. LAPORTE: Une seconde.

M. MARTEL: Oui, mais...

M. LAPORTE: Elle est à l'origine probable de plusieurs cas de typhoïde.

M. MARTEL: Je suis au courant de cette analyse et je vous donnerai les détails.

M. LAPORTE: Quant au reste, le député se relira; il verra qu'il a absolument prouvé tout ce que j'avais avancé.

M. MARTEL: D'accord, mais cette lettre n'est pas précise, en aucune façon. Elle ne dit pas où l'eau a été prise, mais moi, je le sais de source sûre. Savez-vous où cette eau a été prise?

M. LAPORTE: Non, mais je sais que les familles où il y a des cas de typhoïde ne se demandent pas où l'eau a été prise quand le petit garçon est malade.

M. MARTEL: L'eau a été prise dans une mare à grenouilles chez M. Ducharme, justement celui qui a eu le contrat de la conduite. C'est là qu'ils ont pris l'eau et non pas à la source d'alimentation. C'est là que l'analyse...

M. LAPORTE: Si je comprends bien, le député accuse le docteur Frenette, l'hygiéniste du comté, d'avoir volontairement pris l'eau au mauvais endroit pour faire une analyse.

M. MARTEL: Ils ne l'ont pas prise au bon endroit.

M. LAPORTE: Le député sait-il que le rapport dont il est question fait état de plusieurs analyses sur un certain nombre d'années? Ils ont toujours pris cela au mauvais endroit?

M. MARTEL: L'ancien ministre sait-il qu'il y a, à Contrecoeur, des courants d'eau différents? L'ancien ministre parlait tout à l'heure des usines à Contrecoeur qui pouvaient polluer, est-ce qu'il sait...

M. LAPORTE: Ils vont mettre tout cela ensemble.

M. MARTEL: Est-ce que l'ancien ministre sait qu'il y a des courants différents et que l'eau dont s'approvisionnera l'usine de filtration provient d'un courant tout à fait différent des égouts dont vous avez parlé et du déversement des produits des déchets?

M. LAPORTE: Je dis simplement au jeune député que si j'étais à sa place, je serais inquiet d'avoir raison contre tous les experts.

M. MARTEL: Mais des experts, j'en ai cité cinq ou six avec preuve à l'appui. J'oubliais un fait. Lorsqu'on disait tout à l'heure que Contrecoeur n'aurait pas de client éventuel; c'est une autre affirmation gratuite, lorsque l'on sait que la compagnie Dosco de Contrecoeur a fait une demande, il y a quinze jours, pour s'approvisionner en eau à l'usine de filtration. L'ancien ministre n'était pas au courant de cela. La paroisse de Saint-Antoine de Richelieu, par l'entremise de son maire, M. Paul-Horace Archambault, a fait une demande similaire pour devenir client de l'usine de filtration. L'ancien ministre n'était pas au courant de cela, non plus, mais, moi, je suis au courant et je cite les faits.

M. LAPORTE: Est-ce qu'ils ont assez de clients pour se passer de la paroisse?

M. LUSSIER: Je suis debout depuis tout à l'heure...

M. MARTEL: Actuellement, c'est rentable de cette façon-là.

M. LUSSIER: Je demande la parole. Je connaissais le grand talent d'éditorialiste de mon collègue du comté de Chambly; je dois admettre qu'il a aussi un grand talent d'auteur dramatique, qui s'est amélioré, évidemment, d'année en année et qui, même lors de cette session, s'améliore encore. Cependant, ses notes, sa mémoire...

M. LAPORTE: Ma quoi?

M. LUSSIER: ... ses notes, sa mémoire et

sa documentation au sujet de Contrecoeur s'arrêtent en 1964, tous ses renseignements, sa documentation, ses données pour régler ce problème...

Et il me chagrine de voir que l'ex-ministre se cramponne désespérément à ce passé et qu'il fasse un procès d'intention à tout le monde. Je ne crois pas qu'il ait voulu par ce long exposé se disculper de toute manière.

M. le Président, lorsque le député du comté de Chambly a invoqué les arguments économiques, il ressemblait à un ingénieur-conseil en train d'essayer de vendre certains projets. On a pour le moins essayé d'amoindrir la réputation de certaines personnes en citant certains chiffres et certaines statistiques.

Pour ma part, sachant qu'au ministère existent différents services, différents techniciens, qu'il existe deux corps, soit la Commission municipale et la Régie des eaux, qui sont des organismes quasi judiciaires, sachant qu'il existe des services techniques relativement aux égouts et aux aqueducs, je ne me vois pas la compétence ni la responsabilité de discuter ces données, de faire se battre entre elles telle conclusion et telle autre, car il serait facile de les siffler se contredire.

Il faut de plus, je crois bien, rétablir les faits en 1963. Je mentionnerai ensuite les nouveaux faits cités dans le jugement et dans les rapports de la Régie des eaux et de la Commission municipale.

Pour situer d'abord villes et villages, il serait intéressant de noter qu'il existe sur la rive sud du fleuve Saint-Laurent tout d'abord la ville de Tracy. Entre la ville de Tracy et le village de Contrecoeur se trouve la paroisse de Contrecoeur. Également sur le bord du fleuve,

cy, se trouve le village de Contrecoeur.

L'ordonnance qui a été émise en 1964 stipulait que la conduite avait en partie dix pouces de diamètre et huit pouces à son extrémité. C'était l'ordonnance qu'avait signée le ministre de la Santé, le docteur Couturier, devant le fait que le village de Contrecoeur voulait l'usine et que la paroisse voulait s'approvisionner en eau.

Je pense bien que lorsque j'affirme qu'il est bon de régionaliser les services d'égout et d'aqueduc, il y a régionalisation et régionalisation. Pour ce qui est des villes de la rive sud, lorsqu'il y a conurbation, et qu'il n'y a pas de perte à différents points de vue — là je ne voudrais pas entrer dans une discussion technique qui ne nous avancerait à rien — les ingénieurs décident que dans ces cas-là, la régionalisation a ses droits.

Je pense bien que ce qui a amené le député de Chambly à faire un si long exposé, qui ressemblait souvent aussi à une disculpation, c'est que ce long réseau passait juste à la porte de son chalet d'été et qu'il pouvait ainsi se brancher directement dessus. Dans son raisonnement, si on avait construit à Contrecoeur peut-être que ça aurait pris plus de temps pour que le réseau se prolonge jusque chez lui. Ce sont les faits que nous pouvons noter à cette époque. Et les faits nouveaux...

M. LAPORTE: Quand on pense qu'on peut affirmer, M. le Président — j'invoque le règlement — qu'un collègue qui a été ministre, devant un problème comme celui que j'ai expliqué cet après-midi, avec tous les experts que j'avais de mon côté, puisse se permettre, quand on est un ministre responsable, de dire à un collègue: Vous avez tout fait ça pour qu'un tuyau passe chez vous plus vite!

M. LUSSIER: Je n'ai pas dit ça. J'ai dit que...

M. LAPORTE: C'est impensable. Le simple fait que vous l'avez mentionné...

M. LUSSIER: C'est ma pensée...

M. LAPORTE: ... c'est une petitesse que je ne vous connaissais pas.

M. LUSSIER: Non, ma pensée est celle-ci...

M. LAPORTE: Vous devriez retirer ça tout simplement.

M. LUSSIER: Je m'exprime d'une autre façon, mais si le simple fait que le tuyau passait là.

M. LAPORTE: Ce paraît, ça, une affirmation de gentilhomme, dans ce dossier-là. Cela vous permet de faire une affirmation que le ministre, en sa qualité d'honorable monsieur, peut se permettre de faire.

M. LUSSIER: Au point de vue gentillommerie, je pense bien que je n'ai pas de leçon à prendre de vous.

M. LAPORTE: Non, mais, actuellement, vous allez être sur le point d'en prendre.

M. LUSSIER: Maintenant, je vais simplement vous lire des passages de l'ordonnance...

M. LAPORTE: De 1964?

M. LUSSIER: Non, de 1967.

M. LAPORTE: Elle a été signée par qui?

M. LUSSIER: Elle est signée par les commissaires, MM. Fontaine, Jolicoeur, Desjardins, Paquet, le 20 janvier 1967. Et c'est là que sont les faits nouveaux, les principaux faits à noter. « La corporation municipale du village de Contrecoeur prétend qu'une alimentation en eau pour Tracy, via la conduite de la paroisse, n'offre pas les garanties et la sécurité nécessaires à la protection du public. Elle admet cependant que la conduite de la paroisse peut alimenter en eau potable une population de 7,000 habitants environ. Cette opinion est partagée par la régie.

« La corporation municipale du village prétend, de plus, que la conduite de la paroisse ne peut assurer en cas d'incendie la pression et le débit exigés par le commissariat des incendies de la province et par la Canadian Underwriters Association. A l'appui de sa thèse, la corporation municipale du village a fait entendre, devant la régie, des experts des deux organismes ci-dessus, qui ont chacun confirmé que la conduite de la paroisse n'offrait pas pour le village les garanties d'un service adéquat de protection contre les incendies et la deuxième raison, c'est que, dans les circonstances, on devait aussi tenir compte du fait qu'il faudrait dans un avenir rapproché construire une autre usine de filtration pour assurer la quantité d'eau potable nécessaire. »

Ces deux raisons sont invoquées dans le jugement de la régie. Cela, ce sont simplement les faits nouveaux.

Dans d'autres rapports de la régie, il est dit « qu'étant donné que depuis 1963 les conditions locales ont changé, à savoir que la population va toujours en augmentant et qu'il n'est pas probable qu'un complexe sidérurgique s'implante à l'Ouest du village de Contrecoeur — c'est surtout à cause de cela qu'on disait que l'eau pouvait être à un moment donné contaminé — sans pour cela éviter l'installation d'autres industries, nous en sommes venus à la conclusion que le diamètre de la conduite d'adduction qui est de 10 et de 8 pouces soit modifié plus tôt que prévu par l'addition d'une conduite en parallèle qui coûterait le même prix que l'usine de filtration, en incluant les frais d'opération ».

C'est alors qu'un autre projet de conduite de distribution d'eau pour alimenter la partie ouest de la paroisse de Contrecoeur nous a été soumis, et, à cet époque, le commissariat des incendies exigeait la construction d'un réservoir de distribution d'une capacité d'un million

de gallons d'eau, alors que les « underwriters » exigeaient une capacité de deux millions.

Il va de soi que le coût de construction d'un réservoir de deux millions de gallons d'eau est différent de celui de 250 mille gallons d'eau comme il en avait été question en 1963.

Non, j'en ai pour cinq minutes, pas plus que cela. Ce sont des faits nouveaux extrêmement importants. Ces deux faits nouveaux-là: approvisionnement en eau potable, population qui augmente, protection contre incendie tout à fait inadéquate. Mais dans l'exposé de l'ex-ministre, ce qui m'a le plus bouleversé, c'est sa façon de faire fi de la Régie des eaux qu'il a présidé à créer. Je veux affirmer de nouveau que jamais, directement ou indirectement, je ne suis intervenu dans aucune décision prise par la régie ou qu'elle a à prendre. Pour expliquer ma conduite, la loi de la régie des eaux, Statuts refondus 1964, chapitre 183. « Les devoirs de la régie sont ceux-ci: Exercer la surveillance et le contrôle de la qualité des eaux de surface et souterraine partout dans la province, et deuxièmement — c'est là l'explication des relations qui doivent exister entre le ministre et la régie — faire rapport au ministre des Affaires municipales chaque année, de ses opérations ». Son seul devoir envers le ministre c'est de lui faire rapport.

« Il appartient à la régie — ce sont ses pouvoirs — d'édicter le règlement, enquêter sur toute matière de sa compétence, autoriser toute municipalité ou personne à exécuter des travaux d'acqueduc ».

C'est elle qui décide, elle qui prend la décision où va s'établir l'usine, où va s'établir le réseau, de quelle façon cela peut être construit. C'est elle qui décide ça, c'est elle qui autorise toute municipalité ou personne à exécuter des travaux d'aqueduc, d'égout et à construire des usines de traitement des eaux, c'est dans la loi, c'est textuel ça: « Accorder, modifier ou annuler un permis à toute personne pour l'exploitation d'un service, rendre à l'égard d'une personne exploitant un service d'aqueduc et d'égout des ordonnances relativement à la qualité du service, l'extension du système, un rapport à faire aux modes d'exploitation. » Alors vous voyez que la Régie et vous avez mentionné tout à l'heure que le ministre devrait bloquer les règlements d'emprunt, qu'il devrait dire « bedoung » on coupe ça. Mais je crois bien et je ne vous apprendrai rien, mais je vais vous rafraîchir la mémoire.

Lorsqu'un projet d'égout ou d'aqueduc arrive au ministère, première formalité qu'il doit subir et remplir avant d'arriver jusqu'au ministre pour une approbation de ce règlement d'em-



prunt il doit être approuvé par la Régie des eaux. Quand il a franchi cette étape, ce règlement d'emprunt, va aussi à la Commission des affaires municipales qui, elle, surveille, enquête et décide si cette municipalité a la capacité de payer ce nouvel équipement. Plus que ça, dans le cas de Contrecoeur, avant que le règlement soit approuvé par la Commission municipale, des soumissions ont été demandées avec la prise d'eau, le tuyau d'adduction, l'usine etc., pour être bien sûr qu'il n'y aurait pas des coûts excédentaires ou supplémentaires pour la prise d'eau.

Et la situation financière du village de Contrecoeur est excellente. Or, après avoir subi ces épreuves et cette surveillance et ce contrôle, ce règlement d'emprunt va chez le contentieux qui lui l'examine au point de vue légal et c'est après ça qu'il arrive chez le ministre et le ministre tout ce qu'il a à faire, son principal devoir c'est de s'assurer que toutes ces étapes-là ont été bien franchies.

Et pourquoi le ministre n'approuverait-il pas un règlement qui est selon,...

M. LAPORTE: Du moment qu'il est soumis, pourquoi est-ce qu'il ne l'approuvera pas?

M. LUSSIER: Il n'appartient pas au ministre...

M. LAPORTE: Il n'est que le ministre après tout.

M. LUSSIER: ... parce qu'il a tout subi ces épreuves et c'est simplement endernier...

M. LAPORTE: Pourquoi ne serait-il pas un « rubber stamp »?

M. LUSSIER: Si ce règlement d'emprunt ne passe pas à un de ces services, commissions ou organismes quasi judiciaires, il ne se rend pas chez le ministre pour une approbation. Vous le savez fort bien. Entervinant, je veux simplement souligner le fait que je trouve, évidemment, malheureux et étrange qu'un ministre se soit posé en médiateur dans ce cas. Je ne dirai pas qu'il est intervenu, parce que je ne veux aucunement lui prêter des intentions. Au contraire, je crois qu'il devait être bien intentionné, mais je trouve étrange cette conduite par rapport à des organismes quasi judiciaires.

M. LAPORTE: Vingt paroles. Chacun a sa conception du rôle de ministre. Il y en a qui trouvent que c'est un poste où l'on doit être actif et s'occuper de son affaire.

M. LUSSIER: Je n'ai pas de leçons à prendre, sur l'activité du ministère, vous le savez.

M. LAPORTE: Il y en a d'autres qui se prennent pour des « rubber stamps »; chacun a sa conception.

M. LUSSIER: Je n'ai pas de leçons à prendre de vous. Pour un type qui s'est occupé de son ministère, avec tous les postes que vous aviez et le peu de temps dont vous disposiez pour vous occuper de chacun!

M. LAPORTE: On ne peut pas tous être maire, député et ministre, c'est vrai. C'est lui qui me dit ça, à part ça. Imaginez-vous donc.

M. LUSSIER: Vous avez ouvert un bureau d'avocat, vous avez été presque en même temps, nommé ministre des Affaires municipales, ministre des Affaires culturelles, leader du gouvernement, à part les autres activités, député de Chambly, etc. Vous pensiez que vous aviez du temps en trop? Comme maire et comme député, l'un est le prolongement de l'autre, et j'ai cessé de pratiquer la médecine depuis que je suis ministre.

M. LAPORTE: Quant au bureau d'avocat, oubliez donc ça, je n'en ai jamais eu.

M. LUSSIER: Et vous, vous avez commencé à pratiquer le droit.

M. LAPORTE: Je tiens à mettre au dossier qu'une fois de plus le ministre parle de choses qu'il ne connaît pas. Je n'ai jamais eu de bureau d'avocat pendant que j'étais ministre, jamais. C'est clair? Et tous mes collègues qui étaient ministres ont été obligés de fermer leur bureau d'avocat parce qu'ils n'avaient pas le temps d'y aller.

M. LUSSIER: Vous n'étiez pas associé?

M. LAPORTE: Je n'étais associé avec personne ou qui que ce soit. Bien?

M. LUSSIER: Avez-vous envoyé des comptes comme avocat?

M. LAPORTE: Non, je ne pratiquais pas, sauf quand j'étais simple député.

M. LUSSIER: Pendant que vous étiez ministre?

M. LAPORTE: Quand j'étais député, mais

dès que j'ai été nommé ministre, j'ai quitté. Est-ce que vous envoyez des comptes comme médecin quand vous ne pratiquez pas, vous?

M. LUSSIER: Oui. Il y a quelques cas que je peux...

M. LAPORTE: Ce sont des vieux cas que vous avez retrouvés dans vos livres; c'est normal. Alors, laissons donc chacun exercer ses professions, pour l'amour. Le député est en train de m'ôter le plaisir que je voulais avoir en terminant les crédits.

C'était la première fois, ça été un peu plus long qu'on pensait. On lui souhaite cependant une excellente administration. Il est responsable d'un ministère assez difficile, les municipalités étant dans un état financier délicat. Nous lui souhaitons une bonne administration, et au plaisir de se revoir dans douze mois.

M. LE PRESIDENT: Article 5, adopté. Article 7, adopté. Article 8, adopté, 9 adopté.

M. LAPORTE: La ville de Laval, il n'y a pas lieu de faire un débat sur cela.

M. LUSSIER: Pardon?

M. LAPORTE: La ville de Laval, il n'y a pas lieu de faire un débat sur cela?

M. DOZOIS: On en parlera demain matin.

M. LAPORTE: Demain matin, ajourné à demain matin.

M. BELLEMARE: 8 h 15, les Affaires culturelles.

M. LE PRESIDENT: Le comité suspend ses travaux jusqu'à 8 h 15.

## Reprise de la séance à 20 h 15

### Crédits du ministère des Affaires culturelles

M. LEBEL (président du comité des sub-sides): A l'ordre, messieurs!

M. BELLEMARE: M. le Président, les Affaires culturelles, à la page 9.

M. LE PRESIDENT: Affaires culturelles 1.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je voudrais, avant de proposer l'adoption du budget du ministère des Affaires culturelles, faire quelques très brèves observations sur l'activité que nous avons poursuivie pendant l'exercice qui s'est terminé et que nous avons commencé au cours des mois de l'exercice actuel.

Nous avons, au cours du dernier exercice financier, mis l'accent sur l'organisation de l'enseignement musical en restructurant les cadres de cet enseignement. C'est ainsi que nous avons poursuivi l'activité qui avait déjà été commencée mais que nous avons consolidée et à laquelle nous avons donné des structures nouvelles.

L'organigramme de l'enseignement de la musique est le suivant: il y a le ministre des Affaires culturelles, le sous-ministre évidemment, le directeur général de la musique, assisté d'un conseiller spécial en musique, qui est le maestro Wilfrid Pelletier. Nous avons aussi apporté des changements en créant des postes nouveaux, dont les postes d'adjoints pour dépistage et orientation, de même qu'un adjoint pour la liaison avec tous les organismes qui s'occupent d'activités musicales dans le Québec.

Nous avons également mis l'accent sur les conservatoires qui existaient déjà, soit ceux de Québec, Montréal, Val-d'Or et Trois-Rivières, et nous avons créé deux autres conservatoires de musique, les conservatoires de musique de Hull et de Chicoutimi.

J'ai déjà eu l'occasion de déclarer que l'enseignement musical, qui est dispensé dans les nouveaux conservatoires et qui sera dispensé éventuellement dans les conservatoires que nous nous proposons de créer, est un enseignement à caractère professionnel, de sorte que les étudiants qui s'inscrivent à ces conservatoires pourront, selon les disciplines qui y sont données, poursuivre un enseignement musical de caractère professionnel jusqu'à la fin de leurs études normales dans les disciplines.

Nous avons, d'autre part, mis l'accent sur la déconcentration de la culture, en essayant de

mettre à la disposition de tous les citoyens, dans tout le territoire du Québec, le bien culturel par le truchement de tournées, d'expositions itinérantes, etc. Nous avons mené des expériences, notamment dans la région de Chicoutimi, où nous avons poursuivi des recherches intenses faites par des sociologues et des spécialistes. Nous avons également fait des expériences qui se sont avérées fort profitables dans la région du Nord-Ouest du Québec, notamment, cette tournée « culture vivante », dont j'ai eu l'occasion de parler à plusieurs reprises. Nous avons également défini, parce qu'il était urgent qu'on le fasse, la politique du ministère en ce qui concerne les centres culturels. En effet, comme on le sait, à la suite des initiatives qui avaient été prises à l'occasion des fêtes du centenaire, dites de la Confédération, nous avons eu à assumer la responsabilité de l'activité d'un très grand nombre de centres culturels.

J'ai eu l'occasion, lors d'une conférence de presse, d'annoncer la politique que nous entendions suivre dans ce domaine. Je vous donne brièvement, en vrac, les trois domaines d'activité qui ont fait l'objet de nos préoccupations particulières au cours de l'exercice qui s'est terminé à la fin de mars.

Au cours de l'exercice qui vient de commencer et qui se poursuivra, nous allons mettre l'accent sur la réorganisation de l'enseignement de l'art dramatique, sur le cinéma, sur la structuration des musées du Québec — les musées qui existent à l'heure actuelle, les musées régionaux et les petits musées — de même que sur la conservation du patrimoine, notamment dans le domaine des monuments historiques et dans le domaine des archives.

Je vous indique là les grandes lignes de l'activité que nous entendons poursuivre pendant l'exercice qui vient de commencer.

Je ne veux pas insister davantage. J'aurai l'occasion, si on le veut bien, en répondant aux questions, de fournir des renseignements plus complets sur l'activité du ministère.

Mais, avant de proposer l'adoption des crédits que nous soumettons à l'examen de la Chambre, je voudrais vous présenter, non pas M. le sous-ministre Frégault, que vous connaissez, qui est maintenant le commissaire général à la coopération, mais le nouveau sous-ministre au ministère des Affaires culturelles, mon collaborateur, M. Raymond Morissette.

Alors, M. le Président, je propose donc l'adoption des crédits du ministère des Affaires culturelles, tels qu'ils apparaissent au livre du budget déposé par le ministre des Finances.

M. LAPORTE: M. le Président, je prends note du fait que le ministre est un peu plus loquace que l'an dernier. Je considère ça comme un progrès, et je vais simplement lui suggérer que, dans l'activité de son ministère, qu'il nous a décrit, il ait l'obligeance de pousser ses fonctionnaires afin que nous ayons en temps utile pour l'étude des crédits, les réponses aux questions que nous posons.

Je m'excuse, M. le Président.

M. BELLEMARE: Restez avec nous autres.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il va s'intéresser à la culture.

M. BELLEMARE: Il n'y a pas moyen.

M. LAPORTE: Nous avons des questions du 3 avril: « Combien de réunions le conseil des arts du Québec a-t-il tenues depuis le 1er avril 1967 jusqu'au 31 mars 1968? » L'on ne prétendra pas que répondre à une question aussi simple que celle-là demandait une recherche à n'en plus finir. J'ai demandé également: « Le conseil des arts a-t-il présenté des résolutions au ministre des Affaires culturelles? Dans l'affirmative, à quelle date? » Cela ne doit pas poser de problèmes si sérieux que l'on n'ait pas pu, depuis plus de deux mois, trouver l'occasion de répondre à une question comme celle-là.

J'ai également demandé le montant total des achats de livres effectués au cours de l'année 67/68 par le service des lettres.

J'ai demandé combien de numéros de la revue Culture vivante ont été publiés par le ministère des Affaires culturelles. Quel est le tirage total de la revue? Dans combien de pays est-elle distribuée? Quels sont les noms des citoyens français et canadiens travaillant en France qui reçoivent ladite revue? Quel a été, jusqu'au 31 mars 1968, le montant total dépensé par la province pour cette publication, y compris les frais de distribution?

Je pense bien que, là encore, il n'était pas très compliqué ni très difficile de donner des réponses. Ceci dit, en demandant au ministre de faire diligence davantage l'an prochain, à moins que certains de mes collègues aient des questions à poser au poste « administration ». Je me permettrai seulement de saluer la présence de M. Frégault, avec qui j'ai eu l'honneur et le plaisir de collaborer, et de souligner la nomination d'un remplaçant, d'un nouveau sous-ministre à qui nous ne pouvons que souhaiter bonne chance et bon succès.

Je n'ai pas d'objection à ce que l'on adopte le poste budgétaire 1, administration.

M. LE PRESIDENT: Poste budgétaire 1, adopté?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, avant que nous ne procédions à l'adoption du poste budgétaire 1, je voudrais indiquer à l'honorable député de Chambly que les réponses aux questions auxquelles il vient de référer sont prêtes et que nous les déposerons incessamment.

Toutefois s'il veut avoir des réponses verbales au cours de la discussion, nous pourrions les lui donner, mais les règlements de la Chambre exigent que lorsqu'une question est inscrite au feuillet, nous déposions le document.

Adopté, M. le Président.

M. LE PRESIDENT: Poste budgétaire 1, adopté.

M. LAPORTE: Adopté. Nous passons maintenant à l'Office de la langue française.

Est-ce que je pourrais demander au ministre de me donner des réponses aux questions que j'ai posées relativement à la revue Culture vivante? Combien de numéros de Culture vivante ont été publiés par le ministère des Affaires culturelles au cours des douze derniers mois?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce ne sera pas long. Au sujet de Culture vivante, au cours de l'exercice 67/68, nous avons publié le numéro 5 en juillet, le numéro 6 en octobre, un numéro double, 7 et 8, en janvier, Le numéro 9 du mois de mars est sorti en retard, mais la facture avait été transmise à la comptabilité avant le 31 mars. Le tirage est de 10,000 exemplaires par numéro, le nombre d'abonnés de 2,700, la distribution gratuite de 2,178, pour un total de 4,878.

Quatre mille exemplaires sont donnés à une agence de distribution pour vente dans les kiosques à journaux et les librairies. Quatre cents sont donnés à l'imprimeur du gouvernement, 100 au musée d'art contemporain et 50 au Musée du Québec. Le coût de l'abonnement est de \$2 par année, comme on le sait; \$1 pour les étudiants; prix du numéro, \$0.50. Et, maintenant, vous m'avez demandé la distribution par pays, n'est-ce pas? Alors, pour le Canada, y compris le Québec, 8,028; Etats-Unis d'Amérique 241 exemplaires; Afrique, 3; Algérie, 2; Argentine, 5; Autriche, 1; Belgique, 22; Brésil, 2; Burundi, 1; Cameroun, 2; Congo, 4; Côte d'Ivoire, 1; Répu-

blique Dominicaine, 1; Ethiopie, 1; France, 266; Grand Duché du Luxembourg, 1; Grande-Bretagne, 151; Haïti, Israël, 1; Italie, 14; Liban, 2; Madagascar, République Malgache, Maroc, Mexique, 1; Pologne, 2; Rwanda, Sénégal, 1; Suède, 2; Suisse, 6; Tchécoslovaquie, Tunisie, 1; Yougoslavie, 1; URSS, 1; pour un total de 8,773.

M. BELLEMARE: Est-ce que l'honorable député voudrait qu'on lui donne cette copie pour ce soir?

M. LAPORTE: S'il vous plaît.

M. BELLEMARE: ... et nous déposerons quand même, en trois exemplaires, tel qu'on le fait habituellement. Est-ce que ça le satisfait?

M. LAPORTE: Oui, oui, sans doute. Merci, je l'apprécie beaucoup.

M. le Président, je remercie le ministre, et je voudrais me référer aux numéros 7 et 8 de Culture vivante. Lors d'un incident qui nous avait paru ou qui avait paru, à certains, désagréable, celui qui occupe actuellement le poste de premier ministre du Canada, M. Pierre Elliott Trudeau avait déclaré que nous parlions « a lousy French » que l'on avait traduit dans certains journaux — et le mot a fait fortune — que nous parlions un français « pouilleux ». Le ministre des Affaires culturelles du Québec, entre autres, s'est fort insulté de cette déclaration. L'on avait même, dans la Presse du 16 janvier 1968, coiffé son intervention du titre suivant: « Les ambitions politiques d'un océan à l'autre imposent à certains hommes politique des servitudes humiliantes. » Quels étaient les reproches majeurs que le ministre des Affaires culturelles — dans une intervention il va sans dire dénuée de tout caractère politique — quels étaient les reproches qu'il faisait au personnage en question?

Il affirmait que cette langue dont avait parlé M. Trudeau n'était pas plus mauvaise que celle des Anglo-Canadiens ou des Américains. « C'est une insulte aux Canadiens français, disait-il, que de déclarer qu'ils parlent en pouilleux — traduction de « lousy French » — et cette insulte est d'autant plus cuisante qu'elle leur est servie dans une province anglophone par un représentant du Québec ».

« Il n'est guère, disait le ministre, d'exemples dans l'histoire d'un opportunisme aussi dégradant ». Je cite toujours le ministre qui affirmait ceci que je voudrais bien que vous notiez: « A cause de M. Trudeau, s'est encore

une fois accréditée auprès des anglophones la légende, par trop répandue, du langage incorrect que parleraient les Canadiens français. Notre langue, disait-il, est généralement correcte, même s'il faut déplorer qu'en certains milieux, on n'apporte pas à la parler et à l'écrire tout le soin qu'on devrait y mettre. Il peut être utile, disait le ministre et je vous souligne ce passage, en certaines circonstances, de mettre le doigt sur les faiblesses des siens, mais c'est là une affaire de famille ».

M. Tremblay, dit le journal, a terminé sa déclaration en invitant tous ses compatriotes sans doute ulcérés, à protester contre l'attitude de M. Trudeau. En somme, on disait, premièrement, que M. Trudeau avait fort exagéré quand il avait prétendu que notre langue était généralement incorrecte; deuxièmement, qu'il avait eu le tort de le dire à ce que j'appellerais du terme générique des étrangers, et, troisièmement, que l'on peut parfois nous dire nos vérités, mais encore faut-il que cela se fasse en famille. Je pars de là pour prendre les numéros 7 et 8 de la revue *Culture vivante*, publiée par les soins du ministère des Affaires culturelles du Québec, dont le ministre, qui défend ce soir ses crédits, est titulaire. Je lis un article qui reproduit des extraits d'une conférence qu'il avait prononcée, le 11 septembre 1967, intitulée: « Situation du français au Québec ».

Rappelons-nous que, quand on répondait à M. Trudeau, ce politicien qui voulait être élu d'un océan à l'autre, on disait qu'il accréditait la légende, par trop répandue, du langage incorrect que parleraient les Canadiens français. Or, je cite maintenant le ministre: « La langue du gouvernement est mauvaise, dit-il, la langue des maîtres est mauvaise, la langue des affaires est mauvaise, la langue des moyens de diffusion est loin d'être sans reproche, la langue des élites, mâtinée d'anglais, n'est guère mieux. » Voici l'homme qui reproche à celui qui était alors ministre de la Justice d'avoir déclaré que nous parlions un « lousy french », voici l'homme qui dit que, dans aucun domaine, notre langue est satisfaisante. Il emploie même le qualificatif « mauvaise » pour la décrire!

« Il faut se rendre compte de la situation du français parlé et écrit au Québec, écrivait le ministre, il suffit de regarder, d'écouter pour constater la détérioration de notre langage. » C'est le ministre qui parle. Est-ce que ceci cesse d'être vrai quand c'est déclaré par un homme politique Canadien français, et que par hasard, il appartient à un autre parti politique que le sien? Est-ce que ce qui était complot, d'une certaine nature, qui était faux

dans la bouche de M. Trudeau, devient vérité éclatante et bonne à dire quand c'est dans la bouche du ministre des Affaires culturelles?

M. Trudeau a déclaré cela à des Anglais, dans une province autre que Québec, et c'est un des reproches majeurs qu'on lui a adressé d'avoir osé aller chez des « étrangers » affirmer que notre langue est mauvaise. Or, dans quels pays a circulé la prose du ministre à l'effet que notre langue est mauvaise en général et, en particulier, aux Etats-Unis d'Amérique, en Afrique, en Algérie, en Argentine, en Autriche, en Belgique, au Brésil, dans Burundin, au Cameroun, au Congo, à la Côte d'Ivoire, la République dominicaine, l'Ethiopie, la France (266 exemplaires de la revue), Grand Duché du Luxembourg, Grande-Bretagne, Haïti, Israël, Italie, Liban, Madagascar, République Malgache, Maroc, Mexique, Pologne, Rwanda, Sénégal, Suède, Suisse, Tchécoslovaquie, Tunisie, Yougoslavie?

Si M. Trudeau était digne d'être condamné parce qu'il a dit, devant quelques Canadiens, que notre langue était de mauvaise qualité, combien davantage doit-on reprocher au ministre d'avoir eu l'audace de le répandre aux quatre coins du monde!

Si nous nous limitons à cet article du ministre, à cette déclaration que j'approuve — je serai le dernier à ne pas affirmer avec le ministre que notre langue française est malade

à bien des points de vue — m

moi l'homme qui a vilipendé un homme politique canadien parce qu'il avait dit la même chose.

Il l'a dite, et ça été répandu c

de pays. Et, si je tourne à la page 15 de ce document qui a circulé dans le monde entier, parlant de nous, Canadiens français — le ministre du Travail va être fort heureux d'apprendre cela — on décrit notre langue avec le titre suivant: Aux confins de l'inintelligible. Cela, c'est nous, Canadiens français, qui parlons de nous au monde entier!

Je lis un extrait: « La langue de l'information au Québec n'a guère d'existence propre. Elle subsiste dans l'équivoque en parasitant l'anglo-américain et l'anglo-canadien. »

Voilà ce qui circule dans le monde, encore une fois, ce qui est un document permanent dans beaucoup de bibliothèques et où on trouve aux pages suivantes une série d'exemples que je voudrais vous citer, M. le Président. Il y a un article intitulé: « Jouai populi, jouai Dei. » Le jouai du peuple, c'est le jouai de Dieu.

M. COITEUX: C'est effrayant!

M. LAPORTE: Cela, c'est nous qui, par les

soins du ministère des Affaires culturelles, faisons notre publicité à travers le monde. Et si vous allez un peu plus loin, après la page 31, vous verrez quelques exemples que l'on promène dans le monde de ce que nous faisons, nous, Canadiens français. Vous allez probablement — je ne sais si le règlement vous permet de rire, M. le Président, mais sûrement de sourire — vous allez certainement sourire quand je vais vous citer quelques exemples parce que c'est drôle. Mais, dites-vous que ce cahier — et pensez toujours à M. Trudeau qui a commis un crime incroyable contre son peuple, sa nation, sa patrie en disant que nous parlions un « lousy French » — imaginez que ce document est maintenant sur la table du ministre de la Culture du Cameroun...

M. COITEUX: Du Gabon.

M. LAPORTE: ... ou que ce document est entre les mains de 200 ou 300 de nos cousins de France. Et qu'y lit-on? Des titres, des annonces. « Ka cé ça Southern comfort? » Cela, c'est reproduit dans cette revue. « Fastback ou « grand soir »... «la Chevrolet 68, c'est en plein ça! » « La draft à Labatt. » M. le Président, nous avons parlé d'eau pendant suffisamment longtemps cet après-midi pour qu'on se permette de changer de sujet!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): L'épuration des eaux.

M. LAPORTE: « La boisson chaude de temps « fret » — « Les bibites s'installent à Auteuil. » — « Jolies tenues de nuit en nylon à bas prix pour le plaisir d'offrir ». — Cela fait le tour du monde actuellement et on dit ici que ça se trouve « dans la ville fondée par Champlain. » Cela, c'est Québec. Je suis certain que si des Américains venaient ici — il y en a qui l'ont fait et vous savez combien cela nous a vexés quand à Sainte-Anne-de-Beaupré — je ne sais si ça existe encore, non pas Sainte-Anne-de-Beaupré mais ce que je veux dire — ils photographiaient des chiens avec des lunettes attelés à de petites charrettes, de petites voitures —

M. LIZOTTE Avec des pipes de plâtre.

M. LAPORTE: Des pipes de plâtre... et se promenaient sur la Grande-Allée pour ne photographier que les choses les moins françaises, les moins jolies et faire un film que l'on présenterait aux Etats-Unis en disant: This is Québec, le ministre des Affaires culturelles et le gouvernement s'empresserait de protester officiellement en disant: Vous êtes loin d'a-

voir donné à ceux qui vont regarder votre film une image fidèle de ce qu'est la ville de Québec. Et ici on présente, « dans la ville fondée par Champlain, » « St-Roch Auto Machine Shop, bearings, crank's bearing, crank's kit, clutches... » — J'ai déjà pitié du copiste du journal des Débats — « Poliquin Tire Service » — Québec — avec un bel accent — « Québec Scrap Metals, » « Limoilou Battery Service, » « Lionel Gosselin, le roi du muffler. »

M. le Président, je vous avais prévenu que vous ririez.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Paradis Muffler.

M. LAPORTE: Je continue. On voulait donner probablement au monde entier un exemple de ce qu'est notre bilinguisme consécutif et on a présenté la photo d'un pauvre aveugle. D'ailleurs, je ne veux pas essayer d'attirer la pitié.

C'est ce qu'on a reproduit que je veux décrire, et c'est écrit: « Aveugle, blind; marié quatre enfants, married, four children: aidez-moi s'il vous plaît, help me please: merci, Thank you, Tadoussac. » Le seul mot qui ne soit pas dans les deux langues, apparemment, c'est Tadoussac, parce qu'il n'y est qu'une fois.

Alors ça, M. le Président...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est un mot indien.

M. LAPORTE: ... ça se promène dans le monde: c'est le bilinguisme des Canadiens français, parce qu'il y en a qui n'iront pas au-delà de ça. J'imagine qu'on ait reproduit dans, je ne sais pas trop, moi, l'Etoile du Cameroun ou la Voix du Congo, le petit entre-filet de M. Trudeau; bien, je pense que le ministre des Affaires culturelles n'aurait pas mobilisé la Sûreté provinciale pour déclarer la guerre à ces pays, mais presque.

Et voici que lui-même envoie des choses comme celles-ci dans ces pays-là: « Nous préparons les commandes pour sortir ».

M. TREMBLAY (Chicoutimi): « To take out ».

UNE VOIX: C'est vrai.

M. LAPORTE: « Entrez sans appointement ». « Vente mur à mur ». « Tout doit être vendu, fixtures comprises ». « Nous délivrons rive sud ». Cela doit être un genre de zouave que je ne connais pas particulièrement, « Souliers, habits toutes faites et faites

sur mesures ». Et je continue toujours, M. le Président, à décrire ce qu'on trouve dans cette revue. Pour mettre, disons le « fion », si la chose était nécessaire, on reproduit les extraits d'un film qui a été tourné au Canada par Michel Breault: « Entre la mer et l'eau douce ». Vous voyez, M. le Président, combien le titre est joli, délicat? Cela contient déjà la promesse d'un texte fort poétique, « Entre la mer et l'eau douce ». Alors, on commence à lire les petits textes qu'on a insérés au sein des images, le dialogue: « Donne-moi mon pad, Denise, Geneviève, viens ici un peu. Je veux pas te manger: je veux te parler. T'es ben bête à matin ». C'est nous qui nous promenons ainsi dans le monde. « Bon, qu'est-ce que vous prenez? » « Qué cé que t'as, es-tu malade? » « Y en a qui t'ont connue moins sauvage, ouais, fais donc pas la fraîche ». « Enarve-toé pas, l'jeune » « Ecoute, Charlie, laissé-moi travailler à matin ». Et vous en avez trois ou quatre pages comme ça.

J'en ai suffisamment dit ou peut-être ai-je été partiellement injuste. Il s'agit d'un numéro où il est question de la langue française. En dehors des citations que je vous ai faites, il y a cependant, des articles fort bien présentés par des collaborateurs de qualité. Il reste que, pour une clientèle fort sélecte et qu'il nous est impossible de connaître ou d'informer davantage, le français du Québec est représenté par ce qui attire toujours plus que les mots: les images qui ont été envoyées aux quatre coins du monde.

Je voudrais que le ministre m'explique comment il se fait qu'il a été si scandalisé lorsque M. Trudeau a dit une chose avec laquelle le ministre est d'accord: que nous parlons un français d'une qualité douteuse, à des étrangers, alors que, lui, le ministre de la Culture, s'est chargé de répandre avec beaucoup plus de précisions ce que lui-même appelle la légende de la mauvaise qualité de notre français qu'il s'est chargé de répondre dans — j'ai énuméré les pays tout à l'heure — il y en a sûrement une trentaine.

J'attends ou les excuses du ministre à l'endroit du premier ministre du Canada ou des explications fort sérieuses qui nous permettraient de concilier les deux attitudes.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je répondrai très brièvement à l'argumentation de mon collègue, le député de Chambly. Premièrement, le numéro de Culture vivante, dont il vient de nous donner quelques extraits, est un numéro qui a fait suite à ce grand congrès de la Biennale de la langue française,

au cours duquel des spécialistes du monde de la francophonie se sont penchés sur les problèmes de l'évolution du français dans les pays francophones.

A cette occasion, comme les représentants de ces divers pays se trouvaient en famille, c'est-à-dire dans un milieu francophone, ils ont examiné la situation de la langue et ont fait état de certaines faiblesses, certaines déficiences, et une incorrection générale qui tend à se répandre dans les divers pays où le français est la langue officielle ou la langue d'usage.

Il s'agit donc d'un document, parlant de ce numéro de la revue Culture vivante, d'un numéro qui s'adressait spécialement à tous ceux qui s'intéressent au problème de l'évolution et de la correction de la langue française à travers le monde. Certes, ce numéro a été diffusé dans divers pays du monde. Il a été envoyé aux spécialistes qui nous en ont fait la demande et à certains organismes qui se spécialisent dans l'étude du langage de la langue française.

Nous étions donc justifiés de publier ce numéro qui, distribué dans le Québec, était de nature à mettre le doigt sur une plaie qui est évidente. Le député de Chambly l'a reconnu. Deuxièmement, quant à la question de savoir si le ministre des Affaires culturelles a plus que l'aspirant premier ministre du Canada le droit de faire ce que j'ai fait, il s'agit là d'une question politique. En ma qualité de ministre des Affaires culturelles, je suis autorisé à le faire, et — je pense bien que le député de Chambly en conviendra — j'ai le droit de donner l'alarme, le lancer un cri lorsque je me rends compte de la situation du français parlé et écrit au Québec. C'est ce que j'ai fait à l'occasion de la Biennale de la langue française.

Mais, cependant, je n'ai pas voulu, et je ne le ferai jamais, utiliser une tribune politique en présence des adversaires les plus irréductibles du français, et cela aux fins de me faire élire chef d'un parti, pour dénigrer la langue parlée par mes compatriotes. Il reste donc, M. le Président, que je prends note de l'intervention fort généreuse, vigoureuse et sympathique que vient de faire le député de Chambly en se portant à la défense de son ami, M. Pierre Elliott Trudeau.

M. LAPORTE: M. le Président, je savais que le ministre, avec sa délicatesse coutumière, verrait dans cette intervention une allusion politique. Les idées et les ambitions de M. Trudeau, c'est une chose. Les citoyens du Canada auront à se prononcer le 25 juin 1968. Je

n'ai pas l'intention de leur dicter directement ou indirectement une ligne de conduite. Je ne me suis jamais, personnellement, occupé d'élection fédérale et je n'ai pas l'intention de changer d'attitude cette année.

Si les crédits des Affaires culturelles sont étudiés le 13 juin 1968, je n'en suis pas responsable, si ce n'est qu'ayant fait durer l'étude des crédits des Affaires municipales un certain temps, nous aurions pu peut-être les étudier le 11 ou le 12, mais cela n'aurait rien changé.

Est-ce que le ministre des Affaires culturelles se sent investi seul de la mission de sonner l'alarme pour la défense de la langue française? Est-ce qu'il croit que cela aide la défense de la langue française de sonner l'alarme dans une vingtaine de pays du monde? Est-ce que le ministre est d'avis que toutes les choses qu'il a dites lui-même, et qui sont vraies encore une fois, que notre langue parlée est comme ceci et cela, que ceci cesserait d'être vrai et que ce serait voisin du crime de le déclarer, si c'était dit par une autre personne que l'auguste ministre?

M. le Président, j'ai posé une question directe au ministre, et il a préféré faire tourner la discussion à la querelle politique. Je vais reposer ma question. Comment se fait-il qu'il ait affirmé, quand une autre personne a dit que nous parlions un français douteux, qu'il ait jugé que c'était une insulte aux Canadiens français? Parce que cela a été dit en présence d'étrangers, de Canadiens anglais. Comment cela devient-il vertueux quand on va infiniment plus loin et qu'on répand cela dans une trentaine de pays du monde? Est-ce que c'est parce que cela porte la griffe du ministre des Affaires culturelles? Que dire alors des autres articles? Puisque, dans la revue à laquelle je me réfère, il n'y a qu'un article relativement court du ministre. De quel droit, M. Gilles Lefebvre a-t-il écrit: « Telle langue, tel peuple »? De quel droit, M. Jacques Poisson a-t-il signé un article: « Aux confins de l'inintelligible »? Il n'est pas ministre des Affaires culturelles, ce n'est pas le pompier en chef qui doit sonner l'alarme. Pourquoi M. René Charbonneau a-t-il écrit un article intitulé « Le français dans le monde du travail en court-circuit permanent »? Ou un autre « En publicité, le français n'est-il qu'accessoire »? Et ainsi de suite. Est-ce que tous ces gens-là avaient le droit d'écrire ces choses? Est-ce que, non seulement ils avaient le droit d'écrire ces choses, mais que le ministre devait se charger, par une publication payée à même les taxes des contribuables de la province de Québec, de répandre leur prose aux quatre

coins du monde avec sa bénédiction? Et pourquoi alors dénoncés en des termes à peine polis, parce qu'il occupe dans une autre juridiction un poste fort important, — ce qui doit également lui donner des responsabilités, — celui qui affirme que nous parlons un français douteux? Est-ce que c'est la qualité du personnage qui rend faux ce qu'il a dit, alors, que d'autres personnes, avec l'approbation du ministre, l'ont dit en termes beaucoup plus vigoureux?

Est-ce l'endroit où il l'a dit? Comment se fait-il, dans ce cas-là, que le ministre s'est chargé lui-même de répandre ses propos dans un nombre incroyable de pays.

Encore une fois, je veux demander au ministre: Est-ce qu'il a fait, dans le cas de M. Trudeau, une intervention purement politique? Juge-t-il que ce qu'il a fait, lui, avec la revue Culture vivante est une erreur? On ne peut pas avoir raison sur les deux plans, prétendre qu'un homme politique, avec les ambitions qu'il a — c'est sa responsabilité — qu'un homme politique qui dit la même chose que le ministre et en fait en dit beaucoup moins, a injurié tout un peuple, alors que lui, le ministre, a fait infiniment plus et s'en vante. Je voudrais, encore une fois, qu'il tente de concilier les deux attitudes.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Article 2, M. le Président, Office de la langue française.

M. LAPORTE: Adopté. Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Article 2 adopté. Article 3.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Adopté. Article 4.

UNE VOIX: Une minute.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Poste 3?

M. LE PRÉSIDENT: Poste 3.

M. LAPORTE: M. le Président, « direction des relations culturelles », j'imagine que c'est là que nous pouvons aborder les ententes culturelles, relations avec la France et d'autres pays.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pardon?

M. LAPORTE: Est-ce que c'est là qu'on peut aborder...

M. BELLEMARE: Les problèmes.



M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, non, non.

M. LAPORTE: C'est où ça?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Relations culturelles, direction des relations culturelles. Où êtes-vous rendu là? Vous êtes à l'article 2.

M. LAPORTE: Article 2 adopté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Bon d'accord. Alors direction des relations culturelles, coopérations extérieures, d'accord.

M. LAPORTE: M. le Président, j'ai suivi d'assez près, au cours de l'année, les activités du ministre dans le domaine des relations avec l'étranger, et Je me demande si, à cause d'un manque de conviction ou de pouvoir de convaincre de la part du ministre — nous ne sommes pas dans le domaine des relations France-Québec — je me limite aux problèmes culturels, si nous ne sommes pas en train ou d'une façon plus générale, de participer à un marché de dupes. C'est un problème qui n'est pas facile à aborder. J'ai été, et je ne référerai en aucune autre façon à mon importante personne, j'ai été celui qui a signé la première entente culturelle. Donc, j'y crois. Mais il est un problème d'une importance capitale. Nous croyons aux relations avec la France, et nous les jugeons nécessaires. Nous les jugeons nécessaires à la condition stricte qu'elles deviennent pour nous un moyen d'épanouissement, et non une façon nouvelle et, d'une certaine manière agréable d'être sous la coupe d'une autre puissance. Voici ce que je veux dire, M. le Président. Nous vivons au Canada depuis 100 ans. Nous n'avons pas toujours été complètement heureux des relations qui ont existées entre les deux groupes ethniques, particulièrement des relations que nous avons entretenues avec le gouvernement central.

Ce serait une trop longue histoire — j'ai eu l'occasion de résumer en cette Chambre en d'autres circonstances — mais il est arrivé que, pendant plusieurs générations, quand les Canadiens français devenaient un peu trop turbulents, on leur donnait une sucette: monnaie bilingue, chèques bilingues, timbres-poste bilingues. Et, pendant des générations, nous avons commis le péché collectif d'être pris d'enthousiasme devant de tels gestes. Je me souviens quand j'étais petit garçon — j'avais douze ou treize ans — et qu'on avait donné la monnaie bilingue. Des Canadiens français croyaient presque que c'était la revanche des Plaines d'Abraham! Nous avons accepté que, pendant des générations, on nous donne ce que j'appellerais

pratiquement des cadeaux de Grecs. Un jour, nous nous sommes réveillés. Nous avons dit — et je pense que c'est une attitude saine: — Nous sommes disposés à continuer à cohabiter, mais à des conditions nouvelles. Nous entrons dans une période de négociations intéressantes, où nous allons discuter comme des partenaires à part entière. Disons qu'une fois pour toutes, je l'espère, nous avons perdu vis-à-vis d'Ottawa notre complexe d'infériorité.

Ceci m'amène à dire qu'avec la France, pour laquelle j'ai du respect et de l'amitié, prenons bien garde de répéter l'erreur que nous avons commise avec nos amis Canadiens pendant cent ans et d'aller nous laisser endormir par des babioles alors que les choses importantes vont nous échapper pour aller ailleurs. Si on veut des précisions, j'en donnerai. Si nous allons, Canadiens français, parce que ça fait chaud au cœur, et qu'on se sent plus facilement en confiance avec un peuple comme le peuple français, ce qui est normal, et ça me plaît, mais si nous allions commettre l'erreur de hisser le drapeau tricolore chaque fois qu'on nous fait un clin d'oeil, nous commettrions une faute grave contre les relations avec la France elle-même, parce que la génération des gens peu réalistes est terminée. Nous nous en allons, et vite — et je trouve ça bien — vers une génération de jeunes qui vont nous demander des comptes. Ils ne se limiteront pas à la dentelle et aux oripeaux. Ils vont vouloir aller plus en profondeur... pour ne pas utiliser des expressions qui vont paraître banales dans cette discussion. Je vais donner un exemple précis. Comment se fait-il que nous, Québécois, avons décidé... Est-ce pour subventionner le gouvernement français? Je ne le sais pas — je m'excuse de devoir entrer dans un domaine qui ne relève pas, et de loin de là, des Affaires culturelles, mais, je veux simplement faire une comparaison —. Comment se fait-il que nous ayons décidé de détaxer les vins?

M. BELLEMARE: Les quoi?

M. LAPORTE: De ne pas ajouter 5% de taxes additionnelles? Je veux faire une comparaison, je m'excuse, une comparaison qui va tenir en quelques secondes. Je vous dis que ça ne doit pas être une voie à sens unique, c'est tout ce que je veux dire. Je ne veux pas accuser le gouvernement, je veux simplement donner un chiffre. Nous avons, pour des raisons que j'ignore, décidé de détaxer ou de ne pas surtaxer de 5%, pour environ \$4,500,000 de vins de diverses sortes que nous importons de France.

Cela fait \$250,000 que nous donnons au gouvernement français indirectement.

M. BELLEMAKE: C'est peut-être parce qu'il ont été les plus taxés depuis le début.

M. LAPORTE: Pendant la même période, depuis le 1er janvier 1968, les éditeurs et les écrivains canadiens, qui ont déjà une difficulté terrible à pénétrer sur le marché français, sont frappés d'une surtaxe de 11% à l'entrée, ce qui finit par faire une taxe de 16%. Où est la réciprocité?

Je demande au ministre: En vertu de quels principes, et à la suite de quelles discussions sommes-nous dans la situation qui nous est faite? Je vais rappeler, moitié à la blague, le titre dont on coiffait la conférence de presse que le ministre des Affaires culturelles a faite à son retour de Paris, le 23 janvier 1968. On disait: « Je ne rapporte rien en espèces sonnantes ». Je comprends. Disons que, pour les écrivains et les éditeurs canadiens — je ne dirai pas que c'est le résultat de son voyage, mais cela s'est produit en dépit de son voyage en Europe — l'un des commerces ou l'une des formes de culture des plus menacés actuellement chez nous, s'est vu, en France, après les embrassades que l'on sait, chargé d'une taxe additionnelle de 11% à 16%.

C'est la seule chose...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Est-ce que vous acceptez de parler du problème général du livre, là?

M. LAPORTE: Non, non j'y viendrai. Je veux simplement dire au ministre que ce sera trop peu, dans un an, dans deux ans, dans trois ans, de dire que nous avons signé des ententes pour recevoir quelques revues additionnelles et pour que les gouvernements échangent des documents. Ce qui compte pour les nôtres, c'est que véritablement le gouvernement français prenne les moyens de faciliter la mise à exécution d'une entente que nous avons signée et où il est question, d'une façon très précise, du livre, et qu'il accepte de prendre les dispositions nécessaires pour faciliter véritablement la diffusion du livre canadien de langue française en France.

Il est arrivé, de plus — le ministre devrait faire enquête; peut-être est-ce déjà fait — que le gouvernement français a décidé d'augmenter sensiblement la TVA (la taxe à la valeur ajoutée) sur toutes les ventes faites à l'intérieur de la France. Evidemment, cette taxe ne s'applique pas à l'exportation, mais il est ar-

rivé qu'un nombre important d'éditeurs ont profité de l'augmentation de l'impôt pour en refiler une partie aux consommateurs canadiens. Et c'est fort important, puisque — et ça paraîtra normal — pour les quelques pauvres milliers de dollars de livres canadiens que nous vendons en France, nous importons des livres français pour plus de \$7 millions par année au Canada.

Je tiens pour acquis que c'est dans la province de Québec que la majeure partie de cette production est consommée.

Pendant que nous favorisons en quelque sorte les intérêts français, pendant que nous nous congratulons mutuellement, nos écrivains français ont plus de difficulté à pénétrer en France, et le public lecteur canadien-français doit payer davantage pour lire des livres en provenance de France. C'est tout ce que je voulais dire, M. le Président, quand je disais que, dans ce domaine des relations avec la France, nous devons signer avec la main sur le cœur, mais exécuter l'entente avec raison, et demander à l'autre partie contractante — même si nous sommes pris d'émotion chaque fois que nous pensons à elle — qu'elle fasse véritablement un effort au delà de l'émotion et des visites sentimentales.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Article 3, M. le Président.

M. LE PRÉSIDENT: Article 3 adopté.

M. LAPORTE: Le fait que le ministre ne réponde pas, raccourcit le débat car cela m'évite d'apporter une réplique.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, voici, M. le Président, je veux bien signaler à mon collègue que le problème qu'il vient de soulever est important, et, comme il le sait, a fait depuis quelques années l'objet des études et de l'attention du ministère des Affaires culturelles et de tous ceux qui s'occupent de coopération avec la France.

Toutefois, ce domaine de nos relations est assez neuf, le gouvernement français, pour sa part, lorsqu'il traite avec nous précisément dans ce domaine du livre, doit tenir compte également de la réglementation du commerce en France, de l'attitude des libraires, des éditeurs, enfin de tous les gens qui s'occupent du commerce du livre.

Mais que le député de Chambly sache bien que j'ai noté toutes ses observations, qui me paraissent pertinentes, mais je ne peux pas apporter ce soir une réponse détaillée à un problème qu'il sait très complexe et qui est au fond

un problème de commerce international beaucoup plus que de coopération.

Toutefois, compte tenu du programme d'échanges que nous avons avec la France, nous avons entrepris des pourparlers qui nous permettront, nous l'espérons, d'en venir à des ententes satisfaisantes pour les deux parties.

M. LAPORTE: M. le Président, au même article mais, problème différent, où en sont les négociations avec l'Ontario pour la signature d'une entente culturelle?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, nous avons poursuivi au cours de l'année des relations assez constantes avec le gouvernement ontarien, notamment avec le Conseil des arts de l'Ontario. Toutefois il semble que — il s'agit ici d'un problème qui relève maintenant du ministère des Affaires intergouvernementales — il y ait en certains domaines certaines réticences. Nous nous proposons, d'ici quelque temps, de soumettre à nos amis de l'Ontario un projet d'entente dans le domaine spécifique des relations culturelles, projet d'entente qui couvrira un certain nombre de réalités, un certain nombre de projets qu'il sera possible de réaliser en collaboration avec le Conseil des arts de l'Ontario et le ministère des Affaires culturelles.

Mais, pour l'instant, il n'y a pas d'entente signée et les pourparlers que nous poursuivons, jusqu'à présent, sont des plus encourageants. Nous attendons du ministère des Affaires intergouvernementales des instructions afin de procéder à la signature éventuelle d'une entente. Mais j'aimerais à souligner au député de Chambly l'extraordinaire collaboration que nous avons reçue des autorités du gouvernement ontarien et du Conseil des arts de l'Ontario dans ce domaine de nos échanges culturels, et nous avons mis sur pied des projets.

C'est ainsi, par exemple, que cet été le National Youth Orchestra viendra à Québec pour sa saison d'été. Cela amorçe la série d'échanges que nous nous proposons d'avoir avec nos correspondants de l'Ontario.

M. LAPORTE: Je voudrais, M. le Président, rappeler au ministre que, dans le discours du trône qui inaugurait la session de 1966 au Québec et dans le discours du trône qui a inauguré la session à Toronto la même année, les deux gouvernements s'étaient entendus pour entreprendre des pourparlers pour la signature d'une entente culturelle.

Je me félicite de « l'extraordinaire coopération » dont ont fait preuve les Ontariens,

comme vient de le dire le ministre, parce que voilà déjà deux ans que les pourparlers sont entrepris et ils n'ont pas encore abouti. Sans cette « extraordinaire coopération », de part et d'autre, il est bien évident que nous mettrions dix ou quinze ans avant d'en venir à quelque entente que ce soit!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est de la caricature, ça.

M. LAPORTE: Est-ce que le ministre nous dirait où en sont les pourparlers avec le Nouveau-Brunswick pour la signature d'une entente culturelle?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je peux vous dire carrément que le gouvernement du Nouveau-Brunswick n'a pas accepté jusqu'à présent de signer une entente culturelle avec nous.

M. LAPORTE: Est-ce qu'il y a eu, de la part du gouvernement du Nouveau-Brunswick, changement d'attitude? Est-ce qu'il y a eu de la part des fonctionnaires de ce gouvernement une fin de non-recevoir, puisque lorsque j'avais l'honneur d'être ministre des Affaires culturelles, le premier ministre du Nouveau-Brunswick, M. Louis Robichaud, avait déclaré très clairement qu'il était d'accord pour que les deux provinces signent une entente culturelle?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je comprends très bien que le gouvernement du Nouveau-Brunswick soit intéressé à signer une entente avec nous. Nous avons eu d'ailleurs à maintes reprises des rencontres avec les fonctionnaires du gouvernement du Nouveau-Brunswick. Mais il arrive que jusqu'à présent, nous n'avons pas encore reçu, du côté du Nouveau-Brunswick, de réponse nous permettant de signer une entente spécifique dans des domaines bien spécifiques, particulièrement celui des affaires culturelles. Nous poursuivons par conséquent les négociations et nous entendons maintenir nos relations avec le Nouveau-Brunswick. Mais, jusqu'à présent, ces négociations n'ont pas abouti en termes d'entente.

M. LAPORTE: M. le Président, est-ce qu'une entente culturelle a pu être signée avec l'Etat de la Louisiane, patrie de nombreux Acadiens aux Etats-Unis?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non plus, pour les mêmes raisons. Il y a des difficultés du côté de l'Etat intéressé et les correspondants que nous avons ne nous ont pas encore

donné l'assurance que les autorités gouvernementales accepteraient ces projets d'entente. Du reste, M. le Président, le député de Chambly pourra poser cette question lors de l'étude des prévisions budgétaires du ministère des Affaires intergouvernementales, car c'est ce ministère qui s'occupe maintenant de ces projets qui ne portent pas seulement sur le problème des relations culturelles, mais sur les problèmes d'éducation, sur les problèmes techniques, etc.

M. LAPORTE: Dernière question dans cette série. Où en est le projet que nous avons commencé d'étudier avec le haut-commissariat de Grande-Bretagne à Ottawa? Les représentants du Québec ayant eu une entrevue officielle avec le haut-commissaire, où en sont les pourparlers pour la signature d'une entente culturelle avec l'Angleterre, ou ce projet a-t-il été abandonné?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, j'ai eu l'occasion à quelques reprises de m'entretenir avec le haut-commissaire britannique à Ottawa et avec le représentant du British Council. L'on nous a fait bien comprendre que le gouvernement britannique ne signait pas d'entente. C'est pourquoi nous avons engagé des pourparlers avec le gouvernement britannique via le British Council afin d'en arriver à des échanges qui nous permettent de mettre sur pied des programmes de tournées, ect., avec l'Angleterre.

Nous en avons eu la preuve récemment avec l'exposition Henry Moore qui se tient actuellement au Musée du Québec. Mais le British Council nous a donné l'assurance de sa collaboration et c'est encore là, du reste, une question qui, outre le cas des Affaires culturelles, relève des Affaires intergouvernementales.

M. BELLEMARE: Adopté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Trois adopté. Quatre, «Direction des beaux-arts».

M. LAPORTE: Adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Poste budgétaire no 3

M. LE PRÉSIDENT: Poste budgétaire no 3, adopté. Poste budgétaire no 4, adopté. Poste budgétaire no 5.

M. LAPORTE: M. le Président, si le ministre a eu l'occasion, comme je le pense, de revoir un peu les dossiers du ministère des

Affaires culturelles, il a dû trouver à son arrivée copie d'une lettre signée Pierre Laporte qui avait été envoyée au directeur général de l'Orchestre symphonique de Montréal, M. Beique, relativement à un problème qui apparaissait de plus en plus sérieux au ministre et qui, loin de s'être réglé, crée actuellement un remous dans l'opinion publique.

Le gouvernement de la province de Québec — et ceci est très normal — accorde d'importantes subventions à l'Orchestre symphonique de Montréal. Or, il arrive deux choses, — je veux être bref — il est à peu près impossible pour un chef canadien de diriger l'Orchestre symphonique de Montréal et on n'y joue à peu près jamais de musique canadienne.

Je veux vous donner un exemple public de l'ampleur du complexe d'infériorité que l'Orchestre symphonique de Montréal, avec tous les mérites que je lui reconnais, impose à nos chefs d'orchestre. Récemment, le chef invité de l'orchestre, M. Charles Munch est tombé malade à la toute dernière minute. Il y avait à l'Orchestre symphonique de Montréal un assistant, un Canadien, M. Pierre Hêtu, qui était prêt. Au lieu, au moins dans cette situation d'urgence qui était créée par la maladie du maestro, au lieu de faire appel à l'assistant-directeur Hêtu, on a, du fin fond des États-Unis, fait venir à toute vapeur le père de M. Zubin Mehta. Je ne voudrais pas déprécier un homme que je ne connais pas. On dit que c'est un chef d'une qualité moyenne et le commentateur dit que le concert a été un des plus mauvais de la saison. Que M. Mehta, le père, ait été un bon directeur ou un moins bon directeur, problème secondaire. Il arrive que M. Pierre Hêtu, qui était assistant-directeur, a démissionné pour, lui aussi, aller faire carrière à l'étranger.

Quand j'étais ministre, j'ai posé des questions. L'on m'a dit que M. Beaudry était un chef d'une « certaine qualité » qu'il n'avait pas encore atteint la compétence voulue pour diriger l'Orchestre symphonique de Montréal. M. Jacques Beaudry n'a jamais dirigé l'Orchestre symphonique de Montréal, chez lui, à Montréal. Mais comment se fait-il que M. Beaudry ait été invité à diriger l'Orchestre symphonique de Montréal à Moscou, où ç'a été un succès éblouissant?

Comment se fait-il que M. Jacques Beaudry soit invité partout en Europe? M. Beaudry, qui n'est pas paraît-il suffisamment qualifié pour diriger l'Orchestre symphonique de Montréal, ne serait-ce qu'à l'occasion, dirigeait tout récemment l'orchestre de l'Opéra de Paris! Je pourrais en dire très long sur la carrière de M. Beaudry que je connais personnellement. Il

y a, entre M. Beaudry et l'Orchestre symphonique de Montréal, un mur infranchissable. Je crois que le ministre devrait, une fois pour toutes, s'atteler à la tâche et l'abattre, ce mur.

M. Roland Leduc, que le ministre et moi connaissons, évidemment, plus spécialement parce qu'il est un fonctionnaire du gouvernement de la province de Québec, rentre d'une tournée en France, en Suisse et en Angleterre où il a dirigé des orchestres de très haute qualité et où on lui a dit, particulièrement en France: M. Leduc, chaque fois que vous en aurez le temps, vous n'aurez qu'à fixer la date et vous serez le bienvenu.

Pourquoi cela? Parce que, malheureusement, dans le domaine de la musique symphonique à Montréal, on est prisonnier de certains grands circuits américains. Il est non seulement normal, mais essentiel que les plus grands chefs au monde viennent diriger à Montréal, c'est clair. Ils y viennent, sont accueillis avec enthousiasme et contribuent à faire de Montréal une des bonnes villes musicales d'Amérique du Nord.

Le problème, c'est que tous ces grands chefs sont affiliés à des agences, la plupart américaines et quelques-unes européennes, et qu'on impose d'autres chefs en même temps qu'on accorde la présence du grand chef, de sorte que toute la programmation se trouve bâtie en dehors de nos chefs canadiens. Il est un autre orchestre symphonique de qualité, qui n'a pas atteint encore la maturité de l'Orchestre symphonique de Montréal, c'est celui de Québec où le même problème s'est posé et où on l'a résolu. En s'adressant à ces grandes agences, me dit-on, on les informait qu'on était intéressé à avoir M. Decker ou M. Munch, pas d'autre que lui. Combien? Et on l'acceptait. Alors, il semble qu'à Montréal on a opté pour la facilité et que systématiquement un orchestre symphonique, qui est payé à même l'argent des contribuables, a pris les dispositions, même si ce n'est pas fait volontairement, pour écarter tous nos chefs canadiens qui s'en vont faire carrière en Europe.

Comment peut-on imaginer pareille chose, alors que petit à petit on commence à voir naître la possibilité de rapatrier quelques-uns de nos meilleurs chanteurs et qu'on rêve du jour prochain où nous aurons chez nous une compagnie d'opéra qui devra nécessairement compter sur l'orchestre symphonique? A ce moment-là, nous aurons des chefs canadiens partout au monde, excepté chez eux. C'est une situation qui devient intolérable.

Je ne crois pas faire de chauvinisme en prêchant pour les miens; je pense simplement faire preuve de bon sens en disant qu'une présence trop grande serait du chauvinisme de ma

part, mais que l'absence totale est intolérable. Deuxième conséquence — et je termine sur cela — c'est que, faisant l'importation continuelle de chefs étrangers, ils n'ont aucune notion de la musique canadienne.

C'est beaucoup plus simple pour eux de bâtir un programme avec les auteurs, les musiciens, qu'ils connaissent le mieux. L'on met de côté continuellement ou presque. On va me répondre que, si on prend la programmation d'une saison, il y a peut-être deux ou trois auteurs canadiens qui sont joués. C'est trop peu. Le chef étranger s'impose un travail beaucoup plus considérable pour faire répéter à des musiciens une pièce de musique qu'il ne connaît pas et qu'il doit assimiler avant son concert.

Conclusion, la musique canadienne est systématiquement mise de côté, avec la conséquence que le ministre connaît déjà, c'est que nous avons au Canada, et au Canada français, une explosion de poètes, nous avons des auteurs, des romanciers de plus en plus nombreux. Nous avons, dans toutes les disciplines artistiques, que ce soit la peinture, que ce soit la littérature, que ce soit l'art vocal, que ce soit l'art instrumental, nous avons de plus en plus de Canadiens qui, s'ils ne peuvent rivaliser encore avec les grands de ce monde, ne se sentent pas étrangers en leur compagnie. Tandis que, dans le domaine de la musique, tout est à faire ou presque, parce qu'il n'y a pas chez nous véritablement de débouchés, de marchés pour quelqu'un qui vivrait à composer de la musique. Là encore le ministre est certainement au courant, M. le Président, peut-être bien plus que moi, qu'il y a dans ce domaine, comme n'importe où ailleurs, la loi de la moyenne.

L'on nous disait, lorsque nous avions cent titres de publiés par année, que la chance, ou l'occasion, ou la possibilité, d'avoir une oeuvre vraiment de qualité était fort réduite. Maintenant que nous publions quatre ou cinq cents titres par année, c'est déjà le fruit d'un travail considérable, et la qualité s'est augmentée. Lorsque nous publions trois ou quatre mille titres par année, peut-être à ce moment-là serons-nous en mesure de donner au monde un chef-d'oeuvre. En musique, c'est la même chose. On ne produit pas, parce qu'il n'y a pas de débouché et là qualité n'augmente pas de façon sensible parce qu'on ne produit pas.

Alors, M. le Président, j'espère ne pas avoir été trop long et que mes paroles seront prises très exactement dans le sens où je les ai dites. Je me demande si le ministre ne devrait pas continuer la campagne que j'avais à peine amorcée, puisque ça s'est limité à une lettre envoyée

au directeur de l'Orchestre symphonique de Montréal, avant que certains événements ne m'amènent à une autre orientation, pour dire à l'Orchestre symphonique de Montréal: Nous sommes absolument disposés à vous donner des subventions et à les augmenter lorsque la chose sera financièrement possible, mais vous allez, parce que c'est le devoir du ministère des Affaires culturelles de voir à ce que toutes les facettes culturelles du Québec soient mises en valeur en même temps, vous allez faire un effort pour qu'un certain nombre de chefs canadiens dirigent l'orchestre. Même si certains concerts, dont je vais parler, sont remarquablement intéressants parce qu'ils attirent un public qui généralement n'irait pas, je parle des concerts qui ont lieu tous les ans avec un succès inouï à l'aréna Maurice Richard. L'Orchestre symphonique joue quatre ou cinq concerts l'été, concerts populaires où l'on sert vins et fromages. Là, on invite des chefs canadiens. Mais quand on s'en va à la Place des Arts, construite à coup de millions par les Canadiens, pour les Québécois, ça devient malheureusement le fief exclusif d'Américains et d'Européens pour qui j'ai le plus grand respect, mais qui ne devraient pas occuper toute la place à eux seuls.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je pense que les remarques du député de Chambly sont fort pertinentes à bien des égards. Naturellement, il faudrait y apporter des réserves et des nuances. Il ne m'appartient pas de porter un jugement sur la qualité et la compétence des chefs d'orchestre du Québec et du Canada non plus qu'il m'appartienne de porter un jugement sur la qualité des chefs invités. Mais il est un fait que le député de Chambly a souligné qui est exact et nous le rejoignons très bien là dans ce domaine, c'est que le problème de l'orchestre symphonique de Montréal est réellement un problème. Et je veux vous donner la preuve que je m'y intéresse puisqu'il y a quelques jours à peine, j'ai rencontré le directeur de l'orchestre symphonique de Montréal afin de lui faire part, moi aussi, de mon étonnement de voir qu'un très petit nombre, même presque à peu près pas d'artistes canadiens n'avaient été invités à participer à la prochaine saison de l'Orchestre symphonique de Montréal. J'ai noté ce fait à M. Béique qui m'a apporté évidemment des raisons, des explications.

J'ai demandé à M. Béique de se rendre au ministère très bientôt avec les directeurs, ceux qui l'assistent à la direction de l'orchestre symphonique de Montréal, afin de discuter du budget, et c'est à l'occasion de la discussion de ce budget de l'orchestre symphonique de

Montréal et de la subvention que nous nous proposons d'accorder à l'Orchestre symphonique de Montréal que nous pourrions reprendre la conversation que j'ai amorcée l'autre jour avec M. Béique après lui avoir, je le répète, exprimé mon étonnement de voir qu'il n'y avait à peu près pas d'artistes canadiens qui aient été invités à participer à la prochaine saison de l'Orchestre symphonique de Montréal. Il arrive toutefois — et je dois faire cette nuance, cette réserve — et je pense que le député de Chambly comprend très bien que le problème du choix d'un chef d'orchestre est difficile. Le problème d'un soliste aussi est difficile, le problème d'une programmation est toujours assez difficile, mais il est quand même possible dans le cadre de l'activité normale d'une saison de l'orchestre symphonique de donner une juste part à ceux de nos artistes qui se sont signalés non seulement ici mais qui sont connus à l'étranger comme des artistes de grande qualité. Je dois également faire l'observation suivante, c'est que l'Orchestre symphonique de Montréal est un organisme indépendant, c'est-à-dire que la direction en est indépendante. Je comprends qu'ils doivent pour vivre et pour poursuivre leur activité faire appel soit au Conseil des arts du Canada, à la ville de Montréal ou au ministère des Affaires culturelles. Mais nous n'avons pas, si vous voulez, la maîtrise directe, le contrôle, sur la direction de l'Orchestre symphonique de Montréal. Par conséquent, il nous est difficile d'imposer aux directeurs de l'orchestre symphonique et à ses collaborateurs tel chef, tel programme. Ce que nous pouvons faire, nous pouvons le faire, si vous voulez, par le truchement des subventions et à l'occasion de la discussion de leur budget, leur imposer certaines conditions, ce que nous ne ferons pas, d'ailleurs, uniquement pour l'orchestre que nous nous proposons de faire, non pas seulement pour l'Orchestre symphonique de Montréal, mais pour les autres organismes du même genre parce que c'est l'intention du ministère et du ministre, je l'ai dit à maintes reprises, notre intention est justement de permettre à nos artistes de trouver chez nous un moyen non seulement de se faire connaître, de se faire valoir, mais de faire une carrière.

Alors, je crois que je puis endosser les propos du député de Chambly, avec certaines réserves, certaines nuances, qu'il n'a peut-être pas eu le temps de faire parce que l'orchestre symphonique est un organisme indépendant, etc. Je pense que le problème qu'il vient d'évoquer est un problème sérieux, un problème qui met en cause l'avenir de nos artistes du Québec.

M. BELLEMARE: Article 5, adopté.

M. LAPORTE: Articles 3 et 5 adoptés.

M. LE PRESIDENT: Article 5 adopté. Article 6.

M. LAPORTE: Ce ne sera pas long, le ministre, ayant défini sa politique quant aux centres culturels ou à ce qu'il est convenu d'appeler les centres culturels. Lorsque j'emploie l'expression « centres culturels, » Je fais allusion à ces immeubles qui ont été construits en vertu d'une entente fédérale-provinciale à l'occasion du centenaire de la confédération.

Un titre de journal disait: « Trente centres culturels ne pourront être subventionnés par le ministère des Affaires culturelles. » Le ministre pourrait-il nous dire, ce soir, quels sont ces centres culturels et quelles sont les raisons qui expliquent leur mise en quarantaine?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pardonnez-moi, j'ai perdu le dernier mot.

M. LAPORTE: Je voudrais que le ministre me dise où sont situés ces immeubles, et quelle est la raison pour laquelle ils ne recevront pas, cette année, d'aide du ministère des Affaires culturelles. Est-il possible qu'il n'y ait aucune activité culturelle ou s'il y a d'autres raisons?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Avant de vous donner la liste, je voudrais vous fournir certaines explications que j'ai déjà données d'ailleurs, sur la politique générale des centres culturels.

Avant l'érection des centres culturels bâtis en vertu du programme des fêtes de la confédération, il y avait, au Québec, 29 centres d'art, qui étaient des centres d'activités culturelles ou, déjà, en puissance, des centres culturels tel qu'il est convenu de les appeler.

Depuis lors, en vertu du programme des fêtes de la confédération, on a construit 58 centres culturels sur tout le territoire du Québec. Alors, nous avons dû établir une politique qui tienne compte du problème suivant. C'est qu'il est important, pour animer une activité culturelle valable, de s'appuyer sur un support démographique suffisant, c'est-à-dire de concentrer l'activité culturelle en des lieux où il est possible que le centre culturel devienne à la fois un centre de création et un centre de diffusion.

C'est ainsi que nous avons lancé ce programme d'implantation progressive de maisons de la culture, dont trois prendront naissance, comme nous le souhaitons, cette année, une à Sher-

brooke, une à Trois-Rivières et une à Chicoutimi. Nous poursuivrons, entre-temps, les études, les recherches sociologiques, etc. que nous avons commencé de faire afin de préparer l'implantation d'autres maisons de la culture.

Il reste qu'il existe, indépen-

centres culturels, un certain nombre de centres qui sont des lieux d'activités culturelles.

Après avoir examiné l'activité de ces centres, qui est fort valable à bien des égards, nous nous sommes rendu compte qu'un bon nombre de ces centres poursuivent une activité qui est avant tout une activité de cours: cours d'art plastique, cours d'expression corporelle, cours de ballet, cours de dessin, cours de musique, etc.

Or, il existe déjà, au ministère de l'Éducation, des programmes et dans les régionales et dans les polyvalentes, et dans le service d'éducation des adultes, des moyens de dispenser des cours qui se donnent depuis un certain nombre d'années dans ce qu'on appelait les centres culturels. Le ministère n'a donc pas cru nécessaire d'octroyer des subventions aux centres culturels dont l'activité est avant tout une activité de goût.

Mais le fait que nous ne subventionnons pas cette année un certain nombre de centres culturels importants, ou de centres d'art etc., de lieux d'activités culturelles, ne signifie pas que nous abandonnions à leur sort, ces organismes, ces lieux d'activités culturelles puisque par le service de la diffusion et de la déconcentration de la culture nous mettrons à la disposition de ces centres d'abord, des programmes de tournées, ensuite les services techniques du ministère: spécialistes, animateurs etc., nous mettrons le matériel audio-visuel au service de ces centres afin de les aider à maintenir une activité culturelle.

Mais l'on comprendra que, compte tenu du budget dont nous disposons, il ne nous est pas possible de soutenir un nombre aussi important de lieux d'activités culturelles et que nous devons songer à une régionalisation qui permettra l'implantation d'un centre qui sera vraiment une Maison de la culture, et qui sera appelé ensuite à alimenter les autres lieux d'activités culturelles qui gravitaient, qui ont gravité jusqu'à présent et qui vont graviter de plus en plus autour de la Maison de la culture.

Et, comme je l'ai expliqué, la Maison de la culture ne consiste pas au départ en un édifice qu'on va ériger. Il s'agit d'abord d'établir une structure régionale qui va grouper l'ensemble des organismes qui dans une région donnée, s'occupent d'activités culturelles depuis un certain nombre d'années. Et, par le moyen de cet-

te coordination, nous serons capables d'alimenter les lieux où, jusqu'à présent, on a mené une activité culturelle valable. Mais il est évidemment impossible de penser soutenir — tant que le budget dont Je dispose ne sera pas plus important — chacun des centres qui jusqu'à présent ont mené une activité culturelle.

Alors pour répondre à votre question — d'ailleurs, je crois que cette liste a déjà été publiée dans les journaux — voici quels sont les centres qui n'ont pas reçu de subventions.

M. LAPORTE: Je m'excuse, mais on me signale que j'ai déjà le renseignement dans le journal, ici.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Vous l'avez déjà.

M. LAPORTE: Je vais vérifier. Si vous voulez me donner quelques secondes, ça ne sera pas plus long que si vous lisiez la liste que vous avez.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): D'accord.

M. BELLEMARE: Article 6 adopté.

M. LAPORTE: Excusez-moi, j'ai d'autres questions, mais je veux vérifier la liste.

M. BROWN: Mr. Chairman, on the centralization of the culture, expositions or exhibitions and other cultural activities, is our cultural center in Knowlton, which was just built in the last year, qualified for some of these exhibitions?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Certainement, je ne vois pas d'objection à ce que ce centre de Knowlton ne puisse pas recevoir les expositions, les tournées que nous préparons. Il s'agit tout simplement pour ces centres de présenter une demande au service de la diffusion de la culture. Nous examinerons cette requête, et nous serons heureux, s'il est possible de le faire, d'inclure ce centre dans le circuit des tournées et des expositions que nous préparons.

M. BROWN: What would these exhibitions contain? Art or...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce peut être, si vous voulez des peintures, ou des expositions par le truchement de moyens audio-visuels, de diapositives sur l'art, etc. Ce peut être aussi des spectacles, des salons du livre, musique, ainsi de suite, enfin, tout genre de spectacles

et d'activités culturelles qu'on peut tenir dans un centre donné. Alors, si le centre dont vous parlez est capable de recevoir ce genre de tournées ou d'expositions que nous préparons et, si on nous en fait la demande, nous serons, évidemment, disposés à envoyer nos techniciens et les tournées que nous préparons.

M. BROWN: What will be the financial obligation of the agency getting these in?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): La municipalité qui a la responsabilité d'un centre d'art doit s'occuper d'administrer et de financer, si vous voulez, le centre lui-même. Ce que nous fournissons, c'est un matériel de tournée et de l'aide technique; ce sont des animateurs et des salons du livre, etc. Nous payons les frais de la tournée, mais nous ne payons pas l'administration du centre.

M. BROWN: There will be no charge on the part of the Government for that?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): No charge on the part of the Government?

M. BROWN: No charge on the part of the Cultural Affairs Department, if the exhibition was put in Knowlton?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): No.

M. BROWN: It will be the people that are taking care under your jurisdiction.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Sure.

M. LAPORTE: Je voudrais faire remarquer au ministre qu'il doit être bien fatigué. Il a été distrait, car il vient de parler anglais. Je tiens à le lui signaler pour qu'il récidive.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je voudrais faire observer à mon collègue que je n'ai aucune répugnance à parler anglais. Au contraire, ça me donne l'occasion de pratiquer et, chaque fois que j'ai l'occasion de le faire, je le fais. Je le fais toutefois dans des circonstances où il m'est permis de le faire. C'est ainsi que, la semaine dernière, par exemple à l'Association des musées canadiens. The Canadian Museum Association, j'ai fait une partie de mon discours en français et une partie en anglais. Quand je vais à Toronto, je parle anglais, mais il est certains lieux où je tiens à ne parler que français. Quand un collègue, aussi gentil que le député de Brome, me pose



une question en anglais, eh bien, je m'efforce de lui répondre en anglais, même s'il me pose sa question en anglais, je lui réponds en français parce que je sais qu'il est parfaitement bilingue.

M. LAPORTE: Alors, nous recommanderons à tous nos compatriotes de langue anglaise la gentillesse du député de Brome.

M. le Président, je vois, dans la liste des centres culturels qui n'auraient pas le support démographique suffisant, des endroits comme Drummondville, Verdun, Hull et, évidemment, pour des raisons tout à fait personnelles, Boucherville. Je n'insisterai pas sur la base démographique, mais je voudrais signaler au ministre qu'il n'ignore sans doute pas que le centre culturel de Boucherville me tient particulièrement à coeur, ne serait-ce que parce qu'il est dans mon comté. Je ferai remarquer au ministre que c'est le Chicoutimi de mon bout.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pardon?

M. LAPORTE: C'est le Chicoutimi de ma région.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce ne doit pas être aussi beau.

M. LAPORTE: Non, ce n'est pas aussi beau, mais si le ministre qui fait preuve... Je remercie mon collègue qui me fait penser à ça: Est-ce qu'à Chicoutimi on va bientôt penser à déconcentrer la culture pour en envoyer ailleurs?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On en enverra à Chambly.

M. LAPORTE: Ne vous trompez pas, ce n'est plus dans mon comté, ça, Chambly. Si vous voulez en envoyer dans le comté de Chambly, d'accord.

M. BELLEMARE: Le fort, est-ce dans votre comté?

M. LAPORTE: Le fort? Non.

M. BELLEMARE: Le fort de Chambly?

M. LAPORTE: Consultez-moi toujours avant. Alors, M. le Président...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je voudrais répondre aux questions. Vous avez parlé de...

M. LAPORTE: Non, non, là, nous allons re-

devenir sérieux. Nous parlerons de Chicoutimi en termes plus sérieux en une autre occasion. Je veux dire au ministre qu'il a donné une liste de centres culturels qui ne recevront pas de subvention, parce qu'ils n'ont pas de support démographique suffisant.

J'emploie les termes mêmes utilisés par le ministre, ils sont d'ailleurs reproduits dans le journal à la suite d'une conférence de presse, je pense. Or, je voudrais bien que l'on m'explique comment l'on peut en venir à la conclusion que la ville de Drummondville, que la ville de Hull et que la ville de Verdun, pour n'en mentionner que trois, n'auraient pas de support démographique suffisant. Peut-être y a-t-il d'autres raisons, mais je voudrais les connaître.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, justement le député de Chambly pose une question, et je pense qu'il n'a pas lu le texte complet de la conférence de presse que j'ai donnée. Prenons d'abord le cas de Verdun. J'ai parlé de support démographique. Or, dans la conférence de presse que j'ai donnée, j'ai dit que la politique que nous avions définie ne tenait pas compte de ce que nous considérons comme déjà deux grands centres culturels, Montréal et Québec, ce qui comprend évidemment la périphérie. Alors, c'est le cas de Verdun.

M. LAPORTE: C'est un argument que j'accepte.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Dans la région de Hull, il n'est pas exact de dire que nous ne donnons pas de subvention, puisque nous avons fait parvenir récemment un montant de \$5,000 pour commencer les recherches dont nous avons besoin pour l'implantation éventuelle d'une maison de la culture. Parce que l'on connaît les problèmes de la région de Hull et nous voulons travailler dans ce domaine, dans cette région en particulier pour aider cette population qui a à faire face aux problèmes difficiles que vous connaissez.

Quant au cas de Drummondville, il est peut-être différent, d'abord pour l'exercice actuel, en examinant le bilan que nous a présenté le centre de Drummondville, on s'est rendu compte que ce centre se finance et que, par conséquent, il n'a pas besoin de subvention. Nous sommes évidemment disposés à lui fournir tous les services que peut mettre à sa disposition la déconcentration et la diffusion de la culture. Mais ce centre se finance. Et il nous a fallu, dans le choix des régions, tenir

compte, si vous voulez, de l'éloignement plus ou moins des grands centres que sont Québec et Montréal. Et il nous paraît qu'il est plus urgent d'implanter des maisons de la culture dans les régions plus éloignées de Québec et de Montréal que de commencer par des régions où il est beaucoup plus facile d'aller à Montréal, ce qui n'est peut-être pas tout à fait le cas de Drummondville, qui est quand même déjà assez loin de Montréal, mais ce qui est le cas de Saint-Hyacinthe.

Nous comprenons très bien qu'il y a là des besoins culturels, qu'il y a là des problèmes, mais il nous faut commencer par quelque chose et commencer par le commencement, et nous ne pouvons pas donner à la miette à tous les centres. Nous préférons concentrer d'abord dans les régions les plus défavorisées quitte à fournir d'autres services par la diffusion et la déconcentration de la culture aux centres qui déjà se financent comme celui de Drummondville. Et aux autres qui ne se financent pas, eh bien nous fournissons les services que j'ai indiqués tout à l'heure.

Alors, je crois, M. le Président, que cela a dû répondre aux trois questions, aux trois cas qu'a évoqués le député de Chambly.

M. LAPORTE: M. le Président, je conclus en disant que les réponses ne sont que partiellement satisfaisantes. Il est évident qu'avec le budget il n'est pas possible de faire le même effort partout. Mais le ministre doit se rendre compte que la culture doit aller vers les citoyens là où ils sont. C'est toute la politique de déconcentration, c'est toute la politique de diffusion de la culture.

Je me souviens d'avoir eu l'occasion d'accorder de toutes petites subventions de \$500 à des sociétés — je m'excuse, j'élève la voix bien malgré moi — qui n'avaient pas de secrétariat suffisamment organisé pour justifier certaines normes, qui n'étaient pas en mesure de remplir toutes les conditions, je ne dirai pas statutaires, mais réglementaires du ministère, mais qui avaient fait quelque chose, qui, dans leur milieu, même sur une échelle très modeste, avait créé une activité culturelle qui pouvait paraître secondaire par comparaison à ce qui se passait à Québec ou à Montréal mais qui, localement, avaient une valeur, une présence.

Je pense au comté de Matane, à une petite société qui avait construit un tout petit musée, qui avait mis sur pied un service de généalogie et qui groupait autour de cette activité, bon an mal an, une centaine de personnes. Je dis que c'est non seulement le devoir — cela me paraît évident — mais l'intérêt du ministère de

préserver et de développer toutes ces petites flammes qui brûlent dans la province de Québec. Si, pour doter Chicoutimi d'une maison de la culture — ou Sherbrooke — on laissait mourir ou dépérir une douzaine de petites sociétés, si on laissait s'étioler des bonnes volontés un peu partout dans la province de Québec, cela se ferait au détriment de deux choses: d'abord, de la véritable diffusion de la culture, et deuxièmement, du droit qu'ont tous les citoyens, qu'ils restent à Kégaska dans le fin fond du comté de Duplessis ou à Montréal, à la culture, même si les moyens qu'ils ont de communier à la culture sont bien différents.

Cinquante-huit centres culturels ont été construits dans la province de Québec. Tous ne répondent pas à toutes les normes idéales que l'on aurait pu tracer. Dans bien des cas, il a fallu composer avec le désir de l'autorité locale, de ce qu'on appelait le « promoteur » qui voulait avoir une piscine, un gymnase. Mais j'ai dit à l'époque, et je le crois encore, que je n'ai aucune objection à ce que la culture passe par la piscine ou le gymnase pour atteindre le citoyen. J'étais à Rimouski? Non. Est-ce Rouyn? Non.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Chicoutimi?

M. LAPORTE: Non, les moyens de diffusion de la culture à Chicoutimi sont comparables à ceux de Montréal, maintenant. Je crois que j'étais à Ville-Marie comté de Témiscamingue. On y a construit un immeuble où il y a une immense piscine. Tout à côté, à l'étage, il y a un petit centre culturel où à l'époque où j'y suis allé, il y avait une exposition de reproductions de grands maîtres français.

Et c'était remarquablement intéressant de voir petits et grands bonshommes et bonnes femmes qui, après s'être baignés, allaient là, parce que c'était une espèce de discothèque ou je ne sais quoi, et ça les intéressait. Il n'y a dans ce domaine que la nécessité de faire de l'animation sociale. Le ministre est allé à Bourges, maison de la culture. On y a investi des sommes considérables, on a utilisé d'abord ce que j'appelle le talent local, il y avait 15 une compagnie de théâtre intéressante, c'est autour d'elle qu'on l'a bâtie. Pour constater, une fois la maison de la culture de Bourges ouverte, il n'y avait personne, déception. On attendait mille ou huit cents personnes à la première représentation, il en était venu 27. Qu'est-ce qu'on a fait? De l'animation sociale. Des gens sont allés dans les usines, sont allés rencontrer les ouvriers chez eux, et petit à petit on a créé l'intérêt. Aujourd'hui, c'est devenu et ça fait véritablement partie de cette petite communauté régionale. Et, au Musée d'art moderne

de Paris, on nous racontait qu'on a fait une exposition de Picasso dans la cafétéria des usines Renault, avec guides, et le conservateur du musée nous disait : Il ne faut pas vous imaginer qu'ils n'ont pas rigolé, les ouvriers de chez Renault, quand ils ont vu Picasso. Mais quand on leur a expliqué l'évolution, ce que c'était, il y en a qui ont continué à rigoler, mais nous avons constaté par nos animateurs sociaux que, le lendemain ou dans les semaines qui ont suivi, quand ces bonshommes-là rencontraient de leurs camarades de travail qui n'avaient pas vu Picasso, ils avaient un petit quelque chose que les autres n'avaient pas. Ils avaient appris. Je pense, que c'est tout le sens de ces petits centres culturels qu'on peut à peine désigner par ce nom un peu pompeux de centre culturel. Mais nous avons là la brique et le béton. Ce n'est pas nécessairement ordonné comme nous l'aurions imaginé ou rêvé, mais nous devons, en tout cas, les utiliser au maximum, parce que, en culture comme dans tout autre domaine, on procède du connu à l'inconnu et petit à petit vous allez peut-être, par des gestes qui paraîtront secondaires, créer dans la province de Québec un climat qui viendra peut-être d'un tout petit centre perdu. Alors, je dis au ministre, fort amicalement, qu'au cours de l'année budgétaire qui commence, nous allons accorder aux centres culturels du Québec, une attention très particulière et que nous espérons vivement que lorsque nous reviendrons l'an prochain étudier un autre budget, nous n'aurons que des éloges à lui adresser parce, s'il y avait dans ce domaine quelque négligence, à quelque endroit que ce soit, nous aurions le devoir et nous aurions raison d'être très sévères.

M. LE PRÉSIDENT: Article 6 adopté?

M. PINARD: M. le Président, me permettez-vous? J'ai écouté tantôt les remarques qui ont été faites par le ministre des Affaires culturelles relativement au refus qu'il a opposé à la Corporation du centre culturel de Drummondville qui demandait une subvention.

Je ne vais pas mettre en doute la véracité des paroles prononcées tantôt par le ministre, mais si je me réfère à un article du journal paru dans La Tribune de mardi, 21 mai 1968, il semblerait que le directeur du centre culturel de Drummondville, M. Pierre Parent, soit venu rencontrer le ministre à l'occasion d'un colloque, il est possible que son colloque ait eu lieu...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est le 18 mai, le samedi, 18 mai.

M. PINARD: « M. Parent qui a participé en fin de semaine à une rencontre spéciale de la Fédération des centres culturels du Québec avec le ministre Jean-Noël Tremblay des Affaires culturelles a révélé que le ministre Tremblay avait invoqué deux raisons pour refuser d'accorder des subsides au centre culturel de Drummondville. Selon le directeur du centre local, le ministère des Affaires culturelles aurait reçu il y a quelque temps une missive d'un propriétaire de cinéma de Drummondville faisant état de la supposée concurrence qui existerait entre le centre et les cinémas locaux, la missive recommandait apparemment que le centre culturel se voit couper toute subvention à moins que le ministère consente à accorder un subside aux propriétaires de la salle en question ».

Et M. Parent ajoute une autre raison qui a été fournie par le ministre Tremblay. C'est que les subventions ne doivent pas s'appliquer aux dépenses d'opérations des centres culturels et que le centre de Drummondville est en mesure de vivre sans l'argent de Québec. C'est ce qu'a affirmé le ministre.

Est-ce que le ministre pourrait me dire si vraiment il n'a pas reçu de protestation de la part d'un ou de quelques propriétaires de cinéma de Drummondville qui s'objectaient et s'objectent encore à ce que le centre culturel soit subventionné par le ministère des Affaires culturelles? Même si le centre culturel comme tel est une institution qui ne poursuit pas les mêmes objectifs, les mêmes buts que les simples salles de cinéma. J'aimerais savoir du ministre s'il n'a pas reçu des protestations ou même reçu la visite d'un ou des propriétaires de salles de cinéma qui sont venus s'objecter au ministère à ce que des subventions soient payables au centre culturel de Drummondville?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je n'ai pas reçu personnellement la visite de propriétaires de salles de cinéma. Un propriétaire de salle de cinéma a rencontré M. le commissaire général à la coopération, alors sous-ministre aux Affaires culturelles, pour lui parler d'un cinéma, du problème de la présentation de films dans les salles du centre culturel au lieu de la présentation dans une salle de cinéma. Mais en ce qui me concerne, je n'ai pas eu la visite de qui que ce soit, mais lorsque j'ai parlé de cette question à l'occasion de la rencontre que nous avons eue avec la Fédération des centres culturels du Québec, j'ai évoqué le fait qu'il y avait eu des problèmes, disputes entre les propriétaires de salles de cinéma, etc. et la rai-

son fondamentale que nous avons donnée c'est que le centre culturel de Drummondville s'autofinancait pour les raisons que j'ai données et j'ai donné ces raisons sur la foi des rapports et des études que m'ont présentées les fonctionnaires.

M. PINARD: Indépendamment de l'autofinancement du centre culturel de Drummondville, est-ce qu'il y aurait d'autres raisons qui font que le centre culturel de Shawinigan serait subventionné, par exemple, et que celui de Drummondville ne l'est pas?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il n'y a pas d'autres raisons.

M. PINARD: Cela signifie que le centre de Shawinigan ne se finance pas, qu'il opère à déficit alors que le bassin démographique est sensiblement le même que celui de Drummondville.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Enfin, je vous ai donné les raisons.

M. PINARD: Cela est la seule raison?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce sont les seules raisons. Quelle autre raison voulez-vous que je vous donne?

M. PINARD: Qu'est-ce qui fait que le ministère des Affaires culturelles va subventionner des centres d'art aux endroits mentionnés par le ministre indépendamment de la situation financière de ces institutions qui ont peut-être vu le jour maintenant ou qui verront le jour?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est justement que l'étude des structures et de la situation financière de certains centres nous ont incités à prendre les dispositions que nous avons prises en ce qui concerne les subventions. Ce sont les raisons que je puis vous donner. Je ne puis pas ce soir vous lire le dossier de chacun des centres culturels parce que nous y passerions plusieurs heures. Je vous ai donné les raisons, et j'ai répondu aux questions qui concernent le centre culturel de Drummondville.

M. PINARD: Le ministre pourrait peut-être m'expliquer plus en détail quels sont les besoins culturels qui sont servis par ces maisons d'art, comme on les a appelées tantôt, les mai-

sons de culture, et par qui elles seront subventionnées.

M. LE PRESIDENT: Alors, poste 7 adopté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je demande pardon au député de Drummond, mais quelle était sa dernière question?

M. PINARD: Je voudrais savoir du ministre quels seront les besoins culturels qui seront réalisés par ces maisons de la culture dont il a parlé tantôt.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): On ne « réalise » pas les besoins culturels; on les constate et puis...

M. PINARD: Oui, je comprends.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... on fournit un matériel, enfin, tout ce qui est nécessaire pour satisfaire à des besoins. Alors, ce sera du théâtre, de la musique, enfin toutes les formes de l'expression culturelle. Pour revenir à la question que vous m'avez posée tout à l'heure, notre programme prévoit une subvention, pour 1969/1970, dans le cas de Drummondville. Nous prévoyons, évidemment, un programme de développement des centres et, à mesure que ces centres vont se développer, ils vont finir par constituer des régions ou des sous-régions, ce qui nous permettra d'affecter des fonds à leur maintien et à leur expansion.

M. LACROIX: Le ministre des Affaires culturelles me permettra certainement, à ce moment-ci, de lui souligner le cas particulier du centre culturel des Iles-de-la-Madeleine qui se trouve à Havre-Aubert. Naturellement, dans notre milieu, nous sommes isolés et la population est désireuse de connaître de plus en plus ce qu'est l'art, la musique, le théâtre et tout cela. Lorsque nous voulons avoir, aux Iles-de-la-Madeleine, une troupe de théâtre ou une activité artistique quelconque, vous comprendrez que c'est extrêmement coûteux, à cause des frais de transport, des frais de logement et de tout cela.

Le ministre a consenti cette année une subvention de \$6,000 au centre culturel des Iles-de-la-Madeleine. Mais, je pense que, si vous voulez réellement que notre population puisse bénéficier de son centre culturel et qu'elle s'initie à tous les arts, il faudra que le ministère se montre de plus en plus généreux à cause de la situation particulière que nous connaissons par

suite de l'éloignement et de l'isolement. J'ose espérer que, dans les prévisions budgétaires, lorsque les demandes viendront du centre culturel des Iles-de-la-Madeleine, le ministre se montrera compréhensif afin que la population des Iles-de-la-Madeleine puisse bénéficier des avantages culturels dont les centres comme Chicoutimi, Shawinigan, Drummondville, Montréal ou autres peuvent bénéficier beaucoup plus facilement, si vous voulez, que nous. J'ai eu l'occasion d'écrire, il y a quelque temps, au ministère pour demander une subvention permettant au centre culturel de défrayer une partie du coût du transport de la maîtrise des Petits chanteurs de Montréal, qui viendront donner des concerts aux Iles-de-la-Madeleine à la fin de juin.

On m'a adressé une requête à cet effet-là et j'ai communiqué avec la compagnie Clarke Steamship qui a consenti à réduire de 50% les frais de transport des 67 membres de la troupe. Le ministère a répondu qu'étant donné qu'une subvention de \$6,000 avait déjà été consentie il était impossible de faire davantage. Je comprends que c'est déjà beaucoup, mais, dans le cas de cette troupe qui viendra aux Iles-de-la-Madeleine, vous comprendrez que le déplacement de 67 personnes, les frais de transport de Montréal aux Iles-de-la-Madeleine, et les frais de logement, sont excessivement dispendieux. Je pense que le ministère devrait reconsidérer sa décision et accorder quelques centaines de dollars de subvention. Ce serait un encouragement extraordinaire aux personnes qui se dévouent bénévolement pour assurer le fonctionnement de ce centre culturel qui permet à la population des Iles-de-la-Madeleine de s'initier davantage aux arts de quelque façon que ce soit.

C'est là la requête que j'adresse au ministre des Affaires culturelles en lui demandant de bien penser que plus nous sommes loin, plus nous sommes avides de connaissances, mais malheureusement plus ça coûte cher.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je remercie le député des Iles-de-la-Madeleine des observations qu'il a faites en toute sérénité.

Il comprend que nous accordons une attention spéciale au cas des Iles-de-la-Madeleine, en raison de l'éloignement des Iles, et que nous avons donné pour l'exercice qui vient de se terminer une subvention de \$6,000 pour le centre culturel de Havre-Aubert. Evidemment, il restera à déterminer le montant de la subvention pour l'exercice en cours.

Je voudrais toutefois lui faire une observation — je réserve mon jugement sur la requête qui a été présentée récemment au sujet de la-

quelle nous avons déjà donné une réponse au centre culturel de Havre-Aubert — de portée générale et qui vaut pour le cas des Iles-de-la-Madeleine. Il serait important — et c'est d'ailleurs les mécanismes de coordination que nous sommes en train d'établir — que les centres culturels qui invitent les artistes fassent connaître à nos spécialistes, aux gens qui s'occupent de diffusion et de déconcentration, le nom des organismes musicaux, des formations musicales, des compagnies de théâtre etc., afin de voir quel peut être le coût qu'entraîne par exemple la visite, comme vous venez de le mentionner, d'une chorale de 67 membres, ce qui évidemment coûte très cher, parce qu'il y a des frais de transport etc. Alors, nous sommes à établir ces mécanismes de coordination afin de pouvoir discuter des requêtes qui nous sont présentées, de faire des suggestions aux gens qui nous demandent d'envoyer en tournée certaines formations musicales, certaines compagnies de théâtre, etc.

Alors, je prends note de la requête que vient de me réitérer le député des Iles-de-la-Madeleine. Qu'il veuille bien croire que nous accordons une très grande attention au cas des Iles. Et, justement, M. le sous-ministre m'informe que l'un de nos spécialistes est actuellement à Havre-Aubert afin de discuter, avec les responsables du centre culturel, de la politique d'animation à ce centre des Iles-de-la-Madeleine.

M. BELLEMARE: Article 6.

M. LACROIX: Je voudrais seulement faire remarquer au ministre qu'il est très difficile d'établir un programme une année à l'avance pour les Iles-de-la-Madeleine. Nous sommes en communication constante avec les Acadiens du Nouveau-Brunswick et nous essayons de nous entendre avec eux sur un programme par exemple faire venir des troupes soit du ballet, du chant ou de la musique afin de pouvoir partager les frais de transport. Et, naturellement, nous ne pouvons pas une année à l'avance établir quels seront nos besoins, quels seront les montants qui seront dépensés parce que nous sommes toujours dépendants soit des centres culturels de l'Île-du-Prince-Édouard ou du Nouveau-Brunswick ce qui nous permet de faire bénéficier également les francophones de l'Île-du-Prince-Édouard et du Nouveau-Brunswick des avantages que nous voulons pour nous.

Le ministre comprendra que s'il arrive assez fréquemment que nous arrivions à la dernière minute à son ministère pour présenter des requêtes, c'est à cause des circonstances et qu'il

serait extrêmement difficile pour nous d'arriver au ministère avec des demandes précises plusieurs mois à l'avance à cause du fait que nous nous trouvons à la fin de la « ligne ». Ils ne commencent pas chez nous, ils viennent finir chez nous. Et, lorsqu'ils viennent finir chez nous, c'est parce que nous consentons des sacrifices financiers très considérables. Mais nous le faisons parce que nous croyons que c'est une chose importante pour la population des Îles-de-la-Madeleine qui à cause de la télévision — bienfait qui nous a été accordé en 1964 — les gens ont pu se rendre compte de ce qui se passe à l'extérieur et ils veulent bénéficier sur place des avantages que l'on connaît ailleurs dans la province.

Et c'est pourquoi nous ne pouvons pas prévoir plusieurs mois à l'avance et présenter au ministère un budget qui pourrait être approuvé.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je comprends très bien que vous vous trouvez souvent à la fin d'un circuit d'une tournée, mais je pense qu'il serait quand même possible de coordonner l'activité du centre culturel de Havre-Aubert avec la politique générale du ministère, et nous sommes disposés à vous aider dans vos programmes de tournées et essayer peut-être de vous mettre à certain moment au début du circuit et non pas à la fin.

Mais j'ai noté les difficultés que comporte le problème particulier des Îles-de-la-Madeleine.

M. BELLEMARE: Article 6, adopté.

M. LACROIX: Si jamais le ministre réussit à nous placer au début du circuit, ce sera le premier qui réussira à faire ça, parce qu'on pense à nous ordinairement quand tous les autres ont été comblés.

M. BELLEMARE: Adopté.

M. LE PRESIDENT: Article 7 — Direction générale du théâtre. Adopté.

Article 8 — Direction générale des lettres.

M. LAPORTE: J'espère que les responsables de la direction générale du théâtre ne seront pas trop déçus qu'on ne les bombarde pas de questions.

M. BELLEMARE: Non, non.

M. LAPORTE: Vous êtes parmi ceux-là, vous?

M. BELLEMARE: Non, je ne suis pas acteur, moi.

M. LAPORTE: Alors, poste 7, adopté. Poste 8.

M. LE PRESIDENT: Poste 8, Direction générale des lettres.

M. LAPORTE: M. le Président, quelques minutes pour aborder un problème très sérieux, très grave, au sujet duquel j'ai des reproches sévères à faire au ministre. Un problème très sérieux, celui du livre.

Les reproches seront de deux ordres. Premièrement, reproches de ne pas sembler accorder à ce problème toute l'attention qu'il requiert. Deuxièmement, relations qui paraissent tendues entre le ministre des Affaires culturelles et l'organisme qui groupe tous les intéressés au problème du livre, le Conseil supérieur du livre. Et, ce qui est plus grave, plus sérieux, le peu de soin que le ministre a mis à tenir ses engagements envers les porte-parole officiels du Conseil supérieur du livre.

M. le Président, j'élaboré brièvement, si les deux expressions peuvent se concilier.

Problème du livre. Si vous voulez avoir une idée rapide de ce que je veux vous dire, je vous rappellerai qu'au cours de l'année 1967, un nombre malheureusement impressionnant de librairies ont dû fermer leurs portes dans la province de Québec.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Combien?

M. LAPORTE: Vingt-trois. E. existe apparemment dans l'esprit du ministre une attitude irréconciliable entre la culture dans ses aspects les plus purs et le commerce. A ses yeux être un libraire, être un éditeur, c'est être partiellement un commerçant, donc un intermédiaire peu valable dans la diffusion de la culture.

Le ministre va même jusqu'à suggérer à certains organismes de se débarrasser, de se purger de tous leurs commerçants, et alors...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Voulez-vous répéter?

M. LAPORTE: Oui. Je dis qu'il entre même dans la conception du ministre, qu'il va même jusqu'à suggérer à certains organismes de se purger en quelque sorte de tous leurs commerçants et qu'alors le ministère sera extrêmement intéressé de causer livres à un niveau tel que le nombre des initiés serait infiniment limité.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, j'invoque ici le règlement. Je ne vou-

drais pas laisser passer ça comme ça, je vais y répondre tout de suite. Jamais je n'ai demandé à quelque organisme que ce soit — le député réfère sans doute au Conseil supérieur du livre — de se purger de ses commerçants, mais j'ai toujours déclaré qu'il y avait un problème dans le problème général du livre.

Il fallait considérer le problème commercial et le problème culturel, et les gens qui s'occupent du commerce du livre devaient, lorsqu'ils s'occupent du commerce, adopter des mœurs des techniques, des mesures administratives qui sont celles du commerce. Mais, qu'ils ne confondent pas les deux problèmes et qu'ils ne fassent pas, enfin, un plaidoyer pour la culture lorsqu'ils viennent discuter de questions techniques qui réfèrent spécifiquement à un problème de commerce.

M. LAPORTE: M. le Président, le rapport Bouchard a abordé ce problème de la présence d'un intermédiaire qui s'appelle ou le libraire ou l'éditeur.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Bien oui, c'est sûr!

M. LAPORTE: Dans n'importe quel, ou disons dans un grand nombre de commerces, le commerçant doit disparaître s'il n'est pas en mesure de faire face à la concurrence. Mais, lorsque vous touchez au problème du livre, surtout dans une province comme la nôtre, chez les Canadiens français, l'intermédiaire qui s'appelle éditeur et qui s'appelle libraire devient l'un des maillons essentiels — ils le sont tous dans une chaîne — mais devient l'un des maillons de cette chaîne qui s'appelle la diffusion du livre.

Lorsqu'un libraire ferme ses portes, dans un centre grand ou petit, c'est autant de possibilités, d'occasions que vous faites disparaître de diffuser le livre. Combien de centaines de milliers de volumes n'auraient jamais été vendus, et j'imagine lus, s'il n'avait pas existé des libraires où des gens sont allés bouquiner, sont entrés pour acheter la dernière revue française ou un périodique canadien, et ont été attirés par un étalage bien fait, par la seule présence de cet échantillonnage de livres!

C'est donc un commerçant pas comme les autres dans une province pas comme les autres. Et ceci a été clairement établi dans le rapport Bouchard. On ne discute pas avec le commerçant qui a nom libraire comme on discute avec le commerçant qui vend des automobiles ou des pneus. On doit, à cause de sa situation, de son état particulier, on doit prati-

quement l'aider à vivre parce que sa disparition n'est, dans son cas à lui, qu'une catastrophe personnelle mais, dans les milieux d'où il est disparu, un appauvrissement collectif.

Or, en 1967, je vais faire grâce à cette Chambre de l'énumération, mais on a la liste des libraires qui sont disparus depuis le début de la crise en librairie par faillites ou par liquidations volontaires ou ayant demandé un concordat à leurs créanciers. Comme je veux être parfaitement juste, je ne suis pas en mesure de dire que c'est une liste de libraires disparus en 1967. Peut-être est-ce de 1962 à 1967. Je n'ai pas vérifié de façon très exacte. Mais disons que, dans la province de Québec, depuis un certain nombre de mois ou d'années, peu nombreux, on a vu des libraires disparaître à Montréal, à Victoriaville, à Iberville, à Saint-Félicien, à Saint-Jérôme, à Pont-Viau, à Haute-riève, à Sherbrooke et à Montréal plusieurs.

Dans divers secteurs de la province de Québec, à mesure que nous pompons de l'argent pour la déconcentration de la culture, nous laissons disparaître des centres culturels qui existaient depuis peu ou depuis longtemps. Disons que c'est une opération à rebours qui devrait prendre fin dans la province de Québec.

Deuxième problème, celui du manuel scolaire. Nous n'en parlerons pas ce soir, parce que j'espère qu'on en parle pendant l'étude des crédits du ministère de l'Éducation. Juste un mot pour dire qu'alors que nous avons des libraires et des éditeurs qui crèvent littéralement de faim, on les a systématiquement privés depuis toujours — je n'en fais pas grief à un gouvernement plus qu'à un autre — du marché du livre le plus considérable dans la province de Québec, le manuel scolaire, des millions et des millions de dollars. On s'est servi, dans un grand nombre de cas malheureusement, d'intermédiaires qui n'étaient là que pour servir d'intermédiaires, qui n'étaient libraires ou éditeurs, ni de A ni de B, qui n'avaient aucune espèce d'organisation, qui souvent étaient des gens exerçant toutes sortes d'autres commerces et qui, à l'occasion du passage annuel de cette manne qu'est la vente du manuel scolaire, faisaient un certain profit, alors que le libraire, lui, entre deux années scolaires, fournissait assez souvent à la commission scolaire un service quotidien, dispendieux et efficace, pour lui livrer tous les manuels et les livres de culture, romans ou autres, dont elle avait besoin. On lui passait dans le courant de l'année 200 commandes d'un volume au libraire, qu'il fallait mettre tous ses services à la disposition de ces 200 commandes, 200 factures, 200 emballages, 200 livraisons à des heures

qui faisaient l'affaire de la commission scolaire et... avec un profit minime, quand arrivait le temps de vendre en bloc pour des milliers et des milliers de dollars de manuels scolaires, on s'adressait à un intermédiaire qui n'avait pour fonction que de vendre ces manuels scolaires pendant quelques jours et après, profits encaissés, monsieur disparu.

Il faut faire quelque chose de spécial pour le commerce du livre. Je dis au ministre que le Conseil supérieur du livre, par des documents publics, ne semble pas très satisfait de ses relations avec le ministre; que celui-ci, qui disait tantôt qu'il n'était pas en mesure de donner des ordres à l'Orchestre symphonique de Montréal, parce que c'est un organisme indépendant de l'Etat, devrait s'interroger pour savoir s'il ne s'est pas cru autorisé de tenter de donner des ordres au Conseil supérieur du livre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Comment pouvez-vous prouver cela? Est-ce que vous avez les documents qui indiqueraient que nous avons voulu donner des ordres au Conseil supérieur du livre? Vous faites une affirmation depuis le début — c'est d'ailleurs le postulat de votre intervention — mais dites-moi à quel moment le ministre des Affaires culturelles aurait donné des ordres. Nous avons pu faire des suggestions, mais nous n'avons pas donné des ordres.

M. LAPORTE: Disons, monsieur le ministre que je n'ai pas l'habitude de parler à travers mon chapeau.

A la suite d'une entrevue accordée à un représentant du Conseil supérieur du livre, une lettre a été envoyée au ministre, disant qu'à l'avenir on ne permettrait plus à cette personne de rencontrer le ministre seul.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): La lettre a été envoyée où?

M. LAPORTE: Au ministre. Au ministre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Au ministre. A quel ministre? A moi?

M. LAPORTE: A quel ministre? Oui, à vous.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Quelle lettre?

M. LAPORTE: Je vais être obligé, M. le Président, puisque nous semblons si mal nous comprendre...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Mais lisez, lisez, allez.

M. LAPORTE: M. le Président, résumons...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Non, M. le Président, un instant. Est-ce que vous avez affirmé que le ministre aurait envoyé une lettre au Conseil supérieur du livre indiquant qu'il ne considère pas comme persona grata tel membre du Conseil supérieur du livre, ou si c'est l'inverse?

M. LAPORTE: C'est plutôt l'inverse. C'est le ministre qui n'était plus considéré comme persona grata!

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Bon. Alors, là, c'est une question d'opinion et c'est une question d'attitude. Si cette personne a fait état d'une conversation privée pour s'autoriser ensuite à dire que le ministre ne la considérerait pas comme persona grata, c'est son affaire et c'est son opinion. Il n'y a aucun document officiel...

M. LAPORTE: Cela n'est pas du tout le problème.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, il n'y a aucun document officiel sur lequel le député de Chambly puisse s'appuyer pour déclarer que quelque membre du Conseil du livre que ce soit n'ait pas été reçu très cordialement, très chaleureusement au ministère des Affaires culturelles, puisque nous rencontrons ces gens régulièrement, et nous ne sommes pas responsables de leurs sautes d'humeur.

M. LAPORTE: « Le 5 octobre 1967.

L'honorable Jean-Noël Tremblay,  
Ministre des Affaires culturelles,  
Hôtel du gouvernement,  
Québec.

Monsieur le ministre,

Au cours d'une réunion de l'exécutif tenue aujourd'hui même, M. J.-Z.-Léon Patenaude nous a fait part de ce qui s'est passé et nous a répété ce que vous lui aviez dit mardi matin le 3 octobre dernier, dans votre bureau.

A l'unanimité, l'exécutif a décidé qu'il était impossible de laisser à l'avenir M. Patenaude recevoir seul le poids de certaines observations faites à l'endroit du Conseil supérieur du livre.

Nous avons donc l'honneur de vous informer que, dorénavant, M. Patenaude ne sera plus autorisé à avoir des entrevues comme représentant du Conseil supérieur du livre au ministère des Affaires culturelles sans être accom-



pagné d'un membre du conseil, dûment mandaté pour cette occasion.»

Dois-je vous dire, M. le Président, qu'étant membre honoraire, à titre d'ancien ministre des Affaires culturelles, du Conseil supérieur du livre, je reçois toute la correspondance, tous les documents qui émanent du secrétariat? Donc, personne n'a fait un geste spécial pour me mettre au courant de ces documents.

On ne peut accuser personne; je reçois toute la documentation du Conseil supérieur du livre, exactement comme quand j'étais ministre et j'imagine que, puisqu'ils tiendront des assises extraordinaires au mois d'août, je serai invité.

Que dit le rapport qui a été fait par le secrétaire? C'est que le ministre aurait dit à M. Patenaude — cela apparaît, du moins, dans les documents officiels du Conseil supérieur du livre — « C'est moi qui vous donne les subventions et vous allez, à l'avenir, prendre vos ordres de moi. »

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est faux.

M. LAPORTE: Je n'ai pas d'objection à ce que le ministre nie.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je dois faire remarquer ici au député de Chambly que tout ce qu'il va déclarer, en s'appuyant sur des propos qui auraient été rapportés, sera nul et non venu aux yeux du ministre et des fonctionnaires du ministère.

M. LAPORTE: Etant donné la situation très curieuse que crée cette entrevue où il n'y avait en somme que deux personnes, disons que je m'abstiens de faire tout autre commentaire et que je m'en tiens à cette lettre, qui est une lettre officielle, où l'on dit au ministre: « Etant donné les remarques — sur lesquelles je n'insisterai pas — que vous avez faites à notre délégué au sujet du Conseil supérieur du livre. » Ce qui me laisse supposer que ça n'a pas été des compliments du commencement à la fin. Si M. Patenaude s'était fait dire: Vous avez été des enfants fort gentils, je partage vos objectifs, vos vues, et comptez entièrement sur le ministre, je n'imagine pas que le Conseil supérieur du livre aurait écrit au ministre pour dire: A l'avenir, M. Patenaude, qui est quand même un homme d'un certain poids, ne pourra pas porter seul le poids de certaines observations faites par le ministre.

Je voudrais qu'à cause de l'état sérieux du livre dans la province de Québec le ministre se croie tenu d'avoir avec cet organisme des relations très amicales et très cordiales. Ainsi

l'on n'aura pas véritablement l'impression d'arracher des concessions au ministre, mais il s'établira de bonnes relations entre lui et le Conseil supérieur du livre et avec tous les hommes d'un caractère particulier qu'il pourra rencontrer. Je pense qu'à part le ministre et moi-même, il y a bien peu de gens sur la terre qui ont des caractères parfaits. Il faut tenir compte que les gens avec qui il discute — que ce soit de théâtre ou de tout ce qu'on voudra — ont leur caractère à eux, caractères qui plaisent ou ne plaisent pas, mais, au-delà de ce qu'ils sont, il y a ce qu'ils représentent.

Avant que je ne reprenne mon siège sur ces paroles désagréables, je voudrais dire que, malheureusement, le ministre n'a pas tenu, à l'endroit du Conseil supérieur du livre, des engagements très précis, écrits ceux-là, qui avaient été pris au cours de l'année financière qui s'est terminée à la fin du mois d'avril. On avait écrit au Conseil supérieur du livre: « Vous désirez que le ministère achète pour \$75,000 de volumes selon un pourcentage de la production. Il le fera. »

Fort de cet engagement, le Conseil supérieur du livre a cru que des commandes de l'ordre de \$75,000 lui arriveraient. Or, dans le courant de l'année, on a acheté des volumes pour \$48,365, ce qui a fait perdre au Conseil supérieur du livre, indirectement, et aux éditeurs, directement, la somme de \$26,635. On avait également promis que l'on achèterait, au titre de l'aide à l'édition, pour \$60,000 d'achats directs, somme qui serait prise à même les \$100,000 qui ne sont plus utilisés ou qui ne sont pas totalement utilisés pour l'assurance-édition. Or, les achats ne se sont chiffrés qu'à \$27,965 ce qui, là encore signifie pour les éditeurs, pour le Conseil supérieur du livre et ses membres, une perte de \$22,035.

Si on additionne les sommes perdues: \$26,635 au poste des prix de l'Office de la langue française, les \$60,000 pris à même l'assurance-édition, et \$22,035 au titre de l'encouragement à la littérature pour la seule année financière qui s'est terminée en avril, les éditeurs, libraires, membres du Conseil supérieur du livre, ont été privés d'une somme qu'eux trouvent fabuleuse: \$108,670.

Je termine, je dis au ministre qu'il est essentiel qu'il conclue, avec ces gens, des engagements précis, et qu'il tienne ses engagements, qu'il mette à leur disposition toutes les sommes d'argent possibles, parce que, s'il les prive une année de plus pour des raisons que j'ignore, s'il les prive pendant un certain temps encore d'une somme de \$100,000, comme c'a été le cas au cours du dernier exercice, la liste que j'ai

seulement esquissée des libraires, à laquelle on pourrait ajouter un certain nombre d'éditeurs qui sont disparus dans la province de Québec, laissant autant de trous béants dans notre diffusion de la culture, va s'allonger singulièrement et rapidement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt les observations de mon collègue, le député de Chambly. Il reste toutefois que sa présentation des faits s'appuie sur des documents qui proviennent d'un organisme que je n'ai pas besoin d'identifier. Il reste qu'au ministère des Affaires culturelles, je dois affirmer que nous avons avec le Conseil supérieur du livre des relations qui jusqu'à présent ont été très cordiales.

Mais il nous est apparu tout à coup que l'on ne semblait pas satisfait de ces relations. C'est que les exigences du Conseil supérieur du livre se sont faites très pressantes, et ces exigences ne semblent pas tenir compte du budget qui était partie au ministère au poste de l'aide au livre en général: publication, édition, etc.

Le député de Chambly a tracé un tableau assez pessimiste de la situation du livre. D'ailleurs, on lit ça dans les journaux actuellement: la crise du livre, la catastrophe du livre. Tout le monde enfin en parle, mais il faudrait quand même rétablir les faits.

J'ai fait faire une enquête récemment etc. cela donne les résultats suivants:

Après une visite, entre le 1er avril et le 7 juin, toutes les librairies agréées de la province, 85 établissements — et cela a demandé 7,000 milles de route — on a constaté que la situation du commerce du livre est loin d'être inquiétante. Une grande majorité de libraires ont déclaré aux fonctionnaires du gouvernement, du ministère: D'année en année, les ventes augmentent de façon sensible; nous avons une clientèle étudiante chaque jour plus nombreuse, etc. Aucun libraire n'a exprimé des doutes sur l'avenir de son commerce. D'ailleurs, ces propos optimistes sont confirmés par des statistiques publiées par le bureau provincial des statistiques.

En 1967, les ventes totales dans 75 librairies sur 125 ont atteint le chiffre de \$27 millions, soit une augmentation de \$6 millions, en pourcentage 26% d'augmentation. C'est donc là une situation qui ne nous paraît pas pour l'instant alarmante. On a dit d'autre part qu'un grand nombre de librairies avaient fermé leurs portes, ce qui est exact, mais ces librairies n'ont pas fermé leurs portes depuis 1967. Les différentes librairies, dont le député avait tout à l'heure une liste, ont fermé leurs portes à différentes périodes au cours des trois ou quatre dernières années.

Par ailleurs, des librairies solidement établies, des librairies bien administrées, ont décidé de donner à leur commerce une plus grande expansion. Alors, les librairies suivantes agrandissent leurs locaux: la librairie Laurentienne, à Montréal, troisième agrandissement en deux ans; la librairie Liaison, à Verdun, espace doublé; librairie du Centre, à Trois-Rivières, surface de plancher quadruplée; librairie du Lac Saint-Jean, à Dolbeau, espace triplé; comptoir Horizon, à Rimouski; la librairie du Québec, à Saint-Jérôme, espace triplé.

Librairie des pères de Saint-Paul, à Montréal-Nord, même chose. Plusieurs autres regrettent de ne pouvoir le faire faute de locaux disponibles, notamment la Librairie Blais à Rimouski, le Centre pastoral de Haute-riève, la Librairie d'Alma, à Alma, la Librairie de la Malbaie, la Librairie Duval à Mont-Laurier, la Librairie Richer à Saint-Hyacinthe. C'est donc là un tableau qui ne correspond pas du tout à la situation qu'a essayé de décrire tout à l'heure le député de Chambly.

Quand à la question de savoir si nous avons donné suffisamment au Conseil supérieur du livre et aux gens du livre, à tous les gens qui s'intéressent au problème du livre ou qui en vivent, il faut bien tenir compte des chiffres et du budget. Nous avons donc dépensé la totalité du budget dont nous disposions au ministère des Affaires culturelles au poste du livre en distribution et achat de livres. Et je vais vous donner des chiffres, M. le Président, qui ne correspondent peut-être pas exactement à certaines ententes, qui ne sont pas des ententes fermes que nous avons avec le Conseil supérieur du livre mais des propositions qui avaient été faites.

L'aide à la publication: 24 manuscrits, \$24,600; 36 ouvrages, \$25,500; catalogue de l'édition canadienne, \$1,500; 18 périodiques, \$38,200, pour un total de \$90,800. Achat de livres au titre d'encouragement à la littérature, 11e et 12e comités, \$44,670. Achat de livres en vertu de l'assurance-édition, \$30,010. Achat de volumes pour le prix de l'Office de la langue française, 18,355 volumes, pour un total de \$48,365. Achat de volumes pour distribution en prix scolaires, \$3,700. Centre de diffusion du livre québécois à Paris, \$4,000. Exposition de volumes, Salon du livre de Québec, etc. \$26,972. Achat de livres pour distribution aux États-Unis, à l'île Maurice et dans divers pays, \$23,642. Donc, si l'on excepte certaines subventions pour le Salon du livre de Québec et la Foire de Francfort, on a donné pour l'achat de livres, l'encouragement à l'édition, à la publication tout l'argent dont disposait le ministère des Affaires culturelles à ce poste, soit \$258,840.

M. BELLEMARE: Adopté.

M. LAPORTE: M. le Président, une seule question finale j'imagine, que je peux poser sur cet article. Si on ne disposait pas de sommes d'argent pourquoi le ministère s'est-il engagé

supérieur du livre alors que les achats se sont limités à \$48,365?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce n'était pas un engagement ferme pour le montant. On nous a sollicités et nous avons revu la question après avec les gens du Conseil supérieur du livre en fonction du budget que nous avions et nous leur avons indiqué quelles seraient les modalités que nous entendions suivre pour la distribution de cet argent.

M. LAPORTE: L'engagement était le suivant: « Vous désirez que le ministère achète pour \$75,000 de volumes selon un pourcentage de la production. Il le fera. »

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui.

M. LAPORTE: « Les prix de l'Office de la langue française seront, soit en totalité, soit en partie, achetés de cette manière. La différence entre la somme... »

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est ce qu'on a fait.

M. LAPORTE: « ... de \$75,000 et la somme consacrée de cette manière à l'acquisition des prix de français sera comblée, s'il y a lieu, par d'autres achats. Des éditeurs pourront donc compter sur des achats de \$75,000 selon un pourcentage de la production. » Et en fait, on a acheté que pour \$48,365 à ce titre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui, mais...

M. LAPORTE: Il faudrait que les engagements...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Que l'on achète à un titre ou à l'autre...

M. LAPORTE: Ah bon! En ce cas-là, il faudrait...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... nous allons respecter la promesse...

M. LAPORTE: ... que les engagements...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): ... de disposer

de tout l'argent que nous avons pour aider les éditeurs, les auteurs, les libraires, etc.

M. LAPORTE: Disons qu'il semble avoir dans ces chiffres et dans ce problème, même sur des sujets qui paraissaient parfaitement à l'abri, des \$75,000 que les membres du Conseil devaient faire disparaître. Dans le même engagement, on disait non pas que vous aurez \$75,000 en tout et partout, on disait: Les crédits acceptés aux achats à titre de l'encouragement à la littérature seront portés de \$35,000 à \$50,000. La plus grande partie des volumes acquis à ce titre auront pour auteurs des personnes ayant publiés à l'enseigne des maisons membres de l'Association des éditeurs canadiens. »

Il me semble qu'il devrait être possible aussi près que possible du début de l'année financière de dire à qui l'on voudra, disons le Conseil supérieur du livre: Voici par catégories ce que le budget nous permettra de faire cette année. Une fois l'entente prise, qu'elle soit respectée rigoureusement et avec célérité.

Autrement, ces gens-là sont toujours dans un état d'inquiétude et d'incertitude qui n'est ni favorable à la diffusion du livre, ni propice aux relations d'amitié et de confiance qui doivent exister entre le ministère et les représentants autorisés de ceux qui sont dans le commerce du livre.

M. LE PRÉSIDENT: Article 8, adopté? Adopté.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Article 9.

M. LE PRÉSIDENT: Article 9, adopté?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Article 9 adopté.

M. LE PRÉSIDENT: Article 9 adopté. Article 10, adopté?

M. BEAUPRE: M. le Président, le 15 avril 1968, sous la plume de M. Alfred Garon, le Soleil titrait un article comme suit: « Démissions dans l'air au sein du comité de la Place royale ». Selon M. Garon, il était question, à ce moment-là, que deux des membres du comité consultatif de la Place royale démissionnent: M. Jean Cimon et M. Rousseau, tous deux nommés par la ville de Québec au comité consultatif. M. Cimon voulait démissionner parce qu'il trouvait l'inertie du comité inacceptable et M. Rousseau lui, parce qu'il prétendait qu'après un an il était inadmissible que le comité n'ait pas été réuni.

M. Morissette qu'on a interrogé par la suite

a déclaré que, ne connaissant pas les crédits qui pourraient être votés pour l'année en cours, il était impossible de réunir les membres du comité. Par la suite, il ajoutait qu'un programme de travail venait d'être tracé et que, bientôt, peut-être dans une semaine ou deux, les membres dudit comité pourraient être réunis. Je voudrais que le ministre nous dise, premièrement, si ce fameux comité que la loi 15-16, Elizabeth II, chapitre 25, prévoit à son article 2 — ce comité consultatif de la Place royale qui est dans le comté de Jean-Talon que j'ai l'honneur de représenter — a siégé. S'il ne l'a pas fait, est-ce que M. Morissette, qui prétendait que le programme de travail avait été tracé, s'est aventuré trop loin lorsqu'il a affirmé qu'il serait possible de le faire siéger bientôt?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. Morissette?

M. BEAUPRE: M. Raymond Morissette, le sous-ministre. Il semblait, à ce moment-là, au mois d'avril, que si le comité n'avait pas été réuni, c'était parce qu'on ne connaissait pas les sommes qui pourraient être affectées à l'achat des propriétés non acquises par le gouvernement, fin d'avril 1968.

Est-ce qu'à même le budget que le ministre nous demande d'accepter, il y a les sommes d'argent nécessaires pour acheter toutes les propriétés qui n'ont pas été acquises?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui.

M. BEAUPRE: Le ministre veut-il dire que les 63 propriétés, qui n'ont pas été acquises, peuvent l'être à même les appropriations que l'on nous demande d'accepter?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Voici, M. le Président. D'abord le comité consultatif, — le député de Jean-Talon le sait — a été créé. Nous n'avons pas demandé au comité consultatif de se réunir parce que nous devons faire exécuter auparavant des travaux, des recherches historiques préliminaires à la préparation générale de restauration de la Place royale. Entre-temps, nous avons acquis les édifices que nous devons acquérir pour compléter le complexe, mais il n'est pas question de 63 édifices.

Nous avons acheté en 1966/67, et 1967/68, 13 propriétés; achats non complétés, 8, et les achats prévus de 10 propriétés; achats futurs, 45 propriétés. Alors, le total, le plan général prévoit l'achat de 76 propriétés, mais nous n'attendons pas d'avoir acheté les 76 propriétés pour commencer le programme de travaux de

restauration de la Place royale et, comme je vous l'ai déjà dit, nous avons préparé un programme d'ensemble, bâti d'abord sur des recherches historiques sûres, et nous nous préparons bientôt à mettre en marche ce programme qui, vous savez, va démarrer lentement parce que ce n'est pas un travail ordinaire. Nous avons à restaurer tout un ensemble et nous devons le faire selon des techniques modernes et des techniques qui respectent à la fois l'Histoire, la qualité des monuments que nous avons à restaurer. C'est pourquoi nous avons voulu donner à ces études un caractère très scientifique et pousser très loin les recherches, avant que de demander au comité consultatif de procéder à ces discussions qui nous permettront d'avoir l'avis de ceux, qui enfin sont appelés à siéger à ce comité.

M. LE PRÉSIDENT: Adopté.

M. BEAUPRE: Ai-je bien compris? Le ministre aurait dit que les 63 propriétés qui ne sont pas acquises le seront en grande partie à même les crédits que l'on nous demande d'approuver. Combien cette année peut-on acheter avec les crédits que l'on nous demande d'approuver?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Au maximum, 18 propriétés.

M. BEAUPRE: Le ministre voudrait nous dire que ces 18 propriétés, ajoutées aux 13 qui ont déjà été achetées, constituent un noyau suffisant pour justifier maintenant la réunion du comité consultatif? Treize propriétés ne suffisaient pas pour que ce comité justifie son existence?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Le député a mal compris. Ce n'est pas une question de nombre qui fait que l'on décide de convoquer le comité consultatif ou non. Le problème, c'est qu'il fallait acheter les maisons. Nous avons donc acquis un certain nombre de propriétés; il en reste d'autres à acquérir. Mais la raison pour laquelle le comité consultatif ne s'est pas réuni, c'est que nous avons eu auparavant à préparer les études, les recherches historiques qui permettent au comité consultatif de travailler sur des documents sûrs, de donner des renseignements et des avis qui soient basés sur un projet qui sera soumis par les spécialistes du ministère des Affaires culturelles, c'est-à-dire du Service des monuments historiques. Ce n'est pas une question de nombre.

M. BEAUPRE: Le ministre n'ignore pas que l'article 6 de la loi 15-16, Elizabeth II, chapitre 25, prévoit des normes selon lesquelles seront réalisés l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de la Place royale. Est-ce que ce comité, qui est composé d'experts en qui j'ai grande confiance, n'aurait pas pu, dès maintenant, se mettre à l'oeuvre et travailler sur ces normes qui méritent, à mon avis, énormément de réflexion et méritent au moins que des membres du comité sachent s'ils ont les mêmes orientations, s'ils pensent un peu de la même façon. Voici un an que vous avez nommé six experts. Ces experts n'ont pas été réunis. Ils ne se connaissent même pas; ils ne savent même pas s'ils vont oeuvrer ou s'ils vont être capables de travailler dans le même sens, s'ils ont la même conception de la préservation, de l'aménagement de cette Place royale. Il me semble que si on les avait réunis ou si on leur avait permis de se réunir, ils auraient pu se mettre à l'oeuvre et travailler sur ces normes qui sont absolument essentielles si vraiment on est sérieux, si on veut démarrer et si on veut se prévaloir de cette loi votée en 1967.

M. LAPORTE: Un mot avant de terminer sur ce problème de la Place royale. Le ministre nous présente un bilan qui est...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): C'est sur l'immobilisation?

M. LAPORTE: Nous allons passer les deux en même temps. Nous dirons adopté pour les deux après. Je dis que pour la Place royale, le ministre nous présente un bilan qui est absolument piteux.

Le ministère des Affaires culturelles a-t-il décrété des règlements pour établir les normes suivant lesquelles seront réalisés l'aménagement, la restauration et la mise en valeur de la Place royale à Québec? La réponse est non.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): D'ici quelques semaines, vous allez avoir la réponse précise avec publication...

M. LAPORTE: Nous nous sommes fait dire, l'an dernier, que nous aurions des résultats « dans quelques semaines. » Un certain nombre d'immeubles avaient déjà été achetés avant que le ministre actuel ne prenne charge du ministère. Nous avons même — si ma mémoire est fidèle — prévu, dans le premier budget que nous avons préparé et qui a été administré par le ministre actuel, des crédits suffisants pour acheter un nombre beaucoup plus considérable

d'immeubles. Deuxièmement, ce qui est beaucoup plus sérieux, nous avons réussi, par l'intermédiaire d'une société de fiducie, alors que personne ne savait que les achats à Place Royale se faisaient pour le gouvernement, à obtenir à des conditions favorables des options, des offres d'achats, de la presque totalité des propriétaires. Le budget était prévu pour donner suite à ces options, mais le ministre, le ministère, ayant laissé ces options venir à leur terme, les prix ont augmenté de façon considérable, parce que l'on sait maintenant que le gouvernement se propose de restaurer la Place royale et que tous les immeubles seront achetés. Il est normal de penser qu'à ce moment-là, les prix vont augmenter et qu'il faudra peut-être recourir à l'expropriation.

Deuxièmement, on a nommé une commission consultative qui n'existe que sur le papier et le problème, pendant que l'on étudie, pendant que l'on est en train de faire seul un travail qui aurait dû être fait en collaboration intime avec les membres du comité consultatif, au moins deux des membres du comité consultatif sont tellement déçus de la situation actuelle qu'ils ont tous deux menacé de démissionner. C'est M. Cimon et M. Rousseau. Je ne connais ni l'un ni l'autre.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce n'est pas exact.

M. LAPORTE: Bien ce n'est pas exact? Il faudrait quand même...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): D'après les journaux.

M. LAPORTE: ... que ces messieurs n'ont jamais nié.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui mais dans une lettre adressée au sous-ministre, l'un des deux a démenti cette rumeur.

M. LAPORTE: M. le Président, je dis au ministre qu'après deux ans il a toujours en main, comme responsable du ministère, un joyau qui est inutilisé et qui pourrait être pour la ville de Québec un actif historique, un actif culturel et un actif touristique de taille.

Le ministre sait fort bien ce qui s'est passé à Montréal, dans le vieux Montréal. La municipalité ayant décidé de restaurer elle-même un immeuble important, l'ancien marché Bonsecours, cette intervention de l'Etat, de la municipalité, a provoqué dans le secteur, à la suite également d'une campagne qui avait été magni-

fiquement faite par un expert, M. MacLean du Montreal Star, une autorevalorisation extraordinaire.

Alors que des immeubles qui n'avaient plus aucune valeur commerciale étaient dans un état avancé de délabrement, on a assisté dans ce quartier, dans ce secteur, à une plus-value de la plupart des immeubles. Et vous avez aujourd'hui, autour du vieux marché Bonsecours restauré, des boutiques, des restaurants, des maisons qui actuellement se vendent à prix d'or parce que beaucoup de gens ont redécouvert le goût d'aller vivre dans le vieux Montréal.

Et ceci pourrait avoir exactement le même effet dans la partie la plus intéressante de Québec, dans le vieux Québec, et particulièrement dans la basse-ville. Alors, je reproche au ministre d'avoir fait preuve, sinon de si peu de travail, du moins de produire si peu de résultats. Et je lui dis qu'au cours de l'année financière 1968/1969, il devrait être en mesure de présenter aux Québécois, et par delà les Québécois à tous les citoyens de la province de Québec — parce que c'est un trésor commun — des résultats précis, pour que l'an prochain nous ne nous fassions pas encore raconter cette chose assez étonnante qu'il faut continuer à acheter des immeubles.

Mais qu'aucun expert n'ait été nommé pour mettre à exécution les plans préparés, c'est une autre réponse. Une commission qui ne siège pas, des experts qui sont absents et des immeubles qui ne s'achètent pas, c'est un triste bilan. J'espère que, l'an prochain, à la suite de l'intervention de mon collègue de Jean-Talon et devant le désir qu'ont certainement tous les Québécois de voir ce problème se régler, nous aurons des résultats un peu plus probants.

M. LE PRÉSIDENT: Article 10 adopté. Article 11.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, est-ce que le ministre des Affaires culturelles pourrait nous dire s'il a pris entente avec le gouvernement fédéral pour savoir s'il y a une partie du budget de \$10 millions, qui a été voté par Ottawa comme aide au film canadien, qui va nous revenir ici et, si oui, sous quelle forme? Dans le cas contraire, entrevoit-il de commencer des démarches là-dessus?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, cette question est évidemment fort intéressante, mais je crois que tout ce qui s'appelle entente et tout ce qui a trait aux relations avec Ottawa relève du ministère des Affaires intergouvernementales. Je puis assurer le dépu-

té que j'ai déjà fait auprès du ministère des Affaires intergouvernementales des représentations qui permettront de discuter de cette question du partage des \$10 millions qui sont affectés à la production cinématographique par le gouvernement central.

M. LEDUC (Taillon): M. le Président, est-ce que le ministre peut nous dire s'il a prévu à son budget un montant d'aide à la production de longs métrages?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Il y a un montant de \$150,000 au poste « subvention pour la production cinématographique ». Par suite des restrictions budgétaires, nous n'avons pas...

M. LEDUC (Taillon): Est-ce que ce montant de \$145,000 ou de \$135,000, qui est de \$10,000 de moins que l'an dernier, n'est pas plutôt un montant porté à la production de courts métrages, soit pour les différents ministères, soit pour le ministère des Affaires culturelles? Est-ce que ce montant-là, qui est semblable à celui qui existait l'an dernier, ne servira pas aux mêmes fins que le montant qui a été utilisé l'an dernier?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Les deux montants s'ajoutent.

M. LEDUC (Taillon): Ce qui veut dire, M. le Président, que, cette année encore, malheureusement, le gouvernement ne participera pas à la production de longs métrages québécois.

L'an dernier, à l'occasion des crédits du Secrétariat de la province, mon collègue le député de Chambly, et moi-même avions fait pression auprès du gouvernement en demandant que l'on commence, petit à petit, avec un budget embryonnaire si vous voulez, sachant fort bien qu'il n'est pas possible d'aider comme on le devrait, mais au moins avoir un début dans ce domaine-là.

Et je me souviens que le député de Chambly à ce moment-là disait: S'il n'y en a pas cette année, celui qui aura la responsabilité de la direction générale du cinéma l'an prochain devra commencer à zéro. Et, en fait, c'est l'an prochain que l'on commencera à zéro.

Pendant ce temps-là, le gouvernement fédéral, lui, a voté un montant de \$10 millions. Ses négociations éventuelles avec le ministère des Affaires intergouvernementales permettront aux producteurs québécois de bénéficier d'une partie de ce montant-là. Mais ce qui est malheureux, c'est qu'il semble y avoir, dans mon esprit du moins, une contradiction flagrante entre l'attitude du gouvernement du Québec et ses

gestes. On prône, et on dit souvent — et le premier ministre le répète quasi tous les jours — que, dans des domaines qui sont de juridiction provinciale, tels l'éducation et la culture, nous exercerons nos droits et tous les jours. En Chambre, on entend ça.

L'an dernier, on a parlé de ce montant de \$10 millions qui n'avait pas été voté, d'accord, au moment où on en avait discuté, mais ça s'en venait. Depuis de temps-là, le gouvernement n'a rien fait, n'a justement pas exercé ses droits dans un domaine qui lui appartient et qui est bien à lui. Nous avons, dans la province de Québec, actuellement, des producteurs, des cinéastes, des comédiens, des décorateurs, des costumiers possédant tout le talent nécessaire pour réaliser une bonne production cinématographique. D'ailleurs, sur le plan international, tous les ans le Canada remporte des prix pour les courts métrages lorsque vient le temps de participer à des festivals internationaux du film. Nous sommes prêts, sauf que trop souvent nos producteurs doivent opérer ou travailler avec les moyens du bord, et la production québécoise du cinéma, je l'admets bien volontiers, est d'une qualité inégale. Mais je crois, encore une fois, que le gouvernement devrait faire preuve de leadership, devrait essayer de participer à la vie cinématographique québécoise parce qu'en fait, et je partage l'opinion d'André Malraux: l'importance du cinéma, c'est qu'il est le premier art mondial.

Québec veut avoir une image internationale, le cinéma peut justement collaborer à créer cette image internationale. Et si Québec veut participer avec les producteurs et les cinéastes aux longs métrages, nous aurons éventuellement, et ça va prendre du temps, je suis bien d'accord, cela ne se bâtira pas en deux ou trois jours.

Cela prendra un certain nombre d'années, mais quand même il faut commencer, qu'il y ait un point de départ. Je termine sur ce point-ci, et j'espère que le ministre des Affaires culturelles tout d'abord créera une Régie du cinéma. J'ai eu l'occasion d'en parler au mois de février l'an dernier et je ne veux pas revenir sur ce point-là. Je crois que c'est indispensable.

Deuxièmement, j'espère qu'il va nous dire, ce soir, ce qu'il espère éventuellement au point de vue du cinéma, dans la province de Québec, d'autant plus qu'il nous a expliqué au tout début de son énoncé, au moment où nous avons commencé à étudier les crédits de son ministère, qu'une des priorités pour cette année était le cinéma. Alors, est-ce qu'il pourrait nous dire ce qu'il entend faire au point de vue cinéma, cette année?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): M. le Président, je serai très bref. Le député a fait un plaidoyer que tout le monde peut endosser, à savoir que nous avons besoin de créer ici une industrie cinématographique. Il arrive que les restrictions budgétaires — c'est la faute du ministre des Finances, à qui j'ai dû me soumettre moi aussi — nous ont empêchés de mettre au budget du ministère des Affaires culturelles les sommes que nous aurions voulu avoir, pour mettre en marche une production cinématographique de longs métrages. Mais il faudrait quand même noter que nous sortons bientôt — ça a été pris à même le budget de l'an dernier — un film sur Nelligan qui va durer une heure vingt. C'est déjà un commencement de production de long métrage.

Nous disposerons de \$150,000 pour commencer cette année. Nous avons engagé des pourparlers, des discussions, avec les responsables du cinéma, cinéastes, producteurs, propriétaires de salle de cinéma, etc., tous les gens qui s'occupent de cinéma, pour mettre sur pied la politique que nous entendons suivre.

Le député tout à l'heure nous a dit qu'il s'inquiétait de voir qu'à Ottawa, on prenait l'initiative dans ce domaine-là. Est-ce qu'il est prêt, lui et ses collègues, à appuyer en tant que ministre des Affaires culturelles, à appuyer le ministre des Affaires intergouvernementales, pour réclamer du gouvernement central d'une façon unanime, \$3 millions à même les dix millions que ce gouvernement a affectés à la production cinématographique? Est-ce que le député est prêt à accepter que nous réclamions nettement \$3 millions des \$10 millions?

M. LEDUC (Taillon): Vous me posez la question?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Oui.

M. LEDUC (Taillon): Disons que les \$3 millions, je ne contesterai pas, je n'accepterai pas le chiffre de \$3 millions.

Mais je vais être d'accord et je pense bien que mes collègues sont d'accord pour qu'on demande la part qui doit nous revenir, si c'est \$3 millions, deux millions et demi ou un million et demi, ce sera à discuter.

M. LAPORTE: M. le Président, je voudrais bien également que, dans ce domaine... C'est un sujet que je ne comptais pas aborder ce soir. Mais, puisque la question nous est posée, le ministre, à quelques reprises, a dénoncé les incursions du gouvernement d'Ottawa dans le domaine de la culture. Je vais...

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pas ce soir.

M. LAPORTE: Non, non pas ce soir, mais nous n'avons qu'une occasion par année pour étudier les déclarations faites au cours des mois qui ont précédé.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Pour en faire d'autres.

M. LAPORTE: Je veux bien que le ministre fasse d'autres déclarations et il en est quelques-unes sur la juridiction provinciale en matière de culture que je suis prêt à seconder, les ayant faites d'ailleurs avant même que le titulaire actuel ne soit député. Mais, au-delà des déclarations, la seule façon efficace, la seule façon sérieuse de prouver que l'on cherche autre chose — et je ne veux surtout pas sur cette question imputer ou prêter de motifs à qui que ce soit — mais la seule façon sérieuse, c'est d'occuper le terrain. Je trouve regrettable, par exemple, qu'en matière de cinéma, l'on soit encore en présence d'une occupation du terrain par le gouvernement fédéral, alors que l'Etat québécois n'a rien fait. Rien. Je trouve regrettable que le ministre soit aujourd'hui dans la situation de plaider avec les députés de l'Opposition afin qu'ils l'aident à réclamer du gouvernement fédéral sa part du gâteau. Il eût été plus normal que l'on crée véritablement dans le Québec une industrie du cinéma financée par le Québec. Le problème, c'est que vous avez, on vous l'a dit tout à l'heure, des cinéastes, des caméramen enfin tout l'aréopage de cette industrie, qui réclament depuis trop longtemps quelque chose. On voit le cinéma se développer de façon extraordinaire dans tous les pays civilisés. Et ici, il ne se faisait rien. Ces gens-là se sont alors jetés sur la subvention fédérale comme manne dans le désert.

Je ne suis pas prêt à leur jeter la pierre, mais je suis prêt à regretter une fois de plus que l'on ait permis, par une politique d'absence, que l'on nous place devant le fait accompli. J'espère que le ministre l'an prochain au lieu de nous dire: « Etes-vous disposés, messieurs, à m'aider à quémander notre part auprès du gouvernement fédéral... »

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Réclamer.

M. LAPORTE: ... nous dira: je vous annonce que la province de Québec a créé ou s'apprête à créer sa Régie du cinéma et que nous allons, nous, nous organiser et que s'il y a lieu quand nous aurons l'organisme, quand nous aurons les cadres, quittes à négocier avec le gouvernement fédéral, un projet de — je cherche toujours l'ex-

pression française pour « opting out » — une entente en vertu de laquelle le gouvernement fédéral va se retirer pour nous laisser une part des crédits à même des impôts qui seront déterminés et perçus par la province de Québec comme cela s'est fait dans une trentaine ou une quarantaine de domaines alors que nous avions la responsabilité de l'administration... » Politique de présence. Autrement, il sera trop tard pour crier au loup si notre négligence à nous occuper nous-mêmes de nos affaires provoque l'intrusion de quelqu'un que nous aimerions mieux voir s'occuper d'autre chose.

M. BELLEMARE: Adopté.

M. LEDUC (Taillon): Est-ce que la seule politique, lorsque j'ai demandé ce que le ministre entendait faire au cours de l'année, puisque le cinéma est une de ses priorités, est-ce que sa seule priorité est d'aller chercher \$3 millions à Ottawa?

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Ce n'est pas la seule priorité. Nous sommes à préparer justement les documents, les études, les recherches qui vont nous permettre d'annoncer à un moment donné la politique que le gouvernement entend suivre en matière de cinéma. Mais il comprendra qu'il y a eu — et je ne fais aucun reproche à aucun gouvernement — en ce domaine, il y a eu inaction dans le domaine du cinéma. Et ce n'est pas dans l'espace d'un an ou d'un an et demi qu'on va mettre sur pied une chose aussi importante qu'une industrie du cinéma qui soit vraiment viable. Mais le député peut être assuré que nous travaillons à la définition de cette politique.

M. LAPORTE: Nous n'avons pas d'objection à ce que les derniers articles du budget soient adoptés, mais j'ose croire que le ministre n'est pas trop déçu de constater que ses crédits ont été votés aussi rapidement.

M. TREMBLAY (Chicoutimi): Je voudrais, avant de terminer, remercier le député de Chambly et ses collègues de leur collaboration.

Je veux remercier mes collaborateurs qui m'ont assisté et qui ont attendu pendant que nous délibérons sur les Affaires municipales, mais je pense qu'il y a moins de problème aux Affaires culturelles qu'aux Affaires municipales. Peut-être que le député de Chambly était un peu fatigué.

M. BELLEMARE: Est-ce que le leader de l'Opposition serait prêt à accepter les résolutions qui restent aux ministères du Revenu, des



Richesses naturelles, des Terres et Forêts et des Transports et des Communications?

M. LAPORTE: Je ne voudrais pas qu'on exploite indûment ma fatigue, mais, pour ces quatre ministères-là, je n'ai pas d'objection.

M. BELLEMARE: Nous remercions sincèrement le leader pour sa coopération.

M. LEBEL (Président du comité des subsides): J'ai l'honneur de faire rapport que le comité a adopté des résolutions et qu'il demande la permission de siéger à nouveau.

M. PAUL (Président): Quand le comité pourra-t-il siéger à nouveau? A la prochaine séance. L'honorable ministre des Finances propose que les résolutions adoptées par le comité des subsides soient maintenant lues et agréées. Cette motion est-elle adoptée?

Adopté.

M. BELLEMARE: J'ai l'honneur d'ajourner la Chambre à demain matin, 11 heures. Je ferai remarquer qu'il y a un bill, le bill de Laval, à 9 h 30 au comité des bills privés. Nous pourrions venir en Chambre pour faire l'ouverture de la Chambre et demander la suspension pour que le bill de Laval puisse se terminer. En même temps, le comité des crédits de l'Education pourra siéger au Conseil législatif, avec une suspension jusqu'à 2 h 30. A 2 h 30, nous pourrions revenir en Chambre et, là, nous aurons le bill 18 sur les compagnies, le bill 19 sur les corporations, le bill 22 sur la protection sanitaire des animaux et le bill 28 sur les fabriques.

L'honorable chef de l'Opposition nous a demandé de passer les 18 et 19 les premiers, pour qu'un troisième comité soit formé demain après-midi à la chambre 321 pour étudier les crédits du ministère des Finances. Il semble y avoir une acceptation...

M. LAPORTE: Quel sera le deuxième comité?

M. BELLEMARE: Le comité de l'Education.

M. LAPORTE: De l'Education et des Finances et le troisième?

M. BELLEMARE: Cela, c'est le deuxième, parce que ce dernier ne siégera pas ici.

M. LAPORTE: On ne siégera pas en Chambre pour le ministère des Finances?

M. BELLEMARE: Non, pour les Finances, on siégera à la chambre 321.

M. LAPORTE: Que ferons nous en Chambre?

M. BELLEMARE: Nous ferons les quatre bills et s'il y a moyen nous ajournerons dès que ce sera terminé, à lundi après-midi, à trois heures.

Nous commencerons alors ici à la Chambre les crédits du ministère de la Santé pour prendre ensuite, en bas, après les crédits du ministère de l'Education, le Conseil exécutif et nous reviendrons après la Santé, jeudi, pour le ministère de la Justice.

M. LAPORTE: M. le Président, je m'engage solennellement, la semaine prochaine, à laisser reposer la Chambre. Quant à moi je me repose-rai un peu la voix!

M. BELLEMARE: Nous avons appris que le leader de l'Opposition était obligé de se faire hospitaliser pendant deux jours. Nous lui formulons nos meilleurs vœux pour lundi et mardi. Nous savons quel travail il a abattu. Je suis l'un de ceux qui dans l'Opposition a vécu à peu près les mêmes difficultés.

M. LE PRÉSIDENT: A l'ordre! De consentement unanime, la Chambre ajourne ses travaux à demain avant-midi, onze heures.

(23 h 39)